

SERVICE
SANITAIRE ET VÉTÉRINAIRE

SERVICE SANITAIRE ET VÉTÉRINAIRE

CIMETIÈRES

RÈGLEMENT

sur les cimetières, inhumations, exhumations et transport de cadavres à l'étranger, approuvé par le Conseil International sanitaire d'Egypte dans ses séances des 15 septembre 1876, 26 mars et 30 octobre 1877.

ARTICLE PREMIER.

Les Cimetières doivent être établis, autant que possible, sous les vents qui dominant ordinairement, et à la distance de 500 mètres de la Ville et de 200 mètres au moins de tout lieu habité.

ART. 2.

Les Cimetières doivent de préférence être établis dans les endroits les plus élevés, ils seront entourés d'une clôture sans que la circulation de l'air soit gênée.

ART. 3.

L'extension des Cimetières est réglée d'après la nature des terrains et leur action sur les corps qui y sont inhumés.

ART. 4.

La superficie d'un Cimetière doit contenir au moins trois fois l'espace nécessaire au nombre d'inhumations pour cinq ans.

ART. 5.

Les Cimetières doivent être, autant que possible, éloignés des fleuves, canaux, citernes, puits, cours d'eau, etc. ; en outre, il y

a lieu de s'assurer que le terrain qu'ils occupent ne puisse jamais se couvrir d'eau dans aucune circonstance.

ART. 6.

L'établissement de nouveaux Cimetières étant subordonné aux besoins et au développement de la population, la Direction des Services Sanitaires désignera, s'il y a lieu, les emplacements nécessaires, en ayant égard aux conditions ci-dessus et à tous les caractères géologiques, chimiques et physiques du terrain.

ART. 7.

Les modifications à introduire dans les Cimetières existants seront réglées après enquête, s'il y a lieu.

ART. 8.

La profondeur réglementaire des inhumations est de 2 mètres pour les adultes et de 1 mètre 50 pour les enfants au-dessous de 12 ans, sauf à augmenter cette profondeur selon la qualité des terrains ou toutes autres circonstances qui le nécessiteraient.

La distance d'une tombe à l'autre doit être de 50 centimètres au moins de chaque côté.

ART. 9.

Toute inhumation est défendue dans les jardins, mosquées, églises, temples, synagogues ou autres lieux consacrés au culte, monuments publics et, généralement, dans tous les lieux autres que les Cimetières non abandonnés. Seront exceptés de cette règle générale les inhumations autorisées par honneur, par une délibération spéciale de la Direction des Services Sanitaires.

ART. 10.

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu que moyennant une autorisation qui sera délivrée sur la déclaration d'un Médecin, reconnu par la Direction des Services Sanitaires, ayant constaté le décès. Les permis n'autoriseront l'inhumation, dans les cas ordinaires, qu'après le délai de dix heures, au moins, après la mort, pendant l'été, et de 12 heures pendant l'hiver.

L'heure de la mort devra être indiquée par le médecin sur le certificat de décès.

Dans le cas de mort subite, sauf le cas d'urgence dûment constaté, ce délai sera porté à 24 heures.

Aucune autopsie ne doit être pratiquée à domicile sans une autorisation spéciale de l'Autorité Sanitaire de la localité.

ART. 11.

La déclaration médicale pour l'autorisation d'inhumer doit indiquer l'heure et la date du décès, le sexe, les nom, prénoms, l'âge, la nationalité et la profession du défunt, la maladie qui a causé la mort et le quartier où le décès a eu lieu.

ART. 12.

Il est interdit d'exhumer un cadavre, soit pour reconnaître l'identité ou pour retrouver les traces d'un crime, soit pour convenances individuelles ou de famille, soit enfin pour exécuter des travaux quelconques dans les lieux d'inhumation, sans l'autorisation préalable dans les formes voulues et avec l'assistance de Délégués spéciaux (voir art. 25 et 27).

Il est aussi interdit d'ouvrir une tombe ou caveau pour y déposer un nouveau cadavre, sans une autorisation spéciale de l'Autorité Sanitaire.

ART. 13.

L'exhumation d'un cadavre pour être expédié à l'étranger ou déplacé dans le Cimetière même, ne peut avoir lieu qu'un an au moins après la mort de l'individu, s'il est reconnu que le décès a été causé par maladie ordinaire (la variole, fièvre typhoïde, typhus sont considérés comme tels) (voir l'art. 16).

ART. 14.

L'exhumation du cadavre d'un individu mort de peste, de choléra ou de fièvre bilieuse ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une autorisation spéciale de la Direction des Services Sanitaires, et en état de quarantaine.

Les personnes qui auront travaillé à l'exhumation devront purger leur quarantaine de 5 jours pleins au Lazaret.

ART. 15.

L'exhumation générale des cadavres situés dans une partie d'un Cimetière, et qui devront être réunis dans la fosse commune, ne pourra avoir lieu que dix années après la dernière inhumation et à la suite d'une décision de la Direction des Services Sanitaires.

ART. 16.

Il est fait exception à l'art. 13 si le cadavre qui doit être exhumé a été, au préalable, enterré et conditionné suivant les règles sanitaires établies pour le transport des cadavres à l'étranger.

ART. 17.

Tout cadavre devant être transporté à l'étranger, sitôt après sa mort, s'il n'est pas embaumé, devra être placé dans un cercueil en plomb, enfermé lui-même dans une bière en bois dur cerclée et vissée ; le cadavre mis en contact avec des matières désinfectantes ou conservatrices, telles que la sciure de bois bien desséchée, du sulfate de zinc et chlorure de chaux, que l'on pourra remplacer, suivant les cas, par d'autres désinfectants analogues (voir art. 28).

ART. 18.

Lorsqu'on procédera à l'exhumation d'un cadavre, un an ou plus après son décès, pour être transporté à l'étranger, si le cercueil se trouve entier et en bon état de conservation, il suffira de l'ouvrir et d'y introduire un mélange fait à parties égales de sciure de bois bien desséchée et des susdites matières désinfectantes dont on recouvrira tout le corps, de manière à combler la bière ; celle-ci sera placée ensuite dans le cercueil en plomb, qui sera renfermé lui-même dans une autre bière en bois d'après les dispositions de l'art. 17 (voir l'art. 28).

ART. 19.

Aucun cadavre ne pourra être enfermé dans une caisse, bière ou cercueil pour être expédié en Egypte ou à l'étranger si, au préalable, un Délégué Sanitaire n'aura constaté l'exécution des dispositions contenues à l'art. 17.

ART. 20.

Tout cadavre embaumé, destiné à être transporté à l'étranger, devra être visité par le Médecin de l'Administration Sanitaire avant la fermeture de la caisse.

ART. 21.

Le cercueil principal (extérieur) sera scellé par le Délégué Sanitaire et par l'Autorité à laquelle appartenait le défunt.

ART. 22.

Après les formalités ci-dessus, il sera dressé, par l'Autorité Sanitaire, un procès-verbal de l'état dans lequel le corps aura été trouvé, et des précautions qui auront été mises en pratique pour son transport.

Ce procès-verbal devra mentionner, en outre, d'après l'attestation des Médecins qui auront soigné le malade, à quelle maladie le défunt a succombé, ses nom, âge, nationalité et profession.

Si le corps a été embaumé, il sera joint copie de la déclaration du Médecin embaumeur.

Le procès-verbal et les pièces qui l'accompagnent seront délivrés aux parents du défunt ou à leur représentant pour être présentés à qui de droit.

ART. 23.

Tout cercueil provenant de l'intérieur de l'Egypte ne pourra être embarqué à bord du navire, si, au préalable, l'Autorité Sanitaire du Port Egyptien n'autorise l'embarquement sur la remise du procès-verbal constatant l'accomplissement des précautions sanitaires.

ART. 24.

Tout cercueil provenant de l'étranger pour être introduit en Egypte ne pourra débarquer si, au préalable, il ne sera présenté, à l'Autorité Sanitaire Egyptienne, le procès-verbal délivré par l'Autorité compétente ou autre du lieu de provenance, constatant que les formalités requises pour le transport du cadavre ont été accomplies.

Après examen de ces documents, le Délégué Sanitaire se rendra à bord où il constatera l'état du cercueil et des scellés qu'il devra trouver intacts ; après cette formalité, il délivrera l'ordre de débarquement et fera accompagner le cercueil par un garde sanitaire jusqu'au cimetière pour être inhumé, ou ailleurs, s'il doit être expédié dans une ville de l'Egypte.

DÉCRET

du 29 janvier 1894, relatif au transfert des cimetières.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Considérant qu'il existe, dans certaines villes et villages, des cimetières qui ne peuvent plus servir à leur destination sans que la salubrité publique soit compromise ;

Que, par conséquent, il est de toute nécessité de pourvoir à leur transfert ;

Que cette obligation incombe, naturellement, aux habitants de la ville ou du village qui en profitent ; mais que, d'autre part, l'intérêt public exige que le Gouvernement prenne toutes les mesures opportunes pour en assurer et faciliter l'exécution ;

Vu l'avis conforme de MM. les commissaires directeurs de la Caisse de la Dette Publique ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

La translation du cimetière d'une ville ou d'un village, lorsqu'elle est reconnue nécessaire, pourra être ordonnée par le Ministre de l'Intérieur, sur le rapport du directeur général de l'Administration des Services Sanitaires.

ART. 2.

Par le même arrêté, le Ministre fixera un délai passé lequel aucune inhumation ne pourra plus être faite dans l'ancien cimetière, et, sur la proposition du dit directeur général, il désignera, en outre, l'emplacement du nouveau cimetière.

ART. 3.

Cette translation sera considérée comme d'utilité publique, et le terrain devant servir au nouveau cimetière sera exproprié, s'il y a lieu, suivant les règles adoptées en matière d'expropriation.

Mais si le Gouvernement possède, dans les environs de la ville ou du village, un terrain dans les conditions voulues, le nouveau cimetière devra y être placé et ce terrain sera accordé gratuitement.

Au cas où le Gouvernement ne posséderait pas de terrain remplissant les conditions voulues, mais disposerait d'un autre terrain libre situé dans la même localité, il pourra se procurer par la vente partielle ou totale du dit terrain, les fonds nécessaires pour l'acquisition d'un emplacement pouvant servir de cimetière.

ART. 4.

Le nouveau cimetière devra être entouré d'un mur de la hauteur d'un mètre et demi, au moins, et muni d'une porte.

ART. 5.

Si, un mois avant l'expiration du délai fixé aux termes de l'art. 2, les habitants de la ville ou du village où le transfert du cimetière doit avoir lieu, ne se sont pas mis d'accord pour exécuter les travaux indiqués aux deux articles précédents, le moudir ou le gouverneur y pourvoira à leurs frais.

Il en sera de même si les travaux ont été commencés en temps utile, mais n'auront pas été terminés à l'expiration du dit délai.

ART. 6.

Dans le cas d'expropriation, la caisse de la moudirieh ou du gouvernorat avancera le prix dû au propriétaire exproprié.

Cette somme, ainsi que celle qui aura été dépensée pour les susdits travaux, seront ensuite réparties entre les habitants de la localité, en proportion des moyens de chacun d'eux, par une commission composée du moudir ou du gouverneur comme président, de l'ingénieur en chef et de l'inspecteur sanitaire de la moudirieh, de deux notables désignés par le président et l'omdeh de la ville ou du village intéressé. En cas de partage des voix, celle du moudir ou gouverneur est prépondérante.

Aucun recours ne sera admis contre les décisions de cette commission.

On procédera au recouvrement de ces sommes en conformité des dispositions du Décret du 25 mars 1880.

ART. 7.

Aussitôt la construction du nouveau cimetière achevée, toute inhumation dans l'ancien sera interdite sous peine d'une amende de 100 à 500 P.T.

Cette peine sera infligée à chacun de ceux qui auront pris une part quelconque à l'inhumation, soit comme porteurs, soit comme fossoyeurs et à ceux qui l'auront ordonnée.

Le cadavre sera, en outre, transporté à leurs frais au nouveau cimetière.

ART. 8.

Les dispositions du présent Décret ne sont pas applicables aux cimetières publics existant au Caire et à Alexandrie.

Un Décret ultérieur déterminera les formalités et les conditions nécessaires pour la translation de ces cimetières.

ART. 9.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 22 Radjeb 1311 (29 janvier 1894).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

RIAZ.

*Le Ministre des Finances,
BOUTROS GHALI.*

DÉCRET

du 12 mars 1898, concernant les cimetières.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le règlement sur les cimetières, inhumations, exhumations et transport de cadavres, approuvé par le Conseil international sanitaire, dans ses séances des 15 septembre 1876, 26 mars et 30 octobre 1877 ;

Vu Notre Décret du 29 janvier 1894, relatif au transfert des cimetières ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Ceux des anciens cimetières que l'Administration Sanitaire n'aura pas jugé nécessaire de transférer, devront être entourés de piliers en maçonnerie, placés de 20 mètres en 20 mètres de distance, qui en marqueront les limites.

En cas de nécessité spéciale, l'Administration Sanitaire pourra imposer la construction d'un mur de clôture d'un mètre et demi de hauteur, au lieu de piliers.

Les nouveaux cimetières ouverts en vertu de Notre Décret du 29 janvier 1894, pourront également être entourés de piliers en maçonnerie, placés à la distance susmentionnée, à moins que des raisons spéciales n'exigent la construction d'un mur de clôture.

Les frais de construction seront à la charge des habitants intéressés, et un délai leur sera accordé pour l'achèvement de la dite construction.

Si, à l'expiration du délai accordé, les piliers ou le mur de clôture ne sont pas faits, le moudir ou le gouverneur de la localité intéressée y pourvoira à leurs frais, et le montant en sera réparti et recouvré, aux termes de l'art. 6 du Décret du 29 janvier 1894, relatif au transfert des cimetières.

La présente disposition n'est pas applicable aux cimetières publics existant au Caire et à Alexandrie.

ART. 2.

Dans le cas où des inhumations seraient faites sans autorisation, dans les endroits prévus à l'art. 9 du règlement sur les cimetières, approuvé par le Conseil international sanitaire, dans ses séances des 15 septembre 1876, 26 mars et 30 octobre 1877, le cadavre sera exhumé et enterré dans le cimetière général, et ceux qui auront pris une part quelconque à la dite inhumation seront traités conformément à l'art. 7 du Décret du 29 janvier 1894 précité.

ART. 3.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 19 chawal 1315 (12 mars 1898).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

SERVICE VÉTÉRINAIRE

DÉCRET

du 10 avril 1883, portant modification de l'art. 8 du Règlement
de police sanitaire-vétérinaire du 1^{er} février 1883.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu Notre Décret du 23 Rabi-el-Awel 1300 (1^{er} février 1883), portant règlement de police sanitaire-vétérinaire relatif aux maladies épizootiques et, notamment, l'art. 8 du dit règlement ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

L'art. 8 du Règlement sus-visé est modifié ainsi qu'il suit :

L'Autorité Sanitaire, dans le but d'empêcher la propagation d'une maladie épizootique contagieuse, d'un caractère grave et réputé incurable, est en droit d'ordonner l'abatage des animaux atteints de la maladie contagieuse.

Quand, dans une localité, il n'y a qu'une seule étable infectée et que la majorité des bêtes qui s'y trouvent est atteinte par la maladie, l'Autorité Sanitaire doit faire abattre la totalité des animaux de cette étable.

Lorsque la maladie a pris de l'extension et s'est propagée dans plusieurs étables, l'abatage ne doit avoir lieu que pour les animaux malades.

Néanmoins, quand la maladie s'est étendue et règne sur plusieurs points du territoire égyptien, le Ministre de l'Intérieur pourra, sur la proposition du Conseil de Santé et d'Hygiène publique, suspendre l'abatage des animaux malades.

Le fourrage, la paille, le fumier et les ustensiles des étables infectées, etc., ainsi que l'étable, doivent être désinfectés ou brûlés.

ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 3 Djémad-el-Akher 1300 (10 avril 1883).

MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
CHÉRIF.

Le Ministre de l'Intérieur,
ISMAÏL EYOUB.

DÉCRET

Du 1^{er} février 1883 (23 rabi-awal 1300), portant règlement de police sanitaire-vétérinaire relatif aux maladies épizootiques.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

I.

Dispositions relatives au commerce et au transport des animaux domestiques.

ARTICLE PREMIER.

Il est défendu de faire le commerce et d'opérer le transport des animaux domestiques atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Sont considérées comme suspectes, toutes les bêtes qui ont habité les mêmes étables, pâturé dans les mêmes enclos ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les animaux malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que ceux-ci, ainsi que celles pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont également servi aux bêtes atteintes ; en un mot, toutes celles qui ont été en contact direct ou indirect avec les animaux malades.

ART. 2.

Les marchés et foires sont soumis, en tout temps, à la surveillance de l'Autorité Sanitaire, qui, en cas d'apparition de maladies contagieuses parmi les animaux, doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour en empêcher le développement et, notamment, celles prescrites par les art. 5, 8 et 11 du présent Décret.

ART. 3.

Si, dans un groupe de bétail, une maladie vient à éclater durant le transport par chemin de fer ou par bateau, tous les animaux de ce groupe doivent être séquestrés dans la localité la plus proche et mis en observation sous la surveillance de l'Autorité Sanitaire, qui est tenue de se conformer aux dispositions des articles 5, 8 et 11.

Les wagons et bateaux employés pour ce transport doivent être soigneusement nettoyés et désinfectés.

II.

Dispositions contre les épizooties en général.

ART. 4.

Les propriétaires, détenteurs ou gardiens d'animaux domestiques, ainsi que les intendants ou agents qui régissent les kafirs, ezbehs, chiflicks, abadihs, etc., sont obligés de déclarer immédiatement au chef du quartier ou cheikh el-beled l'apparition de toute maladie sévissant sur plusieurs animaux à la fois. La déclaration devra être signée ou cachetée ; il en sera donné un récépissé. Le chef du quartier ou cheikh-el-beled est tenu d'en donner immédiatement avis par écrit à l'Autorité Sanitaire de la localité. Les vétérinaires, médecins et tous agents du Service Sanitaire et de police sont également obligés, toutes les fois qu'un cas suspect de maladie épizootique parvient à leur connaissance, d'en référer à l'Autorité Sanitaire.

ART. 5.

Aussitôt que l'Autorité Sanitaire de la localité aura reçu la déclaration mentionnée dans l'article précédent, elle devra se rendre sans délai sur les lieux pour constater la nature de la maladie et ordonner les mesures propres à en arrêter le développement ; elle avisera le gouverneur ou le moudir de la province et en donnera avis par télégraphe au Conseil de santé et d'hygiène publique. En attendant les ordres du Conseil, l'autorité locale doit veiller à ce que les animaux malades soient séparés des animaux sains et ne communiquent avec aucun animal. Les propriétaires, sous quelque prétexte que ce soit, ne peuvent les

faire conduire aux marchés ou foires, ni aux pâturages, ni aux abreuvoirs communs ; ils sont obligés de les tenir dans des lieux isolés et de se conformer à toutes les prescriptions de l'Autorité Sanitaire.

Le président du Conseil de santé informera, par les moyens les plus rapides, les gouverneurs et moudirs des provinces voisines de l'apparition de la maladie et indiquera les mesures préservatrices à prendre.

ART. 6.

Dans les provinces où la maladie n'a pas encore pénétré, les moudirs, de concert avec l'Autorité Sanitaire locale, ordonneront la visite des étables, aussi souvent qu'ils le jugeront convenable ; ils exerceront une surveillance active et prendront les dispositions nécessaires pour que l'on puisse exécuter, sur-le-champ et partout où besoin sera, toutes les mesures propres à arrêter les progrès de l'épizootie, si elle venait à se manifester.

ART. 7.

En temps d'épizootie, le commerce du bétail malade ou suspect et des produits animaux bruts (peaux, os, cornes, bouts de cornes, onglons, suif non fondu, poils, laine, etc.) est interdit.

La viande des bêtes suspectes reconnues saines après l'abatage peut être utilisée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner la propagation de la maladie.

ART. 8 (1).

L'Autorité Sanitaire, dans le but d'empêcher la propagation d'une maladie épizootique contagieuse, d'un caractère grave, et réputée incurable, est en droit d'ordonner l'abatage des animaux atteints de la maladie contagieuse.

Quand, dans une localité, il n'y a qu'une seule étable infectée et que la majorité des bêtes qui s'y trouvent est atteinte par la maladie, l'Autorité Sanitaire doit faire abattre la totalité des animaux de cette étable.

Lorsque la maladie a pris de l'extension et s'est propagée dans plusieurs étables, l'abatage ne doit avoir lieu que pour les animaux malades.

(1) Modifié par Décret du 10 avril 1883.

Néanmoins, quand la maladie s'est étendue et règne sur plusieurs points du territoire égyptien, le Ministre de l'Intérieur pourra, sur la proposition du Conseil de santé et d'hygiène publique, suspendre l'abatage des animaux malades

Le fourrage, la paille, le fumier, les ustensiles des étables infectées, etc., ainsi que l'étable, doivent être désinfectés ou brûlés.

ART. 9.

Lorsque l'Autorité Sanitaire aura ordonné l'abatage, les propriétaires n'auront droit à aucune indemnité pour les animaux malades; il leur sera accordé, au contraire, pour l'abatage des animaux suspects, une indemnité égale à la valeur réelle des animaux abattus.

La valeur des animaux sera déterminée par les personnes énoncées en l'article suivant, en prenant pour base les marchandises des derniers marchés tenus dans la localité ou dans la région.

ART. 10.

Dans les localités où règne l'épizootie, le vétérinaire ou le médecin doit visiter, en présence de l'autorité locale et de trois notables de la localité, toutes les bêtes malades ou suspectes et marquer celles qui, étant atteintes, doivent être abattues immédiatement et enfouies conformément aux dispositions de l'art. 11.

Les opérations sont constatées par procès-verbal signé de l'autorité locale, du vétérinaire ou médecin, de trois notables de la localité et du propriétaire des bestiaux abattus.

Cette pièce doit indiquer la date de l'ordre de l'abatage, le jour où il aura lieu, ainsi que l'enfouissement, les nom, qualité, domicile du propriétaire, le nombre, la taille, l'âge, le sexe, l'espèce et le prix d'évaluation des animaux abattus.

Une copie du procès-verbal sera transmise au Conseil de santé, une autre copie sera remise à la moudirieh ou au gouvernorat pour être transmise au Ministère de l'Intérieur.

Le prix sera payé au propriétaire des animaux, par la moudirieh ou la mohafiza dont relève son domicile.

ART. 11.

Aussitôt qu'une bête sera abattue ou morte de maladie contagieuse, au lieu de la trainer, on doit la transporter à l'endroit

désigné par l'Autorité Sanitaire pour l'enfouissement, ou la remettre à l'établissement d'équarrissage. Les voitures ou brancards qui auront servi au transport seront désinfectés.

ART. 12.

Il est expressément défendu de jeter les animaux morts sur la voie publique, dans le Nil, les canaux, rigoles, étangs, sakiehs, etc., et de les enfouir dans un autre endroit que celui désigné par l'Autorité Sanitaire.

III.

Dispositions spéciales ⁽¹⁾.

1^o *Peste bovine, charbon, variole, ovine, morve et farcin.*

ART. 13.

Dès que la peste bovine, le charbon, la variole ovine, la morve ou le farcin auront éclaté sur un point quelconque du territoire égyptien, l'Autorité Sanitaire, outre les dispositions générales sus-indiquées, prendra les mesures suivantes :

L'apparition de la maladie doit être immédiatement portée à la connaissance du public, dans le district où elle a éclaté. Toute communication entre les bêtes sera interdite et l'on ordonnera le séquestre absolu des étables.

Dans la localité infectée, sera interdit le passage des animaux susceptibles d'être infectés.

Aucun animal ne pourra sortir de la localité infectée, non plus que les peaux fraîches, la laine brute, la viande ou le suif non fondu, les cornes, les ongles, les os, le fourrage, la paille, le fumier, etc.

2^o *Péripneumonie contagieuse.*

ART. 14.

Toute bête atteinte de péripneumonie contagieuse doit être abattue et enfouie suivant les prescriptions des art. 5, 9 et 11.

(1) Voir Arrêté municipal du 21 septembre 1895 au sujet de la morve.

ART. 15.

Les animaux suspects de péripneumonie contagieuse seront séquestrés et inoculés d'après les prescriptions de l'hygiène vétérinaire.

ART. 16.

Les animaux inoculés doivent être tenus à part et ne doivent communiquer avec aucun animal de la race bovine ni avec les chameaux ; ils ne peuvent être rendus libres que vingt jours après la guérison complète.

ART. 17.

Si le propriétaire d'animaux suspects de péripneumonie contagieuse refuse l'inoculation, il doit abattre immédiatement les dits animaux suspects et, dans ce cas, la viande pourra être utilisée pour la boucherie. Il est bien entendu que l'abatage, dans ces conditions, ne donne droit à aucune indemnité.

ART. 18.

Les étables où la maladie a régné ne pourront être habitées par les animaux de la race bovine et par les chameaux que de 4 à 12 semaines après la désinfection complète.

Quant aux autres prescriptions de police sanitaire, désinfection des ustensiles, etc., voir art. 5, 9 et suivants.

3° *Rage.*

ART. 19.

Les animaux atteints de la rage devront être immédiatement tués et enfouis. Les chiens, les chats et autres animaux qui auront été mordus par un animal enragé seront également tués. Ceux qui se sont trouvés avec un animal enragé, en contact direct, sans qu'on puisse prouver qu'ils aient été mordus, seront séquestrés et placés en lieu sûr, sous une surveillance active, pendant 3 mois environ.

4° *Trichinose.*

ART. 20.

Les porcs et autres animaux atteints de trichinose doivent être abattus et détruits d'une manière quelconque.

5° *Surlangue* (fièvre aphteuse), *gale*.

ART. 21.

Les animaux atteints de surlangue (fièvre aphteuse) ou de la gale seront séquestrés dans l'étable et ne devront avoir aucune communication avec les animaux sains.

La viande provenant des animaux atteints de ces maladies pourra être livrée à la consommation.

IV.

Pénalités et récompenses.

ART. 22.

Tout propriétaire qui n'aura pas fait la déclaration prévue par l'art. 4 sera puni d'une amende de 5 à 100 P.E. et d'un emprisonnement de 2 jours à une semaine.

Les détenteurs et gardiens d'animaux, les intendants et agents de kafrs, ezbehs, chiflicks, abadihs, etc. qui n'auront pas fait la déclaration sus-énoncée, seront punis d'une amende de 5 à 100 P.E. et d'un emprisonnement de deux jours à une semaine.

Les chefs de quartier ou cheikhs-el-beled qui n'auront pas transmis, à l'Autorité Sanitaire, l'avis prévu par l'art. 4, seront punis d'une amende de 5 à 100 P.E. et d'un emprisonnement de deux jours à une semaine.

ART. 23.

Toute violation des dispositions énoncées dans les articles, 5, 7, 11 et 12 sera punie d'une amende de 5 à 100 P.E. et d'un emprisonnement de deux jours à une semaine.

ART. 24.

Les pénalités prescrites par les deux articles qui précèdent seront prononcées par les autorités judiciaires compétentes.

ART. 25.

La moitié du montant de chacune des amendes mentionnées dans les articles précédents sera adjugée à titre de récompense à la personne qui aura dénoncé la contravention, ou à l'agent de police qui aura saisi le contrevenant en flagrant délit.

ART. 26.

Le propriétaire qui, dans une localité, aura le premier et spontanément déclaré l'apparition d'une maladie épizootique sur ses animaux, aura droit à une récompense égale à la valeur complète de ses animaux malades et suspects.

ART. 27.

Les gardiens et détenteurs d'animaux, qui auront fait la déclaration mentionnée dans l'article précédent, auront droit à une récompense de 50 à 200 P.E.

Dispositions générales.

ART. 28.

Les autorités civiles et militaires et les agents de la force publique doivent prêter leur concours à l'Autorité Sanitaire lorsqu'ils en seront requis, pour assurer la prompte exécution des dispositions contenues dans le présent règlement.

ART. 29.

Tous Décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 30.

Nos Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine, des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Ismaïlia, le 23 rabi-el-awel 1300 (1^{er} février 1883).

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

(Signé) CHÉRIF.

Le Ministre de l'Intérieur,

(Signé) ISMAÏL EYOUB.

Le Ministre de la Guerre et de la Marine,

(Signé) OMAR LOUFTI.

Le Ministre des Finances

(Signé) HAÏDAR.

Le Ministre de la Justice,

(Signé) FAKHRY.

ARRÊTÉ

du 28 février 1892, du Gouverneur d'Alexandrie, relatif au transport des matières fécales des animaux.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Considérant que, dans l'intérêt de la santé publique, il est nécessaire de régler le transport, dans la ville d'Alexandrie, des matières fécales d'animaux ;

Vu les art. 331 et 340 du Code pénal mixte et les art. 341 et 351 du Code pénal indigène ;

L'Inspecteur sanitaire entendu, et après approbation du Ministre de l'Intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Tout possesseur de voitures destinées au transport des matières fécales d'animaux devra en faire la déclaration au Gouvernorat et inscrire, sur chacune de ces voitures, un numéro qui lui sera délivré.

ART. 2.

Aucune des voitures désignées à l'article précédent ne pourra circuler dans les rues publiques que si elle est couverte et fermée, de manière à ne laisser dégager aucune mauvaise odeur.

ART. 3.

Le transport des matières sus-indiquées ne pourra avoir lieu dans l'intérieur de la ville qu'au moyen de voitures, dans les conditions prescrites par l'art. 2.

ART. 4.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende de P.T. 5 à 50.

ART. 5.

Le présent arrêté sera exécutoire à partir du cinquième jour de sa publication.

Fait le 28 février 1892.

OSMAN ORPHI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 23 novembre 1893, portant Règlement sur les Abattoirs
et viandes de boucherie.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la délibération de l'assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 12 juin 1893 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 16 novembre 1893,

ARRÊTE :

TITRE I^{er}

Abatage des animaux.

ARTICLE PREMIER

Les animaux dont la viande est destinée à la consommation ne peuvent être abattus que dans les abattoirs publics.

Là où ces établissements font défaut, des emplacements désignés par l'Autorité sanitaire en tiendront lieu.

Il est fait exception pour les quatre jours du Courban-Baïram, pendant lesquels les abatages pourront être effectués à domicile, par les particuliers, dans un but religieux.

Il est formellement interdit de mettre en vente la viande d'animaux abattus en dehors de l'abattoir ou des emplacements désignés à cet effet.

La viande sera, dans ce cas, saisie et les contrevenants seront passibles des peines édictées par le présent règlement.

ART. 2.

Les animaux, avant leur entrée dans l'abattoir, seront visités par le vétérinaire de service pour constater leur état de santé.

S'ils sont reconnus sains, ils seront conduits aux échaudoirs pour y être abattus, ou bien dans les étables de l'abattoir pour y séjourner jusqu'au moment de l'abatage, si le propriétaire le demande.

Dans ce dernier cas, ils devront être visités de nouveau avant d'être abattus.

ART. 3.

Les animaux atteints de maladies, dont le diagnostic est incertain, seront conduits dans les étables d'observation, où ils devront rester jusqu'au moment où le diagnostic pourra être définitivement établi.

Dans le cas où ces étables feraient défaut, les animaux seront mis en observation pendant douze heures.

Après ce délai, ils seront abattus, sauf à appliquer les mesures qui seront indiquées ensuite pour la viande, la peau et les débris.

ART. 4.

Les bêtes malsaines ou faibles, dont la viande n'est pas apte à la consommation, ne seront pas admises pour l'abatage.

Celles affectées de maladie grave, même non contagieuse, seront immédiatement abattues, et le vétérinaire décidera si elles doivent être enfouies ou livrées à l'équarrissage.

ART. 5.

Les animaux entrés à l'abattoir pour être abattus ne pourront en sortir vivants sans l'autorisation du vétérinaire de service.

ART. 6.

Les conducteurs des bestiaux destinés à l'abattoir seront tenus de prendre les précautions nécessaires pour prévenir tout accident, soit en cours de route, soit dans l'intérieur de l'abattoir.

Les bêtes dangereuses devront être conduites à l'attache et, au besoin, entravées.

ART. 7.

Les étables ainsi que l'entretien des animaux sont sous la surveillance directe du vétérinaire de l'abattoir, qui devra visiter les animaux et les locaux au moins une fois par jour.

Le personnel attaché à l'établissement est obligé de se conformer à tous les ordres donnés par le dit vétérinaire.

ART. 8.

Les animaux qui, sur la demande de leurs propriétaires, séjournent dans les étables avant leur abatage, devront être nourris et abreuvés dans l'étable même où ils se trouvent, aux frais des propriétaires.

Les frais de séjour et d'entretien dans les étables d'observation, ainsi que ceux résultant des soins donnés dans les infirmeries, seront également à la charge des propriétaires des animaux.

ART. 9.

Les étables devront être nettoyées chaque jour et les immondices transportées dans le local à ce destiné; elles seront, en outre, lavées au moins deux fois par semaine, le tout aux frais des propriétaires des animaux.

ART. 10.

Les voies de communication, corridors et parcs de l'établissement doivent être constamment libres.

ART. 11.

Chaque espèce d'animal doit être abattue dans le compartiment qui lui est destiné.

L'animal sera suspendu immédiatement après l'abatage.

Les viscères seront placés au-dessous de l'animal auquel ils appartiennent et ne seront enlevés qu'après l'inspection du vétérinaire.

L'insufflation par la bouche et formellement interdite; cette opération ne pourra être faite qu'au moyen d'un soufflet.

ART. 12.

Il est interdit de laisser couler le sang sur la terre et de le jeter dans le fleuve ou les canaux.

Il devra être recueilli dans des récipients et dénaturé.

TITRE II

Distribution des viandes et des issues.

*Mesures préalables, devoirs des employés, des bouchers
et autres individus admis dans l'Abattoir.*

ART. 13.

Après l'abatage, le vétérinaire devra de nouveau visiter dans les échaudoirs les animaux abattus.

Il en examinera les viscères avant leur envoi à la triperie.

ART. 14.

Les issues reconnues malades seront détruites, et le vétérinaire jugera si la viande de l'animal auquel ces issues appartiennent, peut être destinée à la consommation.

En cas contraire, il ordonnera que l'animal soit enfoui ou livré à l'équarrissage.

ART. 15.

Les viandes reconnues propres à la consommation seront marquées d'un timbre spécial avant la sortie de l'abattoir.

Les issues saines seront livrées à la triperie pour être nettoyées et préparées.

Les poils, les ongles et les cornes seront transportés dans les dépôts à ce destinés.

Les peaux, après avoir été timbrées, devront être immédiatement enlevées de l'abattoir.

ART. 16.

Le modèle et la couleur du timbre, soit pour la viande, soit pour les peaux, seront déterminés par l'Administration sanitaire.

ART. 17.

Dans les villes où il existe un abattoir, le transport des viandes aux boucheries ne pourra être effectué qu'au moyen de véhicules ou récipients doublés en zinc, suivant le modèle qui sera fourni par l'Administration sanitaire.

Les véhicules ou récipients destinés au transport des tripes et issues devront être également doublés en zinc.

ART. 18.

Les bouchers sont tenus de faire laver et nettoyer, immédiatement après l'abatage, les emplacements qu'ils ont occupés, ainsi que les ustensiles et les autres objets ayant servi à l'abatage, lesquels devront ensuite être déposés dans un magasin spécial.

ART. 19.

Le contenu des estomacs et des intestins, s'il n'est pas utilisé, et les autres résidus de l'abatage seront enlevés de l'abattoir, renfermés dans des véhicules en fer ou en zinc.

ART. 20.

Les têtes et les pieds seront nettoyés dans une pièce spéciale de la triperie ; ils pourront, ainsi que les tripes, subir la cuisson dans un local spécial de la triperie même.

ART. 21.

A la fin de la journée, les tripiers sont tenus de nettoyer et laver tous les locaux de la triperie et les ustensiles de travail, qu'ils déposeront ensuite dans un magasin.

ART. 22.

L'entrée dans l'enceinte de l'abattoir est interdite à toute personne étrangère au service de l'abattoir. Mais des permis d'entrée pourront être délivrés par l'Administration sanitaire et par le vétérinaire de l'abattoir.

ART. 23.

Il est défendu :

1° D'amener dans l'abattoir des chiens et autres animaux qui ne sont pas destinés à l'abatage ;

2° D'introduire dans l'établissement des substances vénéneuses, même pour détruire les rats ou les souris ;

3° De jeter des immondices, parties d'animaux ou autres matières solides, soit dans les conduits, soit dans les fosses d'écoulement.

ART. 24.

Les bouchers seront responsables de tous dégâts ou dommages causés par leurs employés et par leurs animaux.

ART. 25.

Les bouchers, tripiers ou garçons de l'établissement qui ne se conformeront pas aux prescriptions du présent règlement et aux ordres du vétérinaire pour tout ce qui concerne le service intérieur, seront, sur le rapport de ce dernier, poursuivis pour contravention et passibles des peines édictées par l'art. 37, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

ART. 26.

Les vétérinaires sont également tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement et de tous les autres de police sanitaire qui les concernent.

ART. 27.

Le vétérinaire ou l'officier de santé de l'abattoir devra, à la fin de chaque mois, adresser à l'Autorité sanitaire un rapport indiquant le nombre des animaux abattus, leur espèce, leur condition de santé, et contenant, en outre, tous les renseignements qui peuvent intéresser cette autorité.

TITRE III

Commerce de la boucherie.

ART. 28.

Quiconque voudra exercer le commerce de la boucherie devra en faire, au préalable, la déclaration à l'Autorité sanitaire.

Cette déclaration sera rédigée sur papier timbré de 30 millièmes et contiendra le nom, le prénom, la nationalité, le domicile du déclarant et la désignation de l'emplacement où il désire établir son commerce.

Tout local affecté au commerce de la boucherie devra être bien aéré et dans de bonnes conditions sanitaires.

Le sol sera balatté, les murs blanchis, les tables et étaux couverts de zinc, les portes peintes, la viande couverte d'un linge propre. Un seau devra y être placé pour recevoir les eaux ménagères,

Ces mêmes dispositions seront applicables aux boucheries actuellement existantes, et ceux qui les possèdent devront faire la déclaration dans un délai de deux mois, à partir de la publication du présent règlement.

ART. 29.

Il est défendu de mettre en vente des viandes en voie de décomposition.

Ces viandes seront saisies et détruites.

ART. 30.

Les contraventions aux deux articles précédents ne pourront être constatées que par des agents sanitaires.

TITRE IV

Dispositions générales.

ART. 31.

Tout employé d'un abattoir, boucher ou autre, atteint d'une maladie syphilitique ou contagieuse sera exclu de l'établissement jusqu'à complète guérison constatée par une inspection médicale.

ART. 32.

Les bouchers, tripiers, et, en général, les hommes chargés de l'abatage devront avoir leurs habillements propres et ne dégagent aucune mauvaise odeur.

ART. 33.

Il est interdit de faire usage de l'eau dans le but d'augmenter le poids de la viande ou des têtes.

Il est également interdit de trancher les têtes ou la viande sur les dalles de l'abattoir ; cette opération doit se faire dans un local spécial.

ART. 34.

L'horaire de l'ouverture de l'abattoir sera comme suit :

Pendant l'été, soit du 1^{er} avril à fin octobre, de 5 $\frac{1}{2}$ à 9 h. a. m. et de 4 $\frac{1}{2}$ à 6 h. p. m.

Pendant l'hiver, soit du 1^{er} novembre à fin mars, de 6 $\frac{1}{2}$ à 9 h. a. m. et de 3 à 5 h. p. m.

ART. 35.

L'abatage et toutes les opérations qui s'y rapportent, ainsi que l'inspection, doivent être faits tout de suite sans discontinuation.

ART. 36.

L'autorité administrative en général et les agents de la police sont tenus de prêter main-forte aux délégués sanitaires, pour l'exécution des mesures par eux prises aux termes du présent règlement.

ART. 37.

Les peines applicables pour les infractions au présent règlement seront celles édictées par le Code pénal, titre des contraventions.

Le juge pourra admettre le bénéfice des circonstances atténuantes.

Les viandes saisies, en vertu des dispositions qui précèdent, seront distribuées aux hôpitaux ou aux institutions de bienfaisance, lorsqu'il sera constaté qu'elles sont propres à l'usage alimentaire.

ART. 38.

Le présent règlement entrera en vigueur trente jours après sa publication dans le *Journal Officiel*.

Fait au Caire, le 23 novembre 1893.

RIAZ.

ARRÊTÉ

du 3 novembre 1894, du Président de la Commission Municipale,
d'Alexandrie, portant Règlement sur les Abattoirs et les
Boucheries.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Commission en date du 26 septembre 1894, approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur le 30 octobre 1894 ;

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

ARRÊTE :

TITRE I.

Règlement de l'abatage des animaux et de l'abattoir.

ARTICLE PREMIER.

Les animaux dont la viande est destinée à la consommation ne peuvent être abattus que dans l'abattoir public.

Il est fait exception pour les quatre jours du Courban-Baïram et les trois jours précédents, pendant lesquels les abatages pourront être effectués à domicile, par les particuliers, dans un but religieux.

Il est formellement interdit d'introduire en ville et de mettre en vente la viande d'animaux abattus en dehors de l'abattoir public.

La viande sera, dans ce cas, confisquée et les contrevenants seront passibles des peines édictées par le présent règlement.

ART. 2.

Les animaux, à leur entrée à l'abattoir seront visités par le vétérinaire de service, pour constater leur état de santé.

S'ils sont reconnus sains, ils seront conduits aux échaudoirs pour y être abattus ou bien dans les étables de l'abattoir pour y séjourner jusqu'au moment de l'abatage si le propriétaire le demande.

Dans ce dernier cas, ils devront être visités de nouveau avant d'être abattus.

ART. 3.

Les animaux atteints de maladies dont le diagnostic est incertain, seront conduits dans les étables d'observation, où ils devront rester jusqu'au moment où le diagnostic pourra être définitivement établi.

Dans le cas où ces étables feraient défaut, les animaux seront mis en observation pendant douze heures.

Après ce délai ils seront abattus, sauf à appliquer les mesures indiquées ci-dessous pour la viande, la peau et les débris.

ART. 4.

Les bêtes malsaines ou faibles dont la viande n'est pas apte à la consommation ne seront pas admises à l'abatage.

Celles affectées de maladie grave, même non contagieuse seront immédiatement abattues, et le vétérinaire décidera si elles doivent être enfouies ou livrées à l'équarrissage.

ART. 5.

Les animaux entrés à l'abattoir pour être abattus ne pourront en sortir vivants.

ART. 6.

Les conducteurs des bestiaux destinés à l'abattoir seront tenus de prendre les précautions nécessaires pour prévenir tout accident, soit en cours de route, soit dans l'intérieur de l'abattoir.

Les bêtes dangereuses devront être conduites à l'attache et, au besoin, entravées.

ART. 7.

Les étables ainsi que l'entretien des animaux sont sous la surveillance directe du vétérinaire de l'abattoir, qui devra visiter les animaux et les locaux au moins une fois par jour.

Le personnel attaché à l'établissement est obligé de se conformer à tous les ordres donnés par le dit vétérinaire ou le directeur de l'abattoir.

ART. 8.

Les animaux qui, sur la demande de leurs propriétaires, séjournent dans les étables avant leur abatage, devront être nourris et abreuvés dans l'étable même où ils se trouvent, par les soins des propriétaires.

Les frais de séjour et d'entretien dans les étables d'observation ainsi que ceux résultant des soins donnés dans les infirmeries, seront également à la charge des propriétaires des animaux.

ART. 9.

Les étables devront être nettoyées chaque jour et les immondices transportées dans le local à ce destiné ; les étables seront en outre lavées au moins deux fois par semaine, le tout aux frais des propriétaires des animaux qui y séjournent.

ART. 10.

Les voies de communications et corridors dans l'établissement et les parcs doivent être constamment libres.

ART. 11

Chaque espèce d'animal doit être abattue dans le compartiment qui lui est destiné.

L'animal sera suspendu immédiatement après l'abatage.

Les viscères seront placés au-dessous de l'animal auquel ils appartiennent et ne seront enlevés qu'après l'inspection du vétérinaire.

L'insufflation par la bouche est formellement interdite, cette opération ne pourra être faite qu'au moyen d'un soufflet.

ART. 12.

Il est interdit de laisser couler le sang sur le sol.

Il devra être recueilli dans des récipients et dénaturé, s'il est destiné à la vente.

ART. 13.

Après l'abatage, le vétérinaire devra de nouveau visiter, dans les échaudoirs, les animaux abattus.

Il en examinera les viscères avant leur envoi à la triperie.

ART. 14.

Les issues reconnues malades seront détruites et le vétérinaire jugera si la viande de l'animal auquel ces issues appartiennent, peut être livrée à la consommation.

En cas contraire, il ordonnera que l'animal soit enfoui ou livré à l'équarrissage.

ART. 15.

Les viandes reconnues propres à la consommation seront marquées d'un timbre spécial avant leur sortie de l'abattoir.

Les issues saines seront livrées à la triperie pour être nettoyées et préparées.

Les poils, les ongles et les cornes seront transportés dans les dépôts à ce destinés.

Les peaux, après avoir été timbrées devront être immédiatement enlevées de l'abattoir.

ART. 16.

Toutes les viandes mises en vente à Alexandrie ou colportées pour être vendues, sur lesquelles n'existerait pas la marque de l'abattoir, seront considérées comme introduites en fraude et seront saisies et confisquées par la police ou par les agents de l'administration municipale.

ART. 17.

Le modèle et la couleur du timbre, soit pour la viande, soit pour les peaux, seront déterminés par la Municipalité.

ART. 18.

Le transport des viandes aux boucheries ne pourra s'effectuer qu'au moyen de véhicules ou récipients doublés en zinc, suivant le modèle qui sera fourni par la Municipalité.

Les véhicules ou récipients destinés au transport des tripes et issues devront être également doublés en zinc.

Il est expressément défendu aux conducteurs ou à toutes personnes accompagnant les véhicules de s'asseoir au milieu des viandes ou abats.

ART. 19.

Les emplacements qui ont été occupés par l'abatage, ainsi que les ustensiles et autres objets y ayant servi, seront, immédiatement après l'abatage, lavés et nettoyés, par le service, aux frais des bouchers. Ces ustensiles seront ensuite déposés dans un magasin spécial.

ART. 20.

Le contenu des estomacs et des intestins, s'il n'est pas utilisé, et les autres résidus de l'abatage seront enlevés de l'abattoir, renfermés dans des véhicules doublés en fer ou en zinc.

ART. 21.

Les têtes et les pieds seront nettoyés dans une pièce spéciale de la triperie ; ils pourront, ainsi que les tripes, subir la cuisson dans un local spécial de la triperie même.

Les têtes, les pieds, etc. de porc ne pourront être nettoyés et cuits que dans un local séparé.

ART. 22.

A la fin de la journée, le service nettoiera tous les locaux de la triperie et les ustensiles de travail, aux frais des tripiers qui les déposeront ensuite dans le magasin à ce destiné.

ART. 23.

L'entrée dans l'enceinte de l'abattoir est interdite à toute personne étrangère au service de l'abattoir. Mais des permis d'entrée pourront être délivrés par la Municipalité, par le vétérinaire et par le directeur de l'abattoir.

ART. 24.

Il est défendu :

1° D'amener dans l'abattoir des chiens et autres animaux qui ne sont pas destinés à l'abatage, en dehors des bêtes attelées aux véhicules ;

2° D'abattre des animaux qui n'auraient pas été reçus et enregistrés ;

3° D'introduire dans l'établissement des substances vénéneuses, même pour détruire les rats ou les souris ;

4° De jeter des immondices, parties d'animaux ou autre matières solides soit dans les conduits, soit dans les fosses d'écoulement ;

5° D'introduire, dans les les échaudoirs, des voitures, brouettes ou véhicules quelconques. Les voitures ne pourront marcher qu'au pas dans l'abattoir ;

6° De trancher des têtes et des viandes sur le sol de l'abattoir. Cette opération doit se faire dans un local spécial.

7° De faire usage de l'eau dans le but d'augmenter le poids de la viande ou des têtes.

Toutes disputes, querelles et tapages quelconques sont interdits dans l'abattoir.

ART. 25.

Les bouchers seront responsables de tous dégâts ou dommages causés par leurs employés et par leurs animaux.

ART. 26.

Les bouchers, tripiers ou garçons de l'établissement qui ne se conformeront pas aux prescriptions du présent règlement et aux ordres du vétérinaire ou du directeur de l'abattoir pour tout ce qui concerne le service intérieur seront, sur le rapport de l'un ou de l'autre de ces derniers, poursuivis pour contravention et passibles des peines édictées par l'article 36, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Le vétérinaire sera également tenu de se conformer aux dispositions du présent règlement et de tous les règlements de police qui le concernent.

ART. 27.

Ne seront admis à abattre des bêtes et à préparer les issues que les bouchers, charcutiers, tripiers et tueurs munis d'une autorisation.

ART. 28.

Tout employé d'abattoir, boucher ou autre, atteint d'une maladie syphilitique ou contagieuse sera exclu de l'établissement jusqu'à complète guérison constatée par un médecin municipal.

ART. 29.

Les bouchers, tripiers et, en général, les hommes chargés de l'abatage devront avoir leurs habillements propres et ne dégagent aucune mauvaise odeur.

ART. 30.

L'horaire de l'ouverture de l'abattoir sera comme suit :

Pendant l'été soit du 1^{er} avril à fin octobre, de 6 à 9 heures a.m. et de 3 à 5 heures p.m.

Pendant l'hiver, soit du 1^{er} novembre à fin mars, de 8 à 10 h a.m. et de 2 à 5 heures p.m.

ART. 31.

L'abatage et toutes les opérations qui s'y rapportent, ainsi que l'inspection, doivent être faits sans discontinuation.

ART. 32 (1).

L'administration municipale percevra, par les soins de ses préposés, pour droit d'abatage :

Par tête de taureau, bœuf, vache, génisse, veau sevré, buffle, bufflesse, bufflon sevré, chameau ou cheval..... 250 Mill.

Par tête de veau de lait ou de porc..... 150 »

Par tête de mouton, brebis, chèvre, chevreau ou agneau..... 55 »

L'administration de l'abattoir, mettant à la disposition du public un outillage complet et perfectionné de boyauderie, percevra pour droits de triperie :

Par tripée de taureau, bœuf, vache, génisse, veau sevré, buffle, bufflesse, bufflon sevré, chameau ou cheval. 20 Mill.

Par tripée de veau de lait ou de porc..... 15 »

Par tripée de mouton, brebis, chèvre, chevreau ou agneau..... 7½ »

S'il est établi un fondoir, elle percevra 160 millièmes par 100 kilogrammes de suif.

L'administration de l'abattoir percevra également pour droits d'attache et de stabulation dans l'abattoir et pour chaque 24 heures :

Par tête de taureau, bœuf, vache, génisse, veau sevré buffle, bufflesse, bufflon sevré, chameau ou cheval.... 20 Mill.

Par tête de veau de lait ou par porc..... 15 »

Par tête de mouton, brebis, chèvre, chevreau ou agneau..... 5 »

Toutefois, ces derniers droits ne seront perçus qu'après 48 heures de séjour à l'abattoir.

TITRE II.

Commerce de la boucherie.

ART. 33.

Quiconque voudra exercer le commerce de la boucherie, devra en faire, au préalable, la déclaration à l'administration municipale.

Cette déclaration sera rédigée sur papier timbré de 30 millièmes et contiendra le nom, le prénom, la nationalité, le domicile du déclarant et la désignation de l'emplacement où il désire établir son commerce.

(1) Modifié par Arrêté municipal du 24 juin 1902.

Tout local affecté au commerce de la boucherie devra être bien aéré et établi dans de bonnes conditions sanitaires.

Le sol sera balatté, les murs blanchis, les tables et étaux couverts de zinc, les portes peintes, la viande couverte d'un linge propre. Un seau devra être placé dans le local pour recevoir les eaux ménagères.

Les mêmes dispositions seront applicables aux boucheries actuellement existantes, et ceux qui les possèdent devront faire la déclaration prescrite ci-dessus dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent règlement.

ART. 34.

Il est défendu de mettre en vente des viandes en voie de décomposition. Ces viandes seront confisquées et détruites.

ART. 35.

Les contraventions aux deux articles précédents pourront être constatées par les agents sanitaires municipaux ⁽¹⁾.

TITRE III.

Dispositions générales.

ART. 36.

Les peines applicables pour les infractions au présent règlement seront celles édictées par le code pénal, titre des contraventions.

Le juge pourra admettre le bénéfice des circonstances atténuantes.

Les viandes confisquées en vertu des dispositions qui précèdent, seront distribuées aux hôpitaux ou aux institutions de bienfaisance, lorsqu'il sera constaté qu'elles sont propres à l'usage alimentaire.

ART. 37.

Le présent règlement entrera en vigueur trente jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Il sera, en outre, placardé aux endroits à déterminer par l'administration municipale et restera affiché en permanence à l'abattoir.

Alexandrie, le 3 novembre 1894.

Pour le Président,

Le Directeur Général de la Municipalité,

J. G. CHAKOUR.

(1) L'Inspecteur des viandes de boucherie a le droit de constater l'état de la viande débitée en ville, de la saisir au besoin, et de verbaliser, en vertu d'un règlement émané du Conseil international de santé, en date du 4 juillet 1873.

ARRÊTÉ

du 21 septembre 1895, du Président de la Commission Municipale,
portant règlement sur la morve (1).

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette assemblée en date du 10 juillet 1895,
approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 19 septembre 1895 ;

Vu le règlement du 23 mai 1895 pour le recouvrement forcé
des taxes municipales ;

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les propriétaires, détenteurs à quelque titre que ce soit, ou
gardiens de chevaux, mulets ou baudets, sont obligés d'aviser im-
médiatement la municipalité, de chaque cas de morve ou de farcin,
ainsi que des cas suspects de ces maladies qui se produiraient chez
leurs animaux.

La même obligation incombe aux vétérinaires exerçant en ville,
chaque fois que des cas de morve ou de farcin viennent à leur
connaissance.

ART. 2.

La Municipalité, sur la réquisition de l'inspecteur sanitaire,
procédera à la saisie immédiate des animaux suspects ou atteints
de morve, et à leur séquestration dans un local séparé, où ils seront
mis en observation jusqu'à ce que la maladie ait été constatée, ou
jusqu'à ce qu'ils aient été reconnus sains.

Les frais d'entretien et de nourriture qui seront supportés par
les propriétaires ou détenteurs, seront fixés comme suit, par tête
et par jour :

Pour les chevaux ou mulets..... P.T. 5

Pour les baudets..... » 2 1/2

Le recouvrement forcé de ces frais sera opéré, au besoin, con-
formément aux dispositions du Décret du 25 mars 1880.

(1) Voir règlement sur la malléinisation obligatoire des solipèdes du 14 mars 1906.

ART. 3.

Sont considérés comme suspects :

1° Les animaux qui, à l'examen clinique, ont présenté des symptômes ressemblant à ceux de la morve ou du farcin ;

2° Ceux qui ont été en contact immédiat ou médiat avec un animal reconnu morveux ou farcineux, ou soupçonné tel, d'après le paragraphe précédent

ART. 4.

Tout animal reconnu morveux ou farcineux sera abattu immédiatement, sans que le propriétaire ait droit, soit à une indemnité, soit à la dépouille de la bête.

Un procès-verbal circonstancié sera dressé pour chaque abatage, par l'inspecteur sanitaire ou son délégué.

ART. 5.

Toute écurie où un cas de morve aura été constaté, sera désinfectée par les soins et aux frais de la Municipalité, ainsi que les harnais et tous les ustensiles ayant servi aux animaux de cette écurie. Au cas où l'Autorité sanitaire trouverait nécessaire que des améliorations fussent apportées à l'écurie pour empêcher la renaissance de la maladie, tels que enlèvement de terres, boiseries, harnais, badigeonnage des murs, etc., le propriétaire sera tenu d'exécuter ces mesures à ses frais, avant que des animaux puissent être placés à nouveau dans l'écurie.

ART. 6.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent, sera punie des peines prévues aux articles 331 du Code pénal mixte et 341 du Code pénal indigène.

ART. 7.

Le présent arrêté entrera en vigueur dix jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 21 septembre 1895.

Le Président,

EMIN FIKRY,

ARRÊTÉ

du 12 juillet 1899, du Président de la Commission Municipale,
portant règlement sur le fonds commun d'assurance contre
la saisie des bêtes de boucherie.

LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la demande des bouchers d'Alexandrie réclamant l'établissement d'une taxe pour indemniser les propriétaires des bêtes de boucherie confisquées ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

Il est constitué un fonds commun destiné à indemniser les propriétaires d'animaux saisis intégralement après l'abatage, comme étant impropres à la consommation.

ART. 2.

Ce fonds sera constitué :

1° A l'aide d'une contribution de 15 millièmes (1) perçue pour chaque tête de gros bétail présentée à l'abatage.

2° D'une subvention Municipale appelée à parfaire les sommes requises pour le service du fonds commun.

ART. 3.

L'indemnité n'étant due que pour les bêtes saisies intégralement, il ne sera rien payé pour les animaux dont les issues seraient confisquées, ou la viande saisie en partie.

Il ne sera rien dû, en cas de confiscation totale, pour les animaux qu'un boucher ou marchand aurait acquis dans un état tel, qu'il était visible que leur chair était impropre à la consommation.

(1) Modifié par règlement de la Commission Municipale du 17 février 1906.

ART. 4.

La valeur sur pied des bêtes confisquées sera déterminée par le Directeur de l'Abattoir, le Vétérinaire et un des notables marchands délégué à cet effet par les bouchers. Les décisions de ce Comité seront prises à la majorité.

ART. 5.

Aucun de ceux qui auront contribué à la formation du fonds commun n'aura droit au remboursement total ou partiel des sommes qui y auront été versées par lui, même en cas d'excédent des recettes sur les dépenses.

ART. 6.

Le service du fonds commun est confié au personnel comptable de l'Abattoir, sous le contrôle du Directeur de cet établissement.

ART. 7.

La Municipalité se réserve le droit d'abroger le fonds commun après une ou deux années d'exercice, si son fonctionnement entraînait pour elle des charges trop considérables.

12 juillet 1899.

ARRÊTÉ

du 27 décembre 1899, de la Commission Municipale, portant règlement pour le fonds commun d'assurance contre la saisie des porcs.

LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la demande des bouchers d'Alexandrie réclamant l'établissement d'une taxe pour indemniser les propriétaires des porcs confisqués à l'abattoir ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

Sont étendues aux porcs les dispositions du règlement arrêté par la Commission Municipale, en date du 12 juillet 1899, relatif à la constitution d'un fonds commun destiné à indemniser les propriétaires d'animaux saisis intégralement après l'abatage, comme étant impropres à la consommation.

ART. 2.

Toutefois ce fonds sera constitué distinctement du précédent :

1° A l'aide d'une contribution de 30 millièmes ⁽¹⁾ perçue par chaque tête de porc présentée à l'abatage.

2° D'une subvention municipale appelée à parfaire les sommes requises pour le service du fonds commun.

ART. 3.

L'indemnité n'étant due que pour les bêtes saisies intégralement il ne sera rien payé pour les animaux dont les issues seraient confisquées, ou la viande saisie en partie.

Il ne sera rien dû, en cas de confiscation totale, pour les animaux qu'un boucher ou marchand aurait présenté dans un état

(1) Modifié par règlement de la Commission Municipale du 17 février 1906.

tel, qu'il était visible que leur chair était impropre à la consommation.

ART. 4.

La valeur sur pied des bêtes confisquées sera déterminée par le Directeur de l'abattoir, le Vétérinaire et un des notables marchands délégué à cet effet par les bouchers. Les décisions de ce Comité seront prises à la majorité.

ART. 5.

Aucun de ceux qui auront contribué à la formation du fonds commun n'aura droit au remboursement total ou partiel des sommes qui y auront été versées par lui, même en cas d'excédent des recettes sur les dépenses.

ART. 6.

Le service du fonds commun est confié au personnel comptable de l'Abattoir, sous le contrôle du Directeur de cet établissement.

ART. 7.

Ce fonds commun est établi, à titre provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1900, pour la durée d'une année, la Municipalité se réservant le droit de l'abroger à l'expiration de ce délai.

27 décembre 1899.

DÉCRET

du 5 juin 1902, sur la protection des animaux.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu la délibération de l'assemblée générale de la Cour d'Appel Mixte, prise en conformité du Décret du 31 janvier 1889 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 :

1° Ceux qui auront chargé ou fait charger d'une manière excessive une bête de charge, de trait ou de monture, ou auront employé un animal qui, par suite de maladie, de blessures ou d'infirmités, n'est pas en état de travailler ;

2° Ceux qui, ayant enfermé ou fait enfermer, attaché ou fait attacher un animal, ainsi que ceux qui, ayant à leur charge un animal enfermé ou attaché, lui causent, dans l'un quelconque des cas précités, des souffrances inutiles, en négligeant de lui fournir la nourriture, l'eau, l'air ou l'abri nécessaires ;

3° Ceux qui se seront livrés sur des animaux domestiques ou apprivoisés à des actes de mauvais traitement ou de cruauté ;

4° Ceux qui auront engagé ou organisé des combats de coqs, de béliers ou d'autres animaux domestiques ;

5° Ceux qui auront torturé un animal sauvage ou non apprivoisé préalablement privé de sa liberté, ou employé inutilement des moyens cruels pour le mettre à mort.

ART. 2.

Toutes dispositions contraires au présent Décret sont et demeurent abrogées.

ART. 3.

Le présent Décret entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal Officiel*.

ART. 4.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais de Montazah, le 5 juin 1902 (28 safar 1320).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres p.i.,

H. FAKHRY.

Le Ministre de la Justice p.i.,

BOUTROS GHALI.

DÉCRET

du 27 juin 1903, prescrivant des pénalités à appliquer en
matière de police vétérinaire.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Vu le Décret du 1^{er} février 1883, portant règlement de police
vétérinaire relatif aux épizooties ;

Vu l'apparition de la peste bovine en Egypte ,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme du Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Quiconque n'aura pas déclaré immédiatement à l'omdeh du
village ou au kism, tous cas de maladie ou de décès parmi les
animaux de race bovine (vaches et buffles), dont il est proprié-
taire, détenteur, gardien ou dont il a la surveillance comme agent
du propriétaire, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas
six mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 100 ou de l'une de
ces deux peines seulement.

Si le propriétaire, détenteur, gardien ou agent est l'omdeh
lui-même, cette déclaration devra être faite au markaz ou à
l'Autorité sanitaire la plus proche.

ART. 2.

Seront punis des mêmes peines :

1^o Celui qui aura recélé un ou des animaux de race bovine
(vaches et buffles) atteints de maladie ou morts ;

2^o Celui qui aura vendu, mis en vente, fait vendre, transporter
ou fait transporter des animaux de race bovine (vaches et buf-
fles) atteints de maladie ou des animaux suspects ;

3° Celui qui aura vendu ou mis en vente la viande ou des produits (peaux, graisse etc.) des animaux de race bovine (vaches et buffles) morts de maladie, ou des produits des animaux suspects qui auront été abattus.

ART. 3.

Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Celui qui aura vendu ou mis en vente sans l'autorisation de l'Autorité sanitaire, la viande des animaux qui auront été abattus par l'ordre de l'autorité susdite ;

2° Celui qui, dans une localité où les marchés à bestiaux auront été fermés, aura vendu ou mis en vente dans un lieu public un des animaux de race bovine (vaches ou buffles).

3° Celui qui aura contrevenu à une autre prescription quelconque du Décret du 1^{er} février 1883.

ART. 4.

Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 20 ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Celui qui aura contrevenu aux dispositions d'un arrêté quelconque pris par le Ministre de l'Intérieur ou par le moudir ou gouverneur, en vue d'empêcher la propagation de la maladie.

2° Celui qui aura refusé d'obtempérer à un ordre donné, dans le même but, par l'Autorité sanitaire.

ART. 5.

L'Autorité sanitaire aura le droit de faire inoculer préventivement tous les animaux de race bovine (vaches ou buffles) sains, d'une localité infectée ou non infectée.

Quiconque aura soustrait ou tenté de soustraire des animaux de race bovine (vaches ou buffles) à l'inoculation, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 6.

En cas de contravention aux dispositions du Décret du 1^{er} février 1883, du présent Décret ou de l'un des arrêtés prévus à l'art. 4,

le propriétaire des animaux à l'égard desquels l'infraction aura été commise, perdra le droit à toute indemnité à raison des animaux abattus en vertu du Décret du 1^{er} février 1883.

ART. 7.

Le présent Décret entrera en vigueur à partir de la date de sa promulgation au *Journal Officiel* et restera en vigueur jusqu'à ce que le pays soit déclaré libre de la peste bovine par arrêté du Ministère de l'Intérieur.

Les infractions antérieures au dit arrêté seront punies conformément aux dispositions du présent Décret.

ART. 8.

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Caire, le 1^{er} rabi-el-tani 1321 (27 juin 1903).

Pour le Khédive :

MOUSTAPHA FEHMY.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

Le Ministre de la Justice,
IBRAHIM FOUAD.

ARRÊTÉ

du 21 février 1905, du Président de la Commission Municipale,
portant règlement de police intérieure de l'Abattoir d'Alexandrie.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu le Règlement de l'Abattoir et des boucheries du 3 novembre 1894 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Toute personne ayant affaire dans l'Abattoir doit porter un brassard au bras gauche.

ART. 2.

Les couleurs des brassards sont les suivantes :

- a) Grise pour les bouchers.
- b) Grise et bleue pour les tripiers.
- c) Grise et jaune pour les marchands de peaux.
- d) Grise et verte pour les charretiers.

Les brassards seront délivrés par le Directeur de l'Abattoir moyennant un prix de 60 millièmes chaque :

ART. 3.

Les permis dont il est question à l'art. 23 du Règlement sur l'Abattoir, porteront les nom et profession ainsi que le numéro et la couleur du brassard.

ART. 4.

Les marchands de peaux, les charretiers, ainsi que les voitures servant au transport des viandes et autres n'entreront à l'Abattoir qu'après la visite des viandes.

ART. 5.

Toutes personnes, autres que celles mentionnées ci-haut qui désireraient entrer dans l'Abattoir, devront se munir d'une autorisation spéciale du Directeur de l'établissement.

ART. 6.

Toute contravention au présent arrêté et au Règlement sur l'Abattoir, ainsi que toute atteinte qui serait portée à l'ordre et à la discipline par une des personnes admises à l'Abattoir, sera punie de l'enlèvement du brassard et de l'exclusion de l'établissement pour un délai ne dépassant pas 10 jours par ordre du vétérinaire en chef, ou de son remplaçant, sans préjudice des peines édictées par le Règlement sur l'Abattoir.

Alexandrie, le 21 février 1905.

Le Président de la Commission Municipale,
Dr SIDKY.

ARRÊTÉ

du 20 mai 1905, du Président de la Commission Municipale,
portant Règlement sur les chiens et la rage.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 31 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu la délibération de cette Assemblée, en date du 26 avril 1905,
approuvée par lettres de S. E. le Ministre de l'Intérieur des 12
avril et 14 mai 1905, N° 2737 b.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Tout possesseur de chiens, à quelque titre que ce soit, devra en faire la déclaration à la Municipalité dans un délai de 15 jours, en indiquant dans sa déclaration, sa demeure et le nombre de chiens en sa possession.

Tout chien, ainsi déclaré, recevra un numéro d'ordre correspondant au nom du possesseur, qui sera inscrit sur un registre ad hoc.

ART. 2.

Tout chien circulant librement ou tenu en laisse, doit être muni d'un collier portant, sur une plaque en métal, le numéro d'ordre sous lequel le chien est enregistré. La plaque en métal sera fournie gratuitement par la Municipalité, ou devra être conforme au modèle approuvé par celle-ci, au cas où le propriétaire du chien voudrait en supporter la dépense, en la faisant fabriquer lui-même.

ART. 3.

La Délégation Municipale peut ordonner, par simple avis dans les journaux locaux, que les chiens circulant sur la voie publique soient, d'après les circonstances, ou muselés ou tenus en laisse, ou muselés et tenus en laisse à la fois. La muselière employée doit être conforme au modèle déposé à la Municipalité.

ART. 4.

Les chiens trouvés errants sur la voie publique seront, au cas où ils ne seraient pas munis de collier avec la plaque réglementaire, saisis et conduits à la fourrière municipale. Il en sera de même des chiens circulant sans muselière, ou librement, aux époques où le musellement ou la tenue en laisse est prescrite.

Le vétérinaire municipal décidera, d'urgence, si les chiens ainsi saisis, doivent être abattus immédiatement ou tenus à la disposition du propriétaire pendant un délai de 5 jours, et abattus ensuite s'ils ne sont pas réclamés.

En cas de remise au propriétaire, celui-ci sera tenu d'acquitter, à la Municipalité, les frais de conduite, de garde et de nourriture, fixés à P. T. 4 par jour, ou fraction de jour.

Les agents municipaux auront toujours le droit de procéder, après avis publié dans les journaux locaux, à la destruction par l'empoisonnement, ou autrement, des chiens trouvés errants et non munis de la plaque réglementaire, ou de la muselière, si elle est prescrite.

ART. 5.

Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un chien, atteint ou suspect d'être atteint de rage, est tenu d'en faire sur le champ la déclaration à la Municipalité.

Sont tenus de faire cette déclaration tous les vétérinaires qui seraient appelés à le soigner.

L'animal atteint, ou suspect d'être atteint de rage, devra être immédiatement, et avant même que l'Autorité administrative ait répondu à l'avertissement, séquestré, séparé et maintenu complètement isolé des personnes et des autres animaux, et ce, jusqu'à son envoi au chenil municipal pour être observé.

ART. 6.

La rage, lorsqu'elle est constatée entraîne l'abatage de l'animal atteint. Cet abatage ne pourra être différé sous aucun prétexte.

Lorsque des chiens ont mordu des personnes et qu'il y a lieu de craindre la rage, ces animaux, si l'on peut s'en saisir sans les abattre, seront placés en observation au chenil municipal jusqu'à ce que le diagnostic puisse être établi.

Les chiens, qui auront été en contact avec d'autres chiens, ou animaux enragés, ou qui auront pu être mordus ou roulés, doivent être immédiatement abattus.

ART. 7.

Toutes les dispositions du présent règlement visant les cas de rage, sont applicables à tous autres animaux, atteints ou suspects d'être atteints de rage.

ART. 8.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent, sera punie de l'amende n'excédant pas P. T. 100.

Le présent arrêté sera exécutoire un mois après sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 20 Mai 1905.

Le Président,
D^r SIDKY.

ARRÊTÉ

du 14 février 1906, du Président de la Commission Municipale,
portant modification au fonds commun d'assurance contre la
saisie des animaux de boucherie.

LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les règlements adoptés par cette Assemblée, en date des
12 juillet et 27 décembre 1899, pour la constitution d'un fonds
commun d'assurance contre la saisie des animaux de boucherie ;

Vu l'article 7 des règlements précités ;

En raison des charges considérables supportées par la Munici-
palité pour indemniser les propriétaires des bêtes saisies à l'Abat-
toir et vu l'obligation où elle se trouve d'augmenter la contribution
des bouchers pour pouvoir continuer le fonctionnement du fonds
commun d'assurance ;

Sur la proposition des Services et d'accord avec la corporation
des bouchers ;

DÉCIDÉ :

A partir du 1^{er} mars 1906, la contribution des bouchers au fonds
commun est portée :

1^o A 30 millièmes pour chaque tête de gros bétail présentée à
l'abatage.

2^o A 40 millièmes pour chaque tête de porc présentée à l'abatage.

Sont maintenues toutes les autres dispositions prévues aux règle-
ments précités des 12 juillet et 27 décembre 1899.

ARRÊTÉ

du 14 mars 1906, du Président de la Commission Municipale, portant règlement sur la malléinisation obligatoire des solipèdes et sur la prime de dénonciation d'un cas de morve ou de farcin.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu la délibération de cette Assemblée, en date du 14 février 1906 et l'approbation donnée par S. E. le Ministre de l'Intérieur, par lettres des 25 février 1906, N° 85 et 3 mars 1906, N° 104 vet. ;

Vu le Règlement Municipal sur la morve, en date du 21 septembre 1895 ;

Vu l'art. 15 du Décret du 5 janvier 1890 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Le Service Vétérinaire de la Municipalité pourra, en cas de suspicion, procéder à la malléinisation des solipèdes d'une écurie, même si aucun cas de morve ou de farcin n'y a été constaté.

ART. 2.

Le propriétaire de solipèdes abattus pour cause de morve ou de farcin aura droit à une indemnité égale aux trois quarts de la valeur qu'avait l'animal avant la maladie, sans que toutefois cette indemnité puisse dépasser en aucun cas la somme de 20 L.E. par animal abattu et ce, aux conditions suivantes :

1° d'être de bonne foi.

2° d'avoir prévenu spontanément et en temps utile le Service Vétérinaire Municipal ; un registre à souche sera tenu en permanence, à cet effet, au Service Sanitaire Central de la Municipalité où la déclaration sera reçue gratuitement.

3° de s'être conformé strictement à toutes les prescriptions sanitaires du règlement du 21 septembre 1895, notamment en ce qui concerne la désinfection.

ART. 3.

Le montant de l'indemnité à allouer éventuellement sera fixé par une Commission spéciale, composée d'un Conseiller Municipal, membre du Comité d'hygiène, président, de l'Administrateur ou de son délégué et du Vétérinaire Municipal, membres.

Cette Commission se réunira d'urgence à la demande du Vétérinaire Municipal, pour évaluer l'animal atteint : elle entendra les dires et observations du propriétaire intéressé ou de son délégué et statuera valablement, même en son absence, s'il a été dûment convoqué.

Sa décision sera rendue à la majorité des voix et ne sera susceptible d'aucun recours.

ART. 4.

La demande d'indemnité devra être présentée à la Municipalité, dans les trois mois qui suivront la date de l'abatage de l'animal, passé ce délai, elle ne sera pas recevable.

ART. 5.

A toute demande d'indemnité, l'intéressé devra joindre les pièces suivantes :

1° un certificat attestant que la déclaration a été faite spontanément et en temps utile au Service Sanitaire Central de la Municipalité,

2° un certificat du Vétérinaire Municipal attestant que l'intéressé s'est conformé strictement à toutes les prescriptions du règlement du 21 septembre 1895, notamment en ce qui concerne la désinfection.

A ces documents, l'Administration annexera, en vue de l'ordonnement du paiement :

1° le rapport du Vétérinaire Municipal à la suite duquel l'abatage a été ordonné,

2° le procès-verbal d'autopsie signé par le Vétérinaire Municipal,

3° la décision d'évaluation de la Commission spéciale.

ART. 6.

La non observation par l'intéressé de l'une quelconque des conditions qui lui sont imposées entraînera la déchéance de tout droit à l'indemnité.

ART. 7.

Les solipèdes saisis par la « Société Protectrice des Animaux » seront séquestrés dans une écurie spéciale où ils subiront l'inoculation à la malléine par les soins du Service Vétérinaire Municipal ; ceux d'entre eux qui donneraient un résultat négatif à l'inoculation seront admis dans l'infirmerie de la Société ; ceux qui donneraient une réaction ne seront admis dans la dite infirmerie qu'après que l'Autorité Vétérinaire Municipale aura été assurée qu'ils sont sains et hors de toute suspicion.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1^{er} Avril 1906.

Alexandrie, le 14 mars 1906.

Le Président,

signé : Dr SIDKY.

FOSSES D' AISANCE, LATRINES DES MOSQUÉES MARES, BIRKETS, ETC.

ARRÊTÉ

du 8 novembre 1886, portant règlement sur la vidange
des fosses d'aisances (1).

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Sur la proposition de l'Inspecteur Général de l'Administration
des Services sanitaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est enjoint à tous les propriétaires de maisons de faire procéder, sans retard, à la vidange des fosses d'aisances, lorsqu'elles seront pleines.

ART. 2.

Aucune vidange ne pourra être faite que sous l'observation des prescriptions édictées par le présent règlement.

ART. 3.

La vidange ne pourra avoir lieu que pendant la nuit.

Les voitures employées à ce service, chargées ou non chargées, ne pourront circuler dans l'intérieur des villes que pendant le temps qui aura été déterminé par l'Autorité sanitaire.

Toutefois, l'extraction ne pourra commencer avant onze heures du soir ni se prolonger au delà de quatre heures du matin, sauf dans le cas où la vidange serait faite avec la méthode pneumatique et inodore, laquelle pourra fonctionner pendant les vingt-quatre heures.

(1) Complété et modifié par arrêté du 31 juillet 1887.

ART. 4.

Toute voiture employée au transport des matières fécales portera devant et derrière un numéro d'ordre ; elle sera munie, sur le devant, d'une lanterne qui devra être allumée pendant la nuit et porter sur le verre le plus apparent le numéro d'ordre de la voiture.

Chaque voiture portera, en outre, une plaque indiquant le nom et la demeure du propriétaire.

L'Autorité sanitaire assignera à chaque entrepreneur de vidanges la série des numéros d'ordre affectés à ses voitures, et déterminera les dimensions que devront avoir les numéros tant sur les voitures que sur les lanternes.

ART. 5.

Les matières solides ou liquides devront être déversées aux dépotoirs désignés par l'Autorité sanitaire.

ART. 6.

Il sera placé une lanterne allumée, en saillie sur la voie publique, à la porte de la maison où devra s'opérer une vidange, et ce, préalablement à tout dépôt d'appareils sur la voie publique.

ART. 7.

On ne pourra ouvrir aucune fosse d'aisances sans prendre les précautions nécessaires pour prévenir les accidents qui pourraient résulter du dégagement ou de l'inflammation des gaz qui y seraient renfermés ; les précautions devront être indiquées par l'Administration sanitaire.

ART. 8.

Lorsque l'entrepreneur n'aura pas pu trouver l'ouverture de la fosse, il ne pourra en faire rompre la voûte qu'en vertu d'une permission spéciale.

ART. 9.

L'entrepreneur fournira chaque atelier d'au moins deux bridages et d'un flacon de chlorure de chaux concentré, dont il sera fait usage au besoin pour prévenir les dangers d'asphyxie.

ART. 10.

Pendant le temps du service, les vaisseaux, appareils et voitures doivent être placés dans l'intérieur des maisons toutes les fois qu'il

y aura un emplacement suffisant pour les recevoir. Dans le cas contraire, ils seront rangés et disposés au-devant des maisons où se feront les vidanges, de manière à nuire le moins possible à la liberté de la circulation.

ART. 11.

Les matières provenant de la vidange des fosses seront immédiatement déposées dans les récipients qui doivent servir à les transporter aux dépotoirs. Les vaisseaux seront, en conséquence, remplis auprès de l'ouverture des fosses, fermés, lutés et nettoyés ensuite avec soin à l'extérieur avant d'être portés aux voitures; toutefois les eaux vannes seront extraites au moyen d'une pompe.

Il est expressément interdit de faire couler des eaux vannes ou de jeter des matières solides sur la voie publique ou dans les égouts.

ART. 12.

Après le travail de chaque nuit et avant de quitter l'atelier, les vidangeurs seront tenus de laver et nettoyer les emplacements qu'ils auront occupés.

Il leur est défendu de puiser de l'eau avec les seaux employés aux vidanges.

ART. 13.

Le travail de vidange de chaque fosse sera continué à nuits consécutives, en sorte que la vidange, interrompue à la fin d'une nuit, devra être reprise au commencement de la nuit suivante.

Lorsque les ouvriers auront été frappés du plomb (asphyxie), le chef d'atelier suspendra la vidange, et l'entrepreneur sera tenu de faire, dans le jour, à l'Administration sanitaire, sa déclaration de suspension de travail.

Il ne pourra reprendre le travail qu'avec les précautions et mesures qui lui seront indiquées selon les circonstances.

ART. 14.

Aucune fosse ne pourra être allégée sans une autorisation de l'Administration sanitaire.

Il est défendu aux entrepreneurs de laisser des matières au fond des fosses et de les masquer de quelque manière que ce soit.

ART. 15.

Les fosses doivent être entièrement vidées et nettoyées.

Les ouvriers vidangeurs qui trouveront dans les fosses des effets quelconques et, notamment, des objets pouvant indiquer ou faire supposer quelque crime ou délit, en feront la déclaration, dans le jour, à la police.

ART. 16.

Il est défendu de laisser dans les maisons, au delà des heures fixées pour le travail, des vaisseaux ou appareils quelconques servant à la vidange des fosses d'aisances.

Les vaisseaux ou appareils contenant des matières qui y seraient trouvés au delà des dites heures, seront, aux frais de l'entrepreneur, immédiatement enlevés d'office et transportés au dépotoir.

ART. 17.

Néanmoins, toutes les fois que dans l'impossibilité momentanée de se servir d'une fosse d'aisances, il sera reconnu nécessaire de placer dans la maison des tinettes ou tonneaux, le dépôt provisoire de ces vaisseaux pourra, sur la demande écrite du propriétaire ou du principal locataire, être autorisé par l'Administration sanitaire.

Ces appareils devront être enlevés aussitôt qu'ils seront pleins ou que la cause qui aura nécessité leur placement aura cessé.

ART. 18.

Hors le temps du service, les tonnes, voitures, tinettes et tonneaux ne pourront être disposés ailleurs que dans des emplacements agréés à cet effet par l'Autorité sanitaire.

ART. 19.

Le récurage d'une fosse devra être effectué d'après le même mode et en observant les mêmes précautions que pour la vidange.

ART. 20.

Les eaux qui reviendraient dans toute fosse vidée et en cours de réparation devront être enlevées comme les matières de vidanges.

ART. 21.

Aucune fosse ne pourra être refermée après la vidange qu'en vertu d'une autorisation écrite, qui sera délivrée par l'agent du bureau sanitaire le plus voisin.

ART. 22.

Dans le cas où la fosse aurait été fermée en contravention à l'article précédent, le propriétaire sera tenu de la rouvrir et de la laisser ouverte aux jour et heure indiqués par la sommation qui lui sera adressée à cet effet, pour que la visite en puisse être faite par qui de droit.

ART. 23.

Aucune fosse précédemment comblée ne pourra être déblayée qu'en prenant pour cette opération les mêmes précautions que celles indiquées par l'Autorité sanitaire pour la vidange.

ART. 24.

Les voitures de transport de vidanges devront être construites avec solidité, entretenues en bon état et chargées de manière que les vaisseaux reposent toujours sur la partie opposée à leur ouverture.

ART. 25.

Les vaisseaux ou appareils contenant des matières seront transportés directement aux dépotoirs indiqués par l'Administration sanitaire; ils seront constamment entretenus en bon état, de telle sorte que rien ne puisse s'en échapper ou se répandre.

ART. 26.

En cas de versement de matières sur la voie publique, l'entrepreneur fera procéder immédiatement à leur enlèvement et au lavage du sol. Faute par lui de se conformer aux dispositions du présent article, il y sera pourvu d'office et à ses frais.

ART. 27.

Toute contravention au présent règlement sera punie du maximum de l'amende.

Fait au Caire, le 8 novembre 1886.

Signé: ABD-EL-KADER.

(*) Règlement applicable aux villes ci-après :

Le Caire, Héliouan, banlieue du Caire, Koubbeh, Ezbet-el-Zeitoun et Matariéh, Alexandrie, Tantah, Mansourah. Assiout, Port-Saïd, Damiette, Damanhour, Zagazig, Benha, Suez, Chibin-el-Kom, Mehallet-el-Kobra, Menouf, Rosette, Ismaïlia, Dessouk, Mit-Gamr, Samanoud, Kafr-Zayat, Beni-Souef, Minieh, Fayoum, Zifteh, Sohag, Keneh.

(*) Lettre du Ministère de l'Intérieur en date du 7 juillet 1891 (n° 3979).

ARRÊTÉ

du 31 juillet 1887, complétant et modifiant l'arrêté du 8 nov. 1886,
portant règlement sur la vidange des fosses d'aisances.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Sur la proposition du directeur de l'Administration des Services
sanitaires et d'hygiène publique ;

Vu l'arrêté en date du 8 novembre 1886, réglementant la vidange
des fosses d'aisances ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

L'arrêté en date du 8 novembre 1886 est complété et modifié
ainsi qu'il suit : •

ART. 2.

La vidange prescrite par l'article premier de l'arrêté sus-visé
devra être effectuée dans un délai de huit jours à partir de la date
de l'injonction qui sera faite, par l'Administration des Services sani-
taires et d'hygiène publique, au propriétaire de la fosse d'aisances.

ART. 3.

Passé ce délai, l'Administration des Services sanitaires et
d'hygiène publique procédera elle-même à la vidange, aux frais,
risques et périls du dit propriétaire.

ART. 4.

Toute contravention aux dispositions de l'arrêté du 8 novembre
1886 et à celles du présent arrêté complémentaire et modificatif
tombera sous l'application des peines édictées en matière de
contravention en général par le code pénal indigène et le code
pénal mixte.

ART. 5.

Toutes les dispositions de l'arrêté du 8 novembre 1886 sont
maintenues, en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles du
présent arrêté.

Fait au Caire, le 31 juillet 1887.

Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

DÉCRET

du 9 novembre 1892 relatif aux fosses des mosquées
et des bains publics ⁽¹⁾.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Toutes les latrines des mosquées et des bains publics doivent être pourvues de fosses étanches, et les fosses à fond perdu ne peuvent être utilisées que pour l'écoulement exclusif des eaux des « médah » et des « maghtas ».

Il sera accordé un délai de trois ans pour se conformer à cette prescription.

ART. 2.

Aussitôt que les fosses étanches auront été construites, les anciennes fosses à fond perdu devront être désinfectées et comblées.

S'il n'y a pas assez d'espace pour la construction de nouvelles fosses, celles-ci seront construites sur l'emplacement des anciennes.

ART. 3.

Il est absolument interdit, soit de fixer des tuyaux aux fosses étanches pour le trop-plein, soit de faire déverser les matières qu'elles contiennent dans le Nil, les canaux, les birkets, ou sur des terrains vagues.

Toute fosse, de quelque espèce qu'elle soit, devra être ventilée.

(1) Par délibération du 15 janvier 1900, la Cour d'Appel Mixte a approuvé l'application aux étrangers aussi bien qu'aux indigènes, des dispositions édictées par le Décret ci-dessus.

ART. 4.

L'eau des « médahs » et des « maghtas » doit être changée au moins une fois par semaine.

ART. 5.

Aucune nouvelle mosquée ou bain public ne pourra être construit à partir de la date de la promulgation du présent Décret, sans que les plans pour les latrines et pour l'approvisionnement de l'eau aient été soumis, au préalable, à l'Administration des Services sanitaires et approuvés par elle.

Aucune fosse ou latrine, nouvellement construite, aménagée ou séparée, ne pourra être utilisée avant d'avoir été examinée et son usage approuvé par l'Administration des Services sanitaires.

Toutefois ceux qui voudraient ériger une mosquée sans y construire des latrines, médahs, ni maghtas, ne seront pas tenus d'en demander l'autorisation préalable à l'Administration des Services sanitaires.

ART. 6.

A l'expiration du délai de trois ans fixé à l'art. 1^{er} de Notre présent Décret, et dans un nouveau délai de trente jours à partir de la sommation qui sera faite par lettre recommandée au Directeur général des Wakfs, au nazir du Wakf, ou au propriétaire de la mosquée ou du bain public, si les mesures prescrites ne sont pas appliquées dans une mosquée ou un bain public quelconque, les latrines se trouvant dans les conditions signalées seront fermées, ou bien il sera procédé d'office à la construction des fosses étanches, ainsi qu'à tous travaux nécessaires, aux frais des Wakfs ou des propriétaires dont relève la mosquée ou le bain public.

ART. 7.

Le badigeonnage à la chaux des latrines des mosquées et des bains publics sera fait au moins une fois par an.

ART. 8.

Les contraventions aux articles précédents seront punies d'une amende de 50 à 100 P.T.

Elles seront constatées par les agents des Services sanitaires et déférées au juge sommaire compétent.

ART. 9.

L'Administration des Wakfs ne sera responsable, en ce qui concerne les mesures édictées par Notre présent Décret, que pour les mosquées relevant de son administration.

ART. 10. (1)

Le présent Décret entrera en vigueur 30 jours après sa publication dans les journaux officiels, mais il ne sera applicable que dans les villes désignées ci-après :

Assiout, Chibin-el-Kom, Fayoum, Zagazig, Rosette, Benha, Minieh, Damanhour, Damiette, Suez, Béni-Souef, Tantah, Ghizeh, Mansourah, Port-Saïd.

ART. 11 (1).

Si l'Administration des Services sanitaires constate qu'une mosquée ou un bain public d'une localité non comprise dans les villes mentionnées dans l'article précédent, se trouve dans des conditions dangereuses pour la santé publique, et si l'Administration de la dite mosquée ou le propriétaire du bain public se refuse à introduire les améliorations sanitaires prescrites par Notre présent Décret, Notre Ministre de l'Intérieur aura le droit de faire fermer les latrines de la mosquée ou du bain public susdit.

ART. 12.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 19 Rabi-Akher 1310 (9 novembre 1892).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

(1) Abrogés par Décret du 15 mai 1903.

D É C R E T

du 26 avril 1900, portant interdiction de faire des excavations pouvant donner lieu à la formation de mares ou birkets.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Décret du 9 novembre 1892 destiné à empêcher la formation des mares (birkets),

Vu le Décret du 10 mai 1899 complétant l'art. 1^{er} du Décret du 9 novembre 1892,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

Le Conseil législatif entendu,

Vu la délibération de l'assemblée générale de la Cour d'appel mixte en date du 4 avril 1900,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Il est défendu de faire dans l'intérieur et au nord des villes, des villages et des ezbehs, des excavations à une distance inférieure à 3.000 mètres de toute habitation, soit pour fabriquer des briques, soit dans un autre but quelconque, de nature à donner lieu à la formation d'une mare (birket).

Ces excavations sont également interdites aux autres côtés sud, est et ouest, dans les terrains qui se trouvent à une distance inférieure à 1.000 mètres de toute habitation.

Ces défenses s'appliquent également aux excavations ou enlèvements de terre donnant lieu à l'élargissement ou à l'approfondissement des mares déjà existantes.

ART. 2.

Les contraventions à l'article précédent seront punies d'une amende de 50 à 100 P. T.

Sont passibles de la dite amende non seulement les auteurs matériels des faits mais aussi tous ceux qui, soit en qualité de propriétaires, soit en qualité d'administrateurs ou préposés, ou en toute autre qualité, auraient ordonné ou provoqué l'excavation ou l'enlèvement de terre.

ART. 3.

Les contrevenants seront, en outre, condamnés à remettre les terrains au même niveau qu'ils avaient avant les excavations, et, si dans un mois à partir du jour de la condamnation, le nivellement n'est pas terminé le Moudir ou le Gouverneur fera exécuter l'opération à leurs frais.

ART. 4.

Le recouvrement de ces frais sera poursuivi en conformité des dispositions du Décret du 25 mars 1880.

ART. 5.

Les Décrets du 9 novembre 1892 et 10 mai 1899 sont abrogés et remplacés par le présent Décret qui entrera en vigueur trente jours après sa publication dans les *Journaux Officiels*.

ART. 6.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdin, le 26 Zilhedjeh 1317 (26 avril 1900).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

(Traduction).

DÉCRET

du 15 mai 1903, relatif aux latrines des mosquées
et des bains publics.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu Notre Décret en date du 9 novembre 1892, relatif aux latrines des mosquées et des bains publics, approuvé par délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'Appel mixte en date du 15 janvier 1900 ;

Vu Notre Décret du 6 avril 1895, modifiant l'article 11 du Décret ci-dessus visé et Nos Décrets des 6 février 1896 et 15 mars 1897, en étendant l'application à d'autres localités ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'Appel mixte en date du 30 avril 1903,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de Notre Décret du 9 novembre 1892 précité seront applicables dans toute l'Égypte.

ART. 2.

Les articles 10 et 11 du même Décret, ainsi que les trois autres Décrets susmentionnés, sont et demeurent abrogés.

ART. 3.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur trente jours après sa publication aux *Journaux Officiels*.

Fait au Palais de Ras-el-Tin, le 17 Safar 1321 (15 mai 1903).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

RÈGLEMENT

pour la cession des étangs et marais insalubres, approuvé par le
Conseil des Ministres dans sa séance du 21 février 1894.

ARTICLE PREMIER.

Les étangs et marais insalubres qui appartiennent à l'Etat pourront être cédés aux particuliers, et ceux-ci en deviendront propriétaires en s'obligeant à les remblayer et en se soumettant aux autres conditions énoncées ci-après :

ART. 2.

Les demandes de cession devront être adressées sur papier timbré de 30 millièmes, à la moudirieh ou au gouvernorat et contenir l'indication :

- 1° De l'emplacement de l'étang ou du marais ;
 - 2° De la ville ou village où il est situé ;
 - 3° De sa contenance approximative et de ses limites ;
 - 4° De l'endroit où le pétitionnaire se propose de prendre la terre pour le remblayage ;
 - 5° Du délai dans lequel il s'engage à commencer les travaux nécessaires ;
 - 6° Du délai dans lequel il s'engage à terminer le remblayage.
- Ce délai ne pourra, en aucun cas, dépasser les deux ans.

ART. 3.

Le moudir ou le gouverneur communiquera la demande à l'Inspecteur d'irrigation pour ses observations et pour fixer la cote à laquelle le remblai doit être exécuté, afin d'empêcher les infiltrations.

L'avis du Service du tanzim sera également requis si l'étang ou le marais se trouve dans une ville soumise au règlement du tanzim.

ART. 4.

Le moudir ou le gouverneur transmettra ensuite la demande et les pièces y relatives, avec ses observations, au Ministère des Finances, qui donnera sa décision.

ART. 5.

Si la demande est accueillie, le moudir ou le gouverneur fera procéder à la délimitation de l'étang ou du marais par l'ingénieur de la province ou du gouvernorat, et fera signer au pétitionnaire l'engagement :

- 1° De commencer les travaux de remblayage dans le délai fixé ;
- 2° D'exécuter le quart au moins de ces travaux dans la première période correspondant au quart du délai prescrit pour leur achèvement ;
- 3° De compléter le remblayage à la cote fixée dans le délai convenu ;
- 4° De ne prendre la terre dans un endroit autre que celui désigné.

Le tout sous peine d'être déchu de tout droit sur le terrain de l'étang ou du marais, sans aucune compensation ni pour le dessèchement ou le remblai qu'il aura exécuté ni à un autre titre quelconque.

ART. 6.

Le moudir ou le gouverneur lui délivrera ensuite une autorisation par écrit indiquant la situation, les limites et la superficie de l'étang ou du marais et toutes les conditions de l'engagement.

ART. 7.

Si le concessionnaire n'a pas commencé les travaux dans le délai convenu, ou si les ayant commencés en temps utile, il n'a pas exécuté le quart de ces travaux dans le délai indiqué au paragraphe II de l'art. 5, l'autorisation deviendra nulle et de nul effet, et le Gouvernement pourra disposer du marais ou de l'étang comme il voudra.

La nullité de la concession, dans ces cas, sera prononcée, sans aucune formalité de procédure, par le moudir ou le gouverneur, sur le rapport de l'ingénieur de la province ou du gouvernorat établissant que le concessionnaire a manqué à ses obligations.

ART. 8.

Dans le cas où les travaux auront été commencés et effectués sans retard suivant les prescriptions ci-dessus, à l'expiration du délai fixé pour leur achèvement, le moudir ou le gouverneur fera

visiter l'étang ou le marais par l'ingénieur de la province ou du gouvernorat, qui dressera procès-verbal constatant si le remblayage a été ou non complètement exécuté à la cote fixée.

Le concessionnaire sera averti du jour et de l'heure de cette visite au moins trois jours avant, afin qu'il puisse être présent s'il le désire.

ART. 9.

S'il résulte du procès-verbal de l'ingénieur que le remblayage n'a pas été achevé à l'époque convenue, le moudir ou le gouverneur prendra possession du marais ou de l'étang, qui sera toujours considéré comme propriété de l'Etat, et le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation aux termes de son engagement.

ART. 10.

Contre la décision du moudir ou du gouverneur dans les cas prévus par l'article précédent et par l'article 7, le concessionnaire pourra recourir au Ministère des Finances, qui statuera en dernier ressort.

Le recours devra être présenté dans les quinze jours qui suivront la signification de la décision faite par la voie administrative.

ART. 11.

Si, au contraire, le procès verbal de l'ingénieur constate que le remblayage a été complètement achevé, le moudir ou le gouverneur en informera le Ministère des Finances, qui lui donnera l'ordre de faire passer le titre de propriété au nom du concessionnaire, et le terrain de l'étang ou du marais ainsi acquis sera exempt de tout impôt pour dix ans à partir du jour de l'expiration du délai pour le remblayage.

ART. 12.

Les dispositions du présent Règlement ne sont applicables que pour les étangs et marais qui se trouvent à une distance inférieure à 1.000 mètres d'une ville, d'un village ou d'une ezbeh.

Le Caire, le 5 mars 1894.

TERRAINS VAGUES

ARRÊTÉ ⁽¹⁾

du 16 juillet 1888, du Gouverneur d'Alexandrie, prescrivant de clôturer les terrains non bâtis situés dans l'Intérieur de la ville.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 10 du Code Civil, 331 et 340 du Code Pénal pour les tribunaux mixtes 341 et 351 de ce même Code pour les Tribunaux indigènes ;

Sur l'avis conforme de l'Inspectorat sanitaire d'Alexandrie et après approbation du Ministre de l'Intérieur ;

Considérant que, sur plusieurs points de la ville, il existe des terrains non bâtis, contigus à la voie publique ou accessibles aux passants, terrains qui ne sont pas clôturés ;

Que ce défaut de clôture entrave le service de nuit de la police et permet, en outre, au public, de transformer ces terrains en dépôts de balayures et d'immondices, dont l'accumulation produit des exhalations nuisibles à la santé publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les propriétaires des terrains non bâtis, situés dans les limites de la Ville d'Alexandrie, contigus à la voie publique et accessibles aux passants, sont tenus de les clôturer de manière à en empêcher l'accès au public et aux animaux errants.

ART. 2.

Toute contravention au présent arrêté sera punie des peines de simple police prévues par les articles 331 et 340 du Code Pénal pour les tribunaux mixtes, 341 et 351 de ce même Code pour les tribunaux indigènes.

ART. 3.

Le présent arrêté sera exécutoire à partir du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 16 juillet 1888.

OSMAN ORPHI.

(1) Voir l'arrêté ministériel du 15 juin 1893, concernant la clôture des terrains vagues.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 15 juin 1893, concernant la clôture des terrains vagues (1).

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les articles 351 du Code pénal indigène et 340 du Code pénal mixte;

Considérant que, dans certaines villes, il existe des terrains vagues sur lesquels on dépose des immondices et des ordures qui répandent des exhalations dangereuses;

Que, dans l'intérêt de la salubrité publique, il est nécessaire d'apporter un remède à cet inconvénient;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Tous les terrains vagues existant dans l'intérieur des villes qui seront indiquées ci-après, doivent être clôturés par une palissade ou un mur, de manière à en empêcher l'accès au public.

ART. 2.

Le propriétaire qui, dans le délai de 30 jours à partir de la mise en vigueur du présent arrêté, ne se sera pas conformé à l'article précédent, sera puni d'une amende de 50 à 100 P.E.

ART. 3.

Les contraventions seront constatées par les agents de la police et déférées au juge compétent.

ART. 4.

Le juge fixera, dans sa sentence, un nouveau délai au contrevenant pour faire la clôture. En cas de condamnations ultérieures

(1) Voir l'arrêté du Gouverneur d'Alexandrie du 16 juillet 1888, prescrivant la clôture des terrains non bâtis.

pour le même terrain, l'amende ne pourra être inférieure au maximum.

ART. 5.

Aucune transaction ne pourra avoir lieu pour les contrevenants dont il s'agit.

ART. 6 (1).

Le présent arrêté est applicable pour les villes du Caire, Alexandrie, Tantah, Mansourah, Zagazig, Damanhour, Port-Saïd, Kafr-Zayat et Assiout.

Son application pourra être étendue à d'autres villes par arrêté du moudir ou du gouverneur.

Il entrera en vigueur dix jours après sa publication dans le *Journal Officiel*.

La Cour d'appel mixte, par délibération en date du 12 juin 1893, a approuvé l'arrêté ci-dessus, aux termes de l'art. 2 du Décret du 31 janvier 1889.

Fait au Caire, le 15 juin 1893.

Signé : RIAZ.

(1) Par des arrêtés subséquents ce règlement a été étendu à d'autres villes.

DROITS SANITAIRES

INDEMNITÉS ET HONORAIRES DES MÉDECINS

DÉCRET

du 6 décembre 1887 (21 Rabi-Awel 1305) avec les suppressions et modifications apportées par Décrets du 17 novembre 1891, 26 mai 1893 et 2 janvier 1896, portant tarif des droits sanitaires et état des établissements insalubres.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Les droits sanitaires sont déterminés par le tarif ci-après :

I. — *Supprimé par Décret du 17 novembre 1891.*

II, III et IV. — *Supprimés par Décret du 26 mai 1893.*

(1) V. — Droit d'autorisation des établissements insalubres indiqués dans l'état joint au présent Décret :

Etablissements de la 1^{re} catégorie, L.E. 1, M. 000.

» » 2^{me} » » 0, M. 500.

VI. — *Supprimé par Décret du 2 janvier 1896.*

VII. — Assistance des agents sanitaires en cas de translation d'un cadavre dans l'intérieur du pays, L.E. 1 (2).

Pour être expédié à l'étranger L.E. 4.

(1) Modifié par le règlement du 29 août 1904 sur les établissements insalubres.

(2) Le Décret du 2 janvier 1896 supprime ce droit de L.E. 1 en cas de translation, dans un nouveau cimetière, d'un cadavre inhumé dans un cimetière condamné.

VIII. — Reconnaissance des scellés d'un cercueil, L.E. 0, M. 500.

IX. — *Modifié par l'art. 2 du Décret du 26 mai 1893, ci-après :*

« Le montant des frais d'hôpital à rembourser soit par les particuliers, soit par les militaires, marins et hommes de la police, dont il est fait mention au paragraphe IX de l'article 1^{er} du Décret du 6 décembre 1887, sera fixé par Arrêté de Notre Ministre de l'Intérieur, le Directeur général des Services sanitaires entendu ».

X, XI et XII. — *Supprimés par Décret du 17 novembre 1891.*

XIII. — *Supprimé par Décret du 26 mai 1893.*

XIV. — *Supprimé.*

ART. 2.

Le tarif du laboratoire khédivial, approuvé par Notre Ministre de l'Intérieur le 2 mars 1886, reste et demeure en vigueur.

ART. 3.

Sont abrogés tous autres Décrets et règlements antérieurs en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 4.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 21 Rabi-Awel 1305 (6 décembre 1887).

(Signé): MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

(Signé): NUBAR.

Le Ministre des Finances,

(Signé): MOHAMED ZÉKI.

Le Ministre de l'Intérieur,

(Signé): MOUSTAPHA FEHMY.

D É C R E T

du 10 avril 1902, relatif aux indemnités et honoraires
des médecins sanitaires.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Vu les articles 29 et 32 du Tarif des frais judiciaires devant les Tribunaux indigènes, promulgué par Notre Décret en date du 10 Gamad-Awel 1315 (7 octobre 1897);

Vu Notre Décret du 18 septembre 1894, fixant les indemnités et les honoraires accordés aux inspecteurs sanitaires des provinces et districts et aux médecins d'hôpitaux et dispensaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Les inspecteurs sanitaires des gouvernorats, provinces ou districts, les médecins des hôpitaux et des dispensaires, ainsi que les vétérinaires, lorsqu'ils seront délégués par l'Autorité judiciaire, c'est-à-dire par le Parquet, le juge d'instruction ou le Tribunal, ou requis par la police, sur l'ordre spécial de l'autorité judiciaire, auront droit, en dehors des honoraires fixés par l'art. 2 et des frais de route, à une indemnité s'ils quittent leur résidence pour un déplacement d'au moins 10 kilomètres aller et 10 kilomètres retour soit dans le rayon, soit en dehors de leur circonscription ou s'ils passent la nuit en dehors de leur résidence.

Cette indemnité sera calculée de la manière suivante :

Les inspecteurs des gouvernorats et provinces et les médecins des hôpitaux, 200 millièmes par jour ou par nuit, sans toutefois pouvoir cumuler l'indemnité du jour avec celle de la nuit.

Les inspecteurs sanitaires des districts, les médecins des dispensaires et les vétérinaires, 100 millièmes par jour ou par nuit, sous la même restriction.

Les inspecteurs, médecins et vétérinaires susdits continueront à être délégués directement par la police pour procéder aux premières constatations, sans avoir droit à des indemnités ou honoraires.

ART. 2.

Les inspecteurs sanitaires des gouvernorats, provinces et districts, les médecins des hôpitaux et dispensaires et les vétérinaires, pour ce qui concerne leur profession, auront droit aux honoraires ci-après dans les cas suivants :

1^o Lorsqu'ils seront appelés à examiner une personne blessée ou autre ou un cadavre après les premières constatations faites sur la demande de la police, et à en dresser rapport ;

2^o Lorsqu'ils seront désignés pour l'étude d'un dossier et la rédaction du rapport ;

3^o Lorsqu'ils seront appelés à déposer comme experts ;

4^o Lorsqu'ils seront appelés devant le Parquet, le juge d'instruction ou le Tribunal pour fournir des explications verbales sur les rapports qu'ils auraient rédigés, ou pour donner quelque autre renseignement ;

5^o Lorsqu'ils seront chargés de faire une autopsie.

Dans chacun des trois premiers cas les inspecteurs sanitaires des provinces et gouvernorats et les médecins des hôpitaux, auront droit à une livre Égyptienne, et les inspecteurs sanitaires des districts, les médecins des dispensaires et les vétérinaires auront droit à la moitié de la dite somme.

Dans le 4^{me} cas, les inspecteurs sanitaires des provinces et gouvernorats et les médecins des hôpitaux, auront droit à 500 millièmes, et les inspecteurs des districts, les médecins des dispensaires et les vétérinaires, à la moitié de cette somme.

Dans le 5^{me} cas, si l'autopsie est faite avant l'inhumation, les inspecteurs sanitaires des gouvernorats, provinces et districts, ainsi que les médecins des hôpitaux et dispensaires, auront indistinctement droit à une Livre Égyptienne pour chaque autopsie, y compris l'étude du dossier et la rédaction du rapport : le montant en sera double en cas d'autopsie après exhumation.

Dans le cas d'autopsie faite sur des cadavres d'animaux les vétérinaires auront droit à 500 millièmes par autopsie (que l'animal ait été précédemment enterré ou non).

ART. 3.

Les membres de la Commission sanitaire au Caire n'auront pas droit à des honoraires pour les questions examinées au sein de la dite Commission.

ART. 4.

Les dispositions de ce règlement ne sont pas applicables aux Médecins en chef des hôpitaux de Kasr-el-Aïni, d'Alexandrie, de Port-Saïd et Suez, ni aux vétérinaires de 1^{re} et 2^{me} classe.

ART. 5.

Notre Décret du 18 septembre 1894 est abrogé.

ART. 6.

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 1^{er} Moharrem 1320 (10 avril 1902).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

(Traduction).

Le Ministre de la Justice,

IBRAHIM FOUAD.

CANAL MAHMOUDIEH ET SAKKAS

ARRÊTÉ

du 20 avril 1889, du Gouverneur d'Alexandrie, prescrivant les mesures à prendre en vue d'assurer la pureté de l'eau du Canal Mahmoudieh.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Considérant que le Canal Mahmoudieh constitue l'unique source d'alimentation d'eau potable de la ville d'Alexandrie ;

Considérant que le niveau de ce Canal est, à certaines époques de l'année, peu élevé ; qu'en tous cas, il importe, dans l'intérêt de la santé et de l'hygiène publiques, de prendre les mesures voulues pour que l'eau du Canal soit aussi pure que possible ;

Vu le rapport de la Commission nommée par S.E. le Ministre de l'Intérieur pour étudier la question de l'assainissement du Canal ;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 28 février 1889 ;

Vu les art. 340 dernier alinéa, 47 et 54 du Code Pénal Mixte ;

Vu les articles 1^{er} et 2 du Décret du 31 janvier 1889 (29 Djamad Awel 1306) ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 8 avril 1889, prise en conformité de l'art. 2 du Décret sus-visé ;

Vu les articles 45, 48 et 351 du Code pénal indigène ;

Vu l'approbation de S.E. le Ministre de l'Intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Tous les propriétaires, étrangers et indigènes, riverains du Canal Mahmoudieh et qui possèdent des rigoles ou des égouts se déversant dans ce Canal, dans les limites du Gouvernorat d'Alexandrie

devront détourner ces rigoles ou ces égouts de façon qu'ils n'aboutissent plus au dit Canal.

ART. 2.

Il est expressément défendu de jeter dans le Canal des immondices, balayures, détritits, ordures, eaux ménagères, ni autres matières, ainsi que des bêtes mortes de quelque espèce que ce soit.

Il est également interdit de laver le linge ou tous autres objets dans le Canal et d'y baigner des animaux d'aucune sorte.

ART. 3.

Toute contravention au présent arrêté sera punie d'un emprisonnement de 24 heures à une semaine et d'une amende de 25 à 100 P.E.

ART. 4.

Les Mouawen en chef de police, des sections de Minet-el-Bassal, Moharrem Bey, Ramleh, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alexandrie, le 20 Avril 1889 (19 Chaban 1306).

OSMAN ORPHI.

ARRÊTÉ

du 29 mai 1895 de la Municipalité d'Alexandrie,
portant règlement pour les sakkas.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les griefs nombreux formulés au sujet de la vente de l'eau par ghirbeh ;

Vu le contrat passé avec la Compagnie des Eaux d'Alexandrie ;

Vu les délibérations de cette Commission en date des 23 janvier et 15 mai 1895 approuvées par le Ministre de l'Intérieur le 27 mai 1895 ;

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les sakkas qui transporteront, dans les maisons particulières, l'eau vendue aux bornes-fontaines par la Compagnie des Eaux d'Alexandrie, au prix de 8 paras tarif (deux millièmes) pour chaque ghirbeh de la contenance de 66 litres $\frac{2}{3}$, percevront des particuliers qu'ils desservent, pour chaque ghirbeh, un prix total de 16 paras tarif (quatre millièmes) comprenant le prix de l'eau payé par les sakkas à la Compagnie et le prix du transport compté à raison de 8 paras (deux millièmes) la ghirbeh pour le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage.

Pour les étages supérieurs et les terrasses, au-dessus du premier, ce prix sera augmenté d'un millième (4 paras) par ghirbeh.

ART. 2.

Le sakkas transportant l'eau vendue par la Compagnie ne pourront employer que des ghirbehs d'une contenance exacte de 66 litres $\frac{2}{3}$, vérifiées par l'autorité municipale et portant, à cet effet, le timbre du contrôle apposé par la Municipalité d'Alexandrie.

ART. 3.

Toutes les fois que, par suite de l'augmentation de recettes prévue à l'art. 1^{er} de la convention avec la Compagnie des Eaux, le prix

de l'eau vendue par cette dernière sera abaissé, les sakkas devront diminuer d'autant leur perception à l'encontre des particuliers, les prix de transport restant toujours fixés à huit paras (deux millièmes) la ghirbeh pour le rez-de-chaussée et le premier étage et à 12 paras (3 millièmes) pour les étages supérieurs.

ART. 4.

Les sakkas qui fournissent l'eau par ghirbeh aux particuliers, en se la procurant ailleurs qu'aux bornes-fontaines de la Compagnie, devront se servir de ghirbehs de 66 litres $\frac{2}{3}$ ou de demi-ghirbehs de 33 litres $\frac{1}{3}$.

Ils devront faire vérifier la contenance de leurs ghirbehs par la Municipalité qui y fera apposer une estampille spéciale.

Les sakkas visés par le présent article seront libres de vendre l'eau par eux colportée au prix que leur conviendra, pourvu que ce prix ne dépasse pas 5 millièmes par ghirbeh, transport compris, quelle que soit la hauteur de l'étage.

ART. 5.

Chaque sakka devra être porteur d'une plaque sur laquelle sera marqué, en chiffres arabes et européens, un numéro d'ordre.

Ces plaques seront divisées en deux séries distinctes ayant une couleur différente, la première assignée aux Sakkas transportant l'eau prise aux bornes-fontaines de la Compagnie des Eaux et la seconde affectée aux autres sakkas.

ART. 6.

En matière de distribution d'eau, les sakkas devront toujours se conformer aux prescriptions qui pourront être édictées au point de vue sanitaire.

ART. 7.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie des peines prévues aux art. 331 et 340 du Code pénal mixte et 341 et 351 du Code pénal indigène.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur 30 jours à partir de la date de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 29 mai 1895.

Le Président de la Commission Municipale,
EMINE FIKRY.

ARRÊTÉ

**du 6 août 1902 du Ministre de l'Intérieur relatif à la navigation
sur le Canal Mahmoudieh pendant le choléra.**

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Considérant qu'il est de toute nécessité et de toute urgence de prendre toutes les mesures pour empêcher la contamination des eaux du Canal Mahmoudieh dans sa partie traversant les habitations de la ville d'Alexandrie ;

Considérant d'autre part que les passagers arrivant en cette ville doivent être soumis à des mesures d'observation et de désinfection spéciales ;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Administration des Services Sanitaires,

ARRÊTE :

A) Navigation sur le Canal Mahmoudieh.

ARTICLE PREMIER

Toute navigation et tout stationnement de barques ou autres bateaux sur le Canal Mahmoudieh, en aval du pont de Hagar-el-Nawatieh jusqu'au pont des Ecluses, sont interdits.

Il sera permis aux barques et autres bateaux, pendant le temps strictement nécessaire à la décharge de leurs marchandises, de stationner entre un point situé à 100 mètres en aval de la prise d'eau de Ramleh et le pont de Hagar-el-Nawatieh.

Dans la partie située entre le dit point et un autre point situé à 500 mètres en amont de la prise d'eau de Ramleh, (ce dernier point étant indiqué par un mât portant pendant le jour un pavillon jaune et pendant la nuit une lanterne à lumière jaune), tout stationnement de barques ou autres bateaux est interdit.

Pendant la traversée de cette distance de 600 mètres ainsi que dans l'endroit prévu ci-dessus où les barques peuvent stationner

pour la décharge de leurs marchandises, il est interdit aux personnes se trouvant à bord de laver leurs vêtements ou linge dans le canal ou d'y déverser des matières quelconques.

ART. 2.

Pour permettre aux intéressés de se conformer aux mesures édictées ci-dessus, il sera permis jusqu'au samedi 9 août 1902, à 1 heure et demie p.m., aux barques et aux autres bateaux ayant une charge à destination de la ville, de traverser le pont. De même, un délai expirant le dimanche 10 août à 1 heure et demie p.m. sera donné aux barques et autres bateaux stationnant actuellement en aval du pont de Hagar-el-Nawatieh, pour leur permettre de remonter le Canal. Ce dernier délai expiré, le pont de Hagar-el-Nawatieh restera fermé jusqu'à nouvel ordre.

B) Accès au Canal Mahmoudieh.

ART. 3.

L'accès au Canal Mahmoudieh, dans quelque but que ce soit, à l'exception du passage d'une rive à une autre, est interdit au public sur tout le parcours du Canal et sur ses deux rives indistinctement, et ce, à partir d'un point situé à 500 mètres en amont de la prise d'eau de Ramleh (point visé à l'art. 1^{er}) jusqu'au pont des Ecluses, à l'exception toutefois des points qui pourraient être désignés spécialement par l'Autorité sanitaire.

C) Contrôle des passagers arrivant à Alexandrie.

ART. 4.

Toutes les personnes venant à Alexandrie de l'intérieur du pays par barques sur le Canal Mahmoudieh subiront à Hagar-el-Nawatieh une inspection médicale et seront sujettes à toutes mesures de désinfection ou d'observation qui seront prescrites à leur égard par l'Autorité sanitaire.

ART. 5.

Tous les passagers arrivant à Alexandrie par chemin de fer à la station de Bab-el-Ghédid doivent subir, indistinctement, à la gare l'inspection médicale et les mesures de désinfection et d'observation qui seraient prescrites à leur égard par l'Autorité sanitaire.

D) Pénalité.

ART. 6.

Les contraventions au présent arrêté pourront être constatées par les agents sanitaires ou les agents de la police.

ART. 7.

Toute infraction à l'une quelconque des dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de 24 heures à une semaine ou d'une amende de 25 à 100 Piastres Tarif ou des deux peines conjointement.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 6 août 1902.

Le Ministre de l'Intérieur p.i.,

H. FAKHRY.

ARRÊTÉ

du 13 août 1902, du Ministère de l'intérieur, interdisant la navigation sur le canal Mahmoudieh en aval de Ezbet-el-Kourchid.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté ministériel du 6 août 1902, relatif à la protection des eaux du canal Mahmoudieh ;

Vu la nécessité urgente de mieux assurer encore la protection de l'eau alimentant Ramleh et Alexandrie ;

Sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit aux bateaux de naviguer sur le canal Mahmoudieh, en aval de Ezbet-el-Kourchid où, jusqu'à nouvel ordre, les marchandises devront être débarquées.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 13 août 1902.

Le Ministre de l'Intérieur p.i.,
FAKHRY.

VACCINATION ET TRAITEMENT ANTIRABIQUE

DÉCRET

du 17 décembre 1890 (5 Gamad Awel 1308), rendant obligatoire
la vaccination en Égypte.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte en date du 13 décembre 1890 ;

Vu les articles 47 et 54 du Code pénal mixte ;

Vu les articles 45 et 48 du Code pénal indigène ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Notre Décret en date du 10 juillet 1890 (23 Zilkadeh 1307) est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 2.

La vaccination des enfants nouveau-nés est obligatoire dans toute l'Égypte et ses dépendances.

ART. 3.

L'enfant devra être vacciné dans les trois mois de sa naissance.

ART. 4.

Le père, ou, à défaut du père, la personne qui a la garde de l'enfant, devra le présenter au bureau de l'agent sanitaire du lieu, ou à défaut de bureau et d'agent dans la localité, à celui de

la localité la plus voisine dans le même district. L'enfant ainsi présenté sera vacciné gratuitement.

Dans les sept jours qui suivront, l'enfant devra être présenté de nouveau au même bureau ou au même agent, qui s'assurera du résultat de l'opération.

Si l'opération a réussi, il sera délivré aux parents, sans frais, un certificat de vaccination.

Dans le cas contraire, il sera procédé tous les deux mois à une nouvelle opération dont le résultat sera vérifié dans les sept jours comme pour la première.

Sont dispensés de cette présentation ceux qui fourniront dans le dit délai de trois mois un certificat émanant d'un médecin autorisé à exercer, constatant que l'opération a eu lieu avec succès.

ART. 5.

En cas de maladie de l'enfant, ce dont le père, ou, à défaut du père, la personne qui a la garde de l'enfant devra justifier par un certificat médical, l'obligation de vaccination sera suspendue jusqu'à son rétablissement.

ART. 6.

Chaque village ou tribu dont la population est égale ou supérieure à trois cents âmes, doit posséder un registre de vaccination du modèle prescrit par l'Autorité sanitaire.

Les hameaux, ezbehs, abadiehs, kafrs, campements, tribus, etc, dont le chiffre de la population est inférieur à trois cents âmes, feront inscrire les vaccinations aux villages les plus voisins du district dont ils dépendent.

La vaccination dans ces endroits se fera soit par le médecin du district (ou par un autre médecin), soit par les barbiers des villages qui doivent être dûment autorisés par l'Administration sanitaire à pratiquer cette opération, dans ce dernier cas, le médecin du district pourra, si cela lui est possible, surveiller les opérations.

Les enfants nés de parents indigents et conduits chez les barbiers seront vaccinés gratuitement. Le gouvernement paiera aux barbiers dix millièmes pour chacun de ces enfants vaccinés avec succès. Pour chaque enfant vacciné à domicile, le barbier aura droit à dix millièmes payables par les parents.

ART. 7.

Les registres de vaccination seront déposés, dans les villes, au bureau sanitaire, dans les villages, chez les cheikhs qui les feront tenir par le sarraf.

ART. 8.

Modifié par décret du 6 août 1897, comme suit :

Toute contravention aux art. 4 et 5 ci-dessus sera punie d'une amende de 10 à 100 P.T.

Les circonstances atténuantes pourront être admises.

ART. 9.

Tout duplicata du certificat de vaccination sera délivré sur la demande qui en sera faite, contre paiement d'une taxe de 3 piastres égyptiennes.

ART. 10.

Le présent Décret est applicable aux indigènes à partir de sa publication ; il entrera en vigueur à l'égard des étrangers trois mois après sa publication.

ART. 11.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 5 Gamad-Awel 1308 (17 décembre 1890).

MÉHÉMET TEWFICK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

RIAZ.

ARRÊTÉ

du 21 avril 1906, concernant les frais de traitement
à l'institut antirabique.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Administration des
Services sanitaires ;

ARRÊTE :

Les frais de traitement à l'Institut Antirabique du Gouvernement
sont fixés comme suit :

Traitement des malades externes, 3 livres égyptiennes payables
par anticipation.

Pour les indigents, le traitement est gratuit.

Fait au Caire, le 21 Avril 1906.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

NAISSANCES ET DÉCÈS

DÉCRET

du 9 juin 1891 (2 zilkadeh 1308) relatif aux naissances et décès (1).

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte en date du 1^{er} juin 1891 ;

Vu les articles 46, 47 et 54 du Code pénal mixte, 44, 45 et 48 du Code pénal indigène :

DÉCRÉTONS :

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les naissances et les décès en Egypte et dans ses dépendances seront déclarés et inscrits dans les registres à ce destinés.

ART. 2.

Ces registres seront déposés, dans les villes, aux bureaux sanitaires, dans les villages, chez les sarrafs, sous la surveillance des cheikhs.

Toutefois, dans les ezbehs, kafrs, abadiels, campements et tribus dont la population est inférieure à trois cents âmes et qui ne seront pas pourvus de registres, les déclarations seront reçues dans les villes ou villages dont ils dépendent.

(1) Voir complément : Décret du 12 mars 1898.

ART. 3.

Les cheikhs, dans les villages, feront opérer par les sarrafs l'inscription des naissances et décès sur le registre déposé chez eux.

ART. 4.

Les registres d'inscription seront cotés par première et dernière page et cachetés sur chaque feuille par le sceau du gouvernement ou de la moudirieh.

ART. 5.

Les inscriptions ne pourront comprendre que les énonciations prescrites par le présent Décret.

ART. 6.

Les témoins comparants devront être majeurs et du sexe masculin.

ART. 7.

Les inscriptions se feront sans délai.

L'acte d'inscription sera lu séance tenante aux comparants, déclarants et témoins, qui le signeront ou y apposeront leur cachet immédiatement.

ART. 8.

Les inscriptions ne devront contenir aucun blanc, ni aucune abréviation.

Les ratures ou renvois seront approuvés par tous les signataires de l'acte.

Aucune date ne pourra être mise en chiffres.

ART. 9.

L'acte d'inscription sera dressé en double original. Les déclarations et inscriptions sont exemptes de tout droit.

ART. 10.

L'Administration des Services sanitaires surveillera la régularité des inscriptions et signalera à qui de droit les infractions constatées.

Il sera délivré aux intéressés eux-mêmes, immédiatement et sans frais, copie certifiée conforme des actes de naissance et de décès.

Toute personne aura droit à une copie certifiée conforme d'un acte quelconque de naissance ou de décès, moyennant une demande sur timbre de P.T. 3 et une taxe de P.T. 6 par copie.

La même condition est imposée aux intéressés eux-mêmes pour toute copie qu'ils demanderont indépendamment de la première.

Naissances.

ART. 11.

Les déclarations des naissances seront faites dans les trois jours de l'accouchement au dépositaire du registre du lieu où la naissance s'est produite.

ART. 12.

La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ; à défaut, par un parent du sexe masculin, ou par le médecin, ou par l'accoucheuse, ou par toute autre personne ayant assisté à l'accouchement, ou même par le cheikh.

ART. 13.

Le déclarant devra être assisté de deux témoins.

ART. 14.

L'acte de naissance énoncera l'heure, le jour et l'année, la ville ou le village où il est dressé, l'heure, le jour et l'année, ainsi que le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui sont donnés, les noms, prénoms, âge, profession et domicile des père et mère, ainsi que du déclarant et des témoins.

Mention sera faite de la qualité du déclarant.

ART. 15.

Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né sera tenue de le présenter à l'autorité civile de la localité en même temps que les vêtements qu'il portait, et de déclarer les circonstances de temps et de lieu où il aura été trouvé.

De tout quoi, procès-verbal détaillé sera dressé sans délai ; cet acte énoncera l'heure, le jour et l'année de la remise de l'enfant à l'autorité, les nom, prénoms, profession, âge et domicile de la personne qui l'a trouvé, si elle ne s'y oppose pas, l'âge apparent

de l'enfant, le lieu, l'heure, le jour et l'année où il a été trouvé, les noms qui lui seront donnés par la dite personne ou, à défaut par l'autorité, enfin l'autorité civile qui reçoit l'enfant.

Ce procès-verbal sera signé ou cacheté immédiatement par l'autorité qui l'aura dressé et par la personne qui aura trouvé l'enfant si elle consent à être mentionnée.

Un double de ce procès-verbal sera transmis dans les vingt-quatre heures de sa date à l'autorité dépositaire du registre des naissances, laquelle en effectuera la transcription sans délai au registre.

Une fois les formalités ci-dessus accomplies, la personne qui aura trouvé l'enfant nouveau-né ne pourra le garder si elle ne justifie être de bonne vie et mœurs et posséder les moyens de subvenir aux frais de son entretien.

ART. 16.

Si la naissance a lieu au cours d'un voyage dans l'intérieur de l'Egypte, la déclaration doit être faite, dans les trois jours après l'arrivée, au bureau ou à l'agent sanitaire de la localité de la destination.

Si la naissance se produit au cours d'un voyage hors d'Egypte, les parents seront tenus de présenter, au retour dans le lieu de leur résidence, au dépositaire du registre des naissances, l'acte de naissance dressé par les autorités du pays où la naissance a eu lieu ; cet acte sera reproduit immédiatement dans le registre.

Si la naissance se produit en cours de pèlerinage, la déclaration en sera faite à l'agent sanitaire qui accompagne la caravane. Celui-ci délivrera aux parents un certificat qu'ils devront présenter à leur retour au dépositaire du registre du lieu de leur résidence, où l'inscription régulière devra se faire sans délai.

Les contrevenants à cette dernière disposition seront punis comme s'ils avaient omis de faire la déclaration de naissance,

ART. 17.

La reconnaissance d'un enfant naturel sera inscrite dans les registres des naissances, et mention de cette reconnaissance sera faite en marge de l'acte de naissance.

L'acte de reconnaissance contiendra les nom, prénoms, âge profession et domicile de la personne qui reconnaît l'enfant comme

sien, et il sera signé ou cacheté par cette personne ainsi que par l'autorité qui le dresse.

ART. 18.

Après vingt-huit jours révolus à dater de l'accouchement, l'inscription de la naissance ne pourra plus se faire qu'en présence et avec le concours de l'inspecteur sanitaire de la localité, et qu'en vertu d'une décision rendue après enquête par l'Autorité judiciaire.

Décès.

ART. 19.

Les inhumations ne pourront se faire avant l'expiration du délai de 8 heures en été et de 10 heures en hiver, et devront être faites avant l'expiration du délai de 24 heures à partir de l'heure du décès.

Aucune inhumation ne pourra se faire sans une autorisation délivrée par l'Autorité sanitaire sur papier libre et sans frais.

ART. 20.

Cette autorisation ne sera accordée que contre remise du certificat constatant le décès et sa cause, délivré par un médecin reconnu par l'Autorité sanitaire, ou, à défaut, par l'agent sanitaire du lieu.

ART. 21.

La déclaration du décès accompagnée du certificat mentionné dans l'article 20, doit être faite au bureau ou à l'agent sanitaire du lieu dans les douze heures au plus tard par deux personnes majeures et du sexe masculin, qui seront autant que possible des parents du défunt, et, à défaut, des voisins, des cheikhs, des gaffirs ou des membres de la corporation des gens faisant le service des inhumations.

ART. 22.

L'inscription du décès se fera immédiatement sur le registre et en présence des déclarants.

ART. 23.

Cette inscription énoncera l'heure, le jour et l'année de la déclaration, les noms, les prénoms, l'âge, la profession, le domicile des déclarants, ainsi que de la personne décédée, de ses père

et mère, le lieu de naissance du défunt, enfin l'heure, le jour, l'année et le lieu du décès.

ART. 24.

Si le décès a lieu dans un hôpital, une prison, un hôtel ou un établissement public quelconque, il incombe au directeur ou propriétaire de faire la déclaration.

Si la mort est survenue pendant un voyage dans l'intérieur de l'Egypte, le décès doit être enregistré au bureau sanitaire le plus proche.

ART. 25.

Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui permettront de la soupçonner, l'inhumation ne pourra avoir lieu qu'après une expertise médico-légale ordonnée par le parquet des tribunaux indigènes, lorsque la victime est de nationalité indigène; s'il s'agit d'un étranger, le permis d'inhumation ne sera délivré qu'après avis donné à l'autorité consulaire, afin que cette autorité puisse prescrire elle-même toutes les vérifications qui lui paraîtraient nécessaires.

Lorsqu'un cadavre sera trouvé sur le sol ou dans l'eau, la personne qui l'aura trouvé doit en aviser l'autorité locale. Il est alors procédé conformément à la disposition qui précède.

Dans le cas où le nom d'un décédé ou son lieu de résidence et d'origine seraient inconnus, un procès-verbal constatant le signalement, les circonstances de la mort et tous autres renseignements utiles sera dressé par l'agent sanitaire qui aura constaté le décès. Ce procès-verbal sera transmis à l'autorité locale.

Les greffiers de juridiction criminelle devront envoyer dans les vingt-quatre heures de l'exécution à mort, au depositaire du registre des décès du lieu où le condamné aura été exécuté, les renseignements visés par l'article 23.

Dispositions finales.

ART. 26.

Sont passibles d'une amende de 25 à 100 P.E. et d'un emprisonnement de vingt-quatre heures à une semaine, les personnes astreintes aux déclarations de naissance et de décès, qui auront omis de les faire dans les délais légaux.

La répression s'exercera à l'encontre des personnes susmentionnées dans l'ordre où elles sont désignées aux articles y relatifs.

Les dispositions de l'article 352 du Code pénal indigène et 341 du Code pénal mixte seront toujours applicables.

ART. 27.

Aucune rectification ultérieure ne pourra être faite aux actes de naissance et de décès, sans une décision rendue, après enquête et sauf les droits des tiers, par l'autorité judiciaire.

La rectification et l'autorisation seront inscrites au registre des actes qu'elles concernent, et mention en sera faite en marge des actes mêmes.

ART. 28.

Les mesures de simple police prescrites par le présent Décret sous les peines y édictées, sont seules obligatoires pour les étrangers résidant ou de passage en Egypte.

Les obligations imposées aux personnes désignées aux articles 12 et 21 se borneront, lorsque l'enfant né ou la personne décédée est de nationalité étrangère :

1° En ce qui concerne les naissances, à remettre à l'Administration des Services sanitaires, dans le délai de 15 jours à partir de la naissance, un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance qui aura été dressé devant l'autorité ecclésiastique ou civile dont l'enfant relève quant à son état personnel ;

2° En ce qui concerne les décès, à observer les formalités prescrites par les articles 19, 20 et 25 pour les inhumations.

Les dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 seront suppléées par la remise, dans les vingt-quatre heures du décès, d'un bulletin contenant un extrait de l'acte de décès qui aura été dressé devant l'autorité dont la personne décédée relevait quant au statut personnel.

ART. 29.

En ce qui concerne la découverte de l'enfant nouveau-né, les personnes de nationalité étrangère doivent remplir les formalités prescrites par l'article 15 sans être toutefois tenues de remettre l'enfant si elles préfèrent s'en charger et si leur autorité consulaire les y a autorisées.

ART. 30.

Les bulletins de déclaration de naissance ou de décès mentionnés à l'article 28 seront conformes à une formule imprimée qui sera délivrée sans frais par le Service sanitaire,

ART. 31.

Le présent Décret entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

ART. 32.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais de Ras-el-Tine, le 9 juin 1891 (2 zilkadeh 1308).

MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.

DÉCRET

du 12 mars 1898 (19 Chewal 1315) concernant les naissances
et décès.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Considérant que l'application du Décret du 9 juin 1891, sur les naissances et décès, a démontré la nécessité d'en modifier, compléter et expliquer certaines dispositions ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

L'inscription des naissances et décès sera faite en remplissant les colonnes du registre à ce destiné, préparé par l'Administration sanitaire. Elle sera lue séance tenante aux comparants et déclarants qui la signeront ou y apposeront leur cachet immédiatement. Il n'y aura pas lieu à d'autres formalités ni attestations quelconques.

ART. 2.

Le registre des naissances et décès sera tenu en double original. Dans les villes, les deux originaux seront déposés aux bureaux sanitaires ; dans les villages, un des originaux sera déposé chez le sarraf et l'autre chez l'omdeh.

ART. 3.

Les transcriptions, prévues aux articles 15 et 16 du Décret sus-visé, seront remplacées par la simple mention de la naissance faite dans le registre à ce destiné.

Les mentions à la marge, prévues par le même Décret, seront faites dans la colonne des observations.

ART. 4.

Un extrait du registre, délivré par le dépositaire des registres, tiendra lieu de la copie certifiée conforme des actes de naissance

ou de décès qui est actuellement délivrée aux intéressés, conformément à l'art. 10 du dit Décret, du 9 juin 1891.

Cet extrait ne sera délivré aux intéressés que sur leur demande. Les extraits délivrés conformes aux registres et légalisés par le juge sommaire feront foi jusqu'à inscription de faux.

Il n'y aura plus lieu à la rédaction d'un acte séparé.

ART. 5.

Dans le cas de l'art. 18 du susdit Décret, le juge qui statuera sur la contravention ordonnera en même temps l'inscription sur le registre.

A défaut de poursuite, l'inscription sera ordonnée par le juge sommaire du lieu, sur réquisitoire du ministère public.

Les mêmes règles seront suivies pour les inscriptions tardives de décès.

ART. 6.

Les rectifications aux actes de naissances et de décès, prévues à l'art. 27 du Décret précité, seront ordonnées par le juge sommaire du lieu, sur réquisitoire du ministère public.

Si la rectification implique une question d'identité ou de légitimité, la décision appartiendra au juge du statut personnel,

ART. 7.

La prescription des contraventions pour manque de déclaration de naissance ou de décès ne commence à courir que du jour où l'inscription aura eu lieu.

ART. 8.

Les dispositions du Décret du 9 juin 1891, contraires au présent Décret, sont et demeurent abrogées.

ART. 9.

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur un mois après sa publication dans le *Journal Officiel*.

Fait au palais d'Abdine, le 19 Chawal 1315 (12 mars 1898).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

Le Ministre de la Justice,

IBRAHIM FOUAD.

EXERCICE DE LA MEDECINE ET DE LA PHARMACIE

ARRÊTÉ

du 13 juin 1891, portant règlement relatif à l'exercice
de la médecine.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel
mixte en date du 1^{er} juin 1891,

ARRÊTE :

Règlement relatif à l'exercice de la médecine.

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut exercer la médecine ou l'une de ses branches s'il n'est muni d'un diplôme délivré par une faculté reconnue, et s'il n'a obtenu, de l'Administration des Services sanitaires, l'autorisation d'exercer sa profession.

Cette autorisation est délivrée sur papier timbré de 30 mill.

ART. 2.

Les personnes qui, sans avoir obtenu l'autorisation, exercent actuellement la médecine en Egypte, devront, dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent règlement, présenter leurs titres à l'Administration des Services sanitaires et retirer l'autorisation nécessaire.

ART. 3.

Tout médecin, oculiste, dentiste, sage-femme, vétérinaire, muni de l'autorisation d'exercer sa profession en Egypte, devra indiquer à l'autorité sanitaire la localité où il compte se fixer.

ART. 4.

Il est interdit aux barbiers et à tout individu autorisé à exercer la petite chirurgie, d'ordonner ou de prescrire aucuns médicaments magistraux, de faire aucune opération chirurgicale autre que la circoncision, la vaccination, pose de ventouses, application de sangsues et pansement chirurgical simple.

ART. 5.

Les sages-femmes ne sont autorisées qu'à pratiquer les simples accouchements.

Elles ne peuvent délivrer des ordonnances, sauf pour les herbes ordinaires et les purgatifs légers et inoffensifs.

ART. 6.

Tous les médecins exerçant en Egypte sont tenus de dénoncer à l'autorité sanitaire, sur la formule imprimée que la poste délivre gratis, les cas de maladies contagieuses qu'ils auront constatées et qui seraient de nature à engendrer une épidémie.

Disposition générales.

ART. 7.

Toute contravention quelconque au présent règlement sera punie de peines de simple police, sans préjudice de toutes autres poursuites auxquelles elle peut donner lieu.

ART. 8.

La liste officielle des médecins, oculistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires, etc., sera publiée annuellement par les soins de l'autorité sanitaire.

ART. 9.

Le présent règlement entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Fait au Caire, le 13 juin 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

DÉCISION

du Conseil des Ministres du 29 mars 1899, obligeant les médecins et les pharmaciens à produire certains certificats.

Dans sa séance du mercredi 29 mars 1899, le Conseil des Ministres a pris connaissance de la note du Ministère de l'Intérieur en date du 13 du même mois, tendant à exiger des médecins et pharmaciens étrangers qui demandent l'autorisation d'exercer leur profession en Egypte, la production d'un certificat de bonne vie et mœurs et d'identité, délivré par les Autorités Consulaires dont ils relèvent.

Le Conseil, considérant qu'il importe avant de délivrer l'autorisation demandée, d'obtenir une certaine garantie de l'honorabilité des postulants et de s'assurer en même temps de l'identité de leurs personnes, a, après en avoir délibéré, décidé que, indépendamment des prescriptions contenues dans les deux règlements du 13 juin 1891 sur l'exercice de la Médecine et de la pharmacie civile, l'Administration des Services sanitaires, doit à l'avenir, exiger de tout postulant étranger, avant de lui délivrer l'autorisation d'exercer en Egypte, la production d'un certificat de bonnes vie et mœurs et d'identité, délivré par l'Autorité Consulaire dont il relève.

Le Ministre de l'Intérieur est prié de donner à cette décision la suite qu'elle comporte.

Le Président du Conseil des Ministres,
MOUSTAPHA FEHMY.

D É C R E T

**du 15 septembre 1904, concernant le règlement sur l'exercice
de la pharmacie.**

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Règlement relatif à l'exercice de la pharmacie civile, du
13 juin 1891 ;

Vu le Règlement relatif au commerce des substances vénéneuses,
de la même date ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'Appel
mixte en date du 7 juin 1904, prise en conformité du Décret du 31
janvier 1889 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis con-
forme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

TITRE PREMIER

Des pharmaciens.

ARTICLE PREMIER.

Nul ne pourra exercer la profession de pharmacien en Egypte,
s'il n'est muni d'un diplôme de pharmacien délivré par une faculté
reconnue et s'il n'a obtenu, au préalable, une autorisation du Minis-
tère de l'Intérieur.

Cette autorisation sera accordée sur la proposition du Directeur
général des Services sanitaires ; la demande d'autorisation devra
être accompagnée d'un certificat officiel d'identité et de bonnes
vie et mœurs délivré ou visé par l'autorité compétente suivant la
nationalité du pétitionnaire.

ART. 2.

Il n'est pas nécessaire que le propriétaire d'une pharmacie soit
lui-même un pharmacien diplômé ; il suffit qu'il emploie, comme

gérant de l'établissement, un pharmacien autorisé à exercer en Egypte.

Dans ce cas, le propriétaire n'aura à être muni que d'une autorisation, comme propriétaire, émanant du Ministère de l'Intérieur. Cette autorisation sera accordée sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires, après production du certificat d'identité et de bonnes vie et mœurs mentionné à l'article premier ; l'autorisation devra porter le nom du gérant autorisé.

En cas de changement de propriétaire ou de gérant, le transfert sera préalablement notifié à l'Administration des Services sanitaires qui en fera mention sur l'autorisation.

ART. 3.

Lorsque la même personne est propriétaire de plusieurs pharmacies, elle devra employer un gérant spécial pour chaque pharmacie.

Si le propriétaire est lui-même pharmacien autorisé, il devra employer un gérant, suivant les dispositions de l'article précédent, pour chaque pharmacie, en dehors de celle gérée par lui personnellement.

ART. 4.

Avis devra être préalablement donné au Directeur général des Services sanitaires de tout local qu'on se propose d'affecter à une pharmacie ; tout changement de local devra également lui être notifié.

Le nom du pharmacien, si c'est le propriétaire de la pharmacie qui la gère, ou les noms du propriétaire et du gérant, dans le cas contraire, devront figurer sur le devant du local, en arabe ainsi qu'en une langue européenne et en caractères lisibles.

ART. 5.

Tout médicament contenant une des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé ne pourra être préparé que par un pharmacien autorisé à exercer en Egypte.

Lorsqu'un médicament contenant une de ces substances vénéneuses est destiné à l'usage interne, il ne pourra être délivré que sur l'ordonnance d'un médecin ou vétérinaire autorisé à exercer en Egypte ; toutefois les préparations de l'ergotine pourront être délivrées sur l'ordonnance d'une sage-femme autorisée à exercer en Egypte.

ART. 6.

Toute ordonnance exécutée sera inscrite dans un registre dont les pages seront numérotées et paraphées par l'Administration sanitaire ; ces inscriptions devront être numérotées, datées, portées par ordre de date et être faites sans blancs, lacunes, ni transports en marge. Si l'ordonnance contient une des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci annexé, l'inscription sur le registre sera paraphée par le pharmacien autorisé qui l'aura exécutée.

Si l'ordonnance est rendue au client, elle devra porter le timbre de la pharmacie, la date de la livraison du médicament et le numéro de ce dernier dans le registre.

ART. 7.

Tout pharmacien sera tenu d'exécuter contre paiement les ordonnances d'un médecin ou d'un vétérinaire autorisé à exercer en Egypte.

ART. 8.

Tout médicament délivré par un pharmacien devra porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du pharmacien, la désignation du médicament, ainsi que toutes les indications nécessaires à son emploi.

Tout flacon, boîte ou autre récipient contenant un médicament destiné exclusivement à l'usage externe devra porter, en outre, une étiquette rouge sur laquelle seront imprimés, en langue arabe et en une langue européenne, les mots « pour usage externe » ou leur traduction ; lorsque le médicament, pris intérieurement, serait dangereux, il y sera ajouté, en langue arabe et en une langue européenne, la mention qu'il constitue un poison.

ART. 9.

Toutes les substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé devront être gardées par le pharmacien dans des flacons, boîtes ou autres récipients revêtus du nom de la substance vénéneuse et aussi de quelque marque distinctive dénotant qu'ils renferment des poisons.

De plus, les flacons, boîtes ou autres récipients qui contiennent ces substances vénéneuses devront être d'une forme facile à distin-

guer, par le toucher, des autres flacons, boîtes ou récipients qui se trouvent dans le même établissement, à moins que toutes ces substances vénéneuses ne soient mises à part dans une chambre ou armoire fermées dont le propriétaire ou le gérant autorisé gardera seul la clef.

ART. 10.

Les dispositions du présent titre, sauf celles de l'article 8, ne seront pas applicables à la préparation de médicaments à l'usage de leur clientèle par des médecins ou vétérinaires autorisés à exercer en Egypte, qui ne sont pas eux-mêmes propriétaires de pharmacies.

TITRE II.

De la vente des substances vénéneuses.

ART. 11.

Les substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé, arrivant en Douane, seront tenues à l'écart des autres marchandises, elles ne seront délivrées qu'aux personnes munies d'une autorisation écrite, générale ou spéciale, donnée par l'Administration sanitaire, ou au fondé de pouvoirs de ces personnes.

Cette autorisation ne sera pas nécessaire pour les pharmaciens ou autres personnes autorisées à vendre ces substances.

ART. 12.

Toute personne désirant faire le commerce en détail d'une ou de plusieurs des substances vénéneuses énumérées dans le second tableau ci-annexé, devra, au préalable, en obtenir l'autorisation du Ministère de l'Intérieur.

Cette autorisation sera accordée sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires, auprès duquel le pétitionnaire devra justifier qu'il sait lire et écrire, qu'il connaît la nature dangereuse des substances vénéneuses dont il se propose de faire le commerce et qu'il peut les distinguer les unes des autres.

La demande d'autorisation devra être accompagnée du certificat d'identité et de bonnes vie et mœurs mentionné à l'art. 1^{er}.

ART. 13.

L'autorisation devra indiquer le local où le vendeur est autorisé à faire son commerce; tout déplacement du dit local devra être

notifié au préalable à l'Administration sanitaire, afin que mention du nouveau local puisse être inscrite sur l'autorisation.

Des autorisations ne seront accordées que pour des locaux situés dans les gouvernorats ou dans les chefs-lieux des moudiriehs ou des markaz.

Le nom du vendeur des substances vénéneuses devra figurer en permanence et d'une façon lisible, en langue européenne et arabe, sur le devant de tout local affecté à son commerce.

ART. 14.

L'autorisation donnera le droit de vendre les substances vénéneuses indiquées pour les besoins industriels ou agricoles, mais non pas au poids médicinal.

ART. 15.

Les ventes des substances vénéneuses ne seront faites qu'à des personnes connues du vendeur ou à des personnes dont l'identité lui sera attestée par des personnes connues de lui.

La vente à des personnes paraissant mineures, est absolument prohibée.

ART. 16.

Toute vente de substances vénéneuses sera inscrite sur un registre spécial coté et paraphé par l'Administration sanitaire. Les inscriptions seront faites sans blancs, lacunes, ni transports en marge, au moment de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la quantité de la substance vénéneuse vendue et l'usage auquel elle est destinée, ainsi que les nom, profession et domicile de l'acheteur. Elles seront attestées par la signature de l'acheteur, ainsi que par celle de la personne qui l'aura présenté, s'il y a lieu, à moins que la vente ne soit faite sur une commande écrite ; dans ce dernier cas la commande sera gardée avec le registre.

ART. 17.

Tout vendeur de substances vénéneuses devra, en outre, tenir un registre dans lequel il inscrira par ordre de date, sans blancs, lacunes, ni transports en marge, tout achat de substances vénéneuses en gros qu'il fera, avec mention de l'espèce et de la quantité de la substance vénéneuse achetée, de la date de l'achat et des nom, profession et domicile du vendeur.

ART. 18.

Toutes les substances vénéneuses en magasin seront renfermées dans un récipient séparé portant le nom de la substance vénéneuse qu'il contient ainsi que le mot « poison » ou son équivalent en langue arabe et en une langue européenne.

ART. 19.

L'arsenic ou ses composés ne sera vendu que mélangé, avec au moins 3 % de son poids, d'indigo ou de suie, à moins qu'il ne soit demandé pour un usage pour lequel ce mélange les rend impropres.

La vente de l'arsenic ou ses composés n'aura lieu qu'à des personnes munies de certificats délivrés par la Police, indiquant la quantité à livrer, l'usage auquel le poison est destiné et les nom, profession et domicile de l'acheteur. Ce certificat sera gardé avec le registre mentionné à l'article 16.

ART. 20.

Aucun aliment ou boisson destiné à la consommation humaine, ne pourra être vendu ou exposé dans les locaux affectés à la vente des substances vénéneuses.

ART. 21.

Les pharmaciens pourront, en se conformant aux dispositions des articles 15 et 16, fournir des substances vénéneuses, pour leurs besoins professionnels, à des médecins, vétérinaires et sages-femmes autorisés à exercer en Egypte ; ils pourront également fournir des substances vénéneuses requises pour des recherches scientifiques.

En dehors des dispositions du présent article, les pharmaciens n'auront pas le droit de vendre des substances vénéneuses autrement qu'au poids médicinal, à moins qu'ils ne soient autorisés comme vendeurs de substances vénéneuses.

ART. 22.

Pour faire le commerce de substances vénéneuses en gros, il faudra obtenir une autorisation spéciale, qui sera accordée par le Ministère de l'Intérieur sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires. Les ventes de substances vénéneuses en gros

ne seront faites qu'à des médecins, vétérinaires et pharmaciens autorisés à exercer en Egypte, à des vendeurs de substances vénéneuses autorisés, conformément au présent Règlement, ou à des Administrations de l'Etat.

Le commerce en gros sera soumis aux dispositions des articles 16 et 17 ; il devra se faire dans des locaux distincts de ceux affectés à celui de la pharmacie ou dans une partie entièrement distincte de l'établissement ; le transfert de substances vénéneuses du magasin en gros à celui du détail devra être inscrit comme s'il s'agissait de la vente de ces substances vénéneuses.

ART. 23.

En dehors des dispositions du présent Règlement, la vente des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé, soit dans leur état naturel, soit mélangées avec d'autres substances, est absolument prohibée.

Toutes les dispositions du présent titre relatives à la vente des substances vénéneuses, seront applicables à leur livraison, même à titre gratuit.

TITRE III.

Dispositions générales.

ART. 24.

Les autorisations accordées seront publiées dans le *Journal Officiel* par le Ministère de l'Intérieur ; une liste en sera conservée à l'Administration sanitaire.

ART. 25.

Tous les registres qui doivent être tenus en vertu du présent Règlement devront être conservés pendant cinq ans au moins à partir de la date de la dernière inscription qui y aura été faite ; ils seront tenus en tout temps à la disposition des délégués de l'Administration sanitaire.

ART. 26.

Les médicaments, drogues ou spécialités, ainsi que les substances vénéneuses vendus aux termes du présent Règlement devront être de bonne qualité ; ils ne seront ni gâtés, ni frelatés ou adultérés.

ART. 27.

Pour s'assurer de l'exécution du présent Règlement, les délégués de l'Administration sanitaire pourront, en tout temps, inspecter

tout local affecté à la pharmacie ou à la vente des substances vénéneuses. Ils pourront également inspecteur les drogueries, en cas de soupçon de vente de substances vénéneuses sans autorisation. Si l'inspection révèle une violation quelconque des dites dispositions, cette violation sera constatée par procès-verbal qui sera transmis au Parquet.

Si les pharmaciens, les vendeurs de substances vénéneuses ou les droguistes sont des étrangers, l'Autorité Consulaire dont ils relèvent sera avisée à l'avance du jour et de l'heure de l'inspection pour qu'elle puisse, si elle le juge opportun, désigner un pharmacien ou un délégué de sa part pour accompagner les délégués de l'Administration dans leur inspection qui aura lieu, en tout cas, aux jour et heure déterminés.

ART. 28.

Toute infraction à l'une quelconque des dispositions du présent Règlement sera punie d'une peine de simple police. Le juge pourra en outre ordonner la confiscation des substances faisant l'objet de la contravention.

La fermeture d'une pharmacie pourra être ordonnée dans le cas où le propriétaire n'aura pas obtenu l'autorisation d'exercer la pharmacie, ou lorsqu'il aura confié la direction de son établissement à une personne non autorisée.

Dans le cas où la contravention est relevée contre un vendeur de substances vénéneuses, la fermeture de l'établissement devra être ordonnée, si le vendeur n'est pas muni de l'autorisation nécessaire en outre, le juge pourra ordonner la fermeture, par mesure exceptionnelle et dans l'intérêt de la santé publique, si la gravité de la contravention est telle qu'elle rende la mesure nécessaire, ou s'il y a récidive de la part du contrevenant.

Les jugements qui ordonneront ou refuseront la fermeture pourront être attaqués par la voie d'appel tant par les parties que par le Ministère public. L'appel se fera par une déclaration au greffe dans le délai de dix jours. Ce délai courra pour les jugements par défaut du jour où l'opposition, telle qu'elle est réglée par les articles 151 du Code d'instruction criminelle indigène et 135 du Code d'instruction criminelle mixte, ne sera plus recevable, et pour les jugements contradictoires ou par défaut sur opposition, du jour de leur prononcé.

L'appel sera porté devant la Cour qui sera saisie à cet effet par le ministère public et qui statuera d'urgence.

ART. 29.

Le Ministère de l'Intérieur pourra, sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires, ajouter au premier tableau ci-annexé toute substance ayant des propriétés vénéneuses ou toxiques qu'il considérerait comme dangereuse ; il pourra de même ajouter au second tableau toute substance vénéneuse qui pourrait être ultérieurement reconnue propre aux besoins de l'industrie ou de l'agriculture. L'indication de ces substances sera publiée trois fois dans le *Journal Officiel*, et 30 jours après la dernière publication, le présent Règlement leur sera de plein droit applicable.

ART. 30.

Dans les localités où il n'existe pas de pharmacies, le Ministère de l'Intérieur pourra accorder, à tout médecin autorisé à exercer sa profession en Egypte, l'autorisation d'y tenir une pharmacie. Les pharmacies ainsi autorisées pourront continuer à fonctionner même après l'ouverture d'une autre pharmacie.

Cette autorisation sera accordée sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires ; elle ne sera valable que pour la localité y indiquée.

Le médecin ainsi autorisé sera soumis à toutes les dispositions du présent Règlement et, en outre, aux conditions spéciales prévues dans l'acte d'autorisation.

ART. 31.

Les dispositions du présent Règlement ne seront pas applicables à des spécialités étrangères, pourvu qu'au moment de leur importation elles soient renfermées dans des enveloppes closes et qu'elles soient vendues sans que leurs enveloppes aient été ouvertes.

Toutefois, le Ministère de l'Intérieur aura le droit, lorsqu'il considère qu'une telle substance est dangereuse et que sa vente doit être contrôlée dans l'intérêt public, de l'ajouter au premier tableau ci-annexé, conformément à l'article précédent. Dès lors, cette substance sera considérée comme un poison et sera soumise aux dispositions y relatives du présent Règlement.

ART. 32.

Quand une poursuite est intentée à la fois contre des étrangers et des indigènes pour une même contravention, la juridiction mixte sera compétente à l'égard de tous les inculpés.

ART. 33.

Les arrêtés du 13 juin 1891, relatifs à l'exercice de la pharmacie civile et au commerce des substances vénéneuses, ainsi que l'arrêté du 21 novembre 1891, sont et demeurent abrogés.

Toute autorisation actuellement en vigueur d'exercer la pharmacie en Egypte, accordée en vertu de l'arrêté du 13 juin 1891, y relatif, sera considérée comme accordée en vertu du présent Règlement et y sera soumise sous tous les rapports.

Tout vendeur de substances vénéneuses déjà autorisé en vertu de l'arrêté du 13 juin 1891, y relatif, sera tenu de se présenter à l'Autorité sanitaire dans les 90 jours qui suivront la publication du présent Décret, pour retirer une nouvelle autorisation; passé ce délai, l'ancienne autorisation deviendra nulle et non avenue.

ART. 34.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Règlement, qui entrera en vigueur trente jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 15 septembre 1904.

Par ordre du Khédive :
H. FAKHRY.

Pour le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
H. FAKHRY.

TABLEAU I.

Des substances vénéneuses.

Acide prussique ou cyanhydrique.

Acide arsénieux et tous les composés arsénicaux.

Composés mercuriels, excepté l'onguent.

Cyanure de potassium et tous les cyanures.

Phosphore.

Hydrate de chloral.

Chloroforme excepté eau chloroformée et liniments à usage externe.

Huile ou essence de rue ou de sabine.

Cantharides et dérivés (teinture, extrait).

Tartre stibié et oxyde d'antimoine.

Créosote, huile de croton tiglium.

Seigle ergoté, ergotine.

Coque du Levant, picrotoxine.

Glucosides toxiques tels que digitaline et strophanthine.

Curare.

Aconit.

Belladone.

Jusquiame.

Datura.

Ciguë

Noix vomique.

Fèves de Saint-Ignace.

Fausse Augusture.

Strophantus.

Racines d'Hydrastis Berberis.

Racines de Veratrine (Cevadile)

Opium et dérivés, laudanums.

et dérivés tels que teintures
ou extraits.

Tous les alcaloïdes en général excepté quinine et toutes substances inscrites dans une pharmacopée avec une dose maximum inférieure ou égale à un gramme.

En outre, les substances mentionnées au tableau 2.

TABLEAU II.

Des substances vénéneuses d'usage industriel ou agricole.

Acide arsénieux et tous les composés arsénieux.

Composés mercuriels, excepté le sulfure.

Cyanure de potassium et tous les cyanures, excepté le ferro-cyanure de potassium.

Phosphore blanc ou produits contenant du phosphore blanc.

Chloroforme.

Composés d'antimoine, excepté le sulfure.

Tous les fluorures, excepté le fluorure de calcium,

Acide picrique.

Extrait ou jus de tabac.

Sels de Baryte, exceptés le sulfate.

Sels de zinc solubles.

Sels de plomb solubles.

Sels de cuivre solubles, excepté le sulfate.

Acide oxalique.

CONVENTION

du 19 juin 1892, intervenue entre la Municipalité et la Direction Générale des Services sanitaires, relative au Service de désinfection.

Nota. — *Cette Convention, approuvée par la Commission Municipale dans sa séance du 15 juin 1892, est antérieure au transfert de l'Inspection Sanitaire à la Municipalité.*

Entre les soussignés, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Municipalité d'Alexandrie se propose de construire un bâtiment nécessaire à l'installation de l'étuve à désinfection qu'elle compte y placer pour le service de la Ville.

Ce bâtiment sera élevé dans le terrain de l'Hôpital du Gouvernement Egyptien, sur l'emplacement qui sera désigné à cet effet par la direction générale des Services sanitaires et l'étuve y sera installée aux clauses et conditions ci-après énoncées.

ART. 2.

La Municipalité supportera tous les frais de construction du bâtiment ainsi que ceux d'installation de l'appareil.

Elle prendra également à sa charge toutes les dépenses pour le fonctionnement du service de désinfection. Elle assume l'entretien du personnel, les frais pour le service du transport des charrettes, du charbon, des produits chimiques, etc.

Aucune taxe n'est exigée pour la désinfection, les désinfections devant être faites gratuitement dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 3.

D'autre part, les charges mises sur le compte de l'Administration sanitaire, sont la direction et la surveillance générale technique et

scientifique de la désinfection et la prestation des services gratuits du Chauffeur de l'Hôpital Indigène du Gouvernement Egyptien.

Le Médecin en Chef de l'Hôpital du Gouvernement Egyptien, ou son remplaçant, est désigné pour prendre, à titre gratuit, la direction du Service de la désinfection, la surveillance de son fonctionnement ainsi que du personnel requis.

Le Chauffeur de l'Hôpital Indigène prêtera ses services gratuits, *sans faire du tort à son service actuel*, pour chauffer l'étuve, la faire marcher et la tenir en bon état.

ART. 4.

En échange de cette surveillance et de ces soins, la Municipalité autorise le Médecin en Chef de l'Hôpital du Gouvernement Egyptien à se servir de l'étuve, ainsi installée, pour les besoins particuliers de l'Hôpital.

Il est toutefois bien entendu que cette faculté ne lui est accordée que sous réserve de la priorité du service de la Ville et à la condition que l'Hôpital fasse ses propres désinfections à ses frais, pour ce qui concerne le charbon, les désinfectants, etc., etc.

ART. 5.

Dans le cas où, pour un motif quelconque, la Direction Générale des Services sanitaires voudrait résilier la présente convention, elle ne pourra le faire qu'à la condition de rembourser à la Municipalité ses débours pour la construction du dit bâtiment, ainsi que le prix de l'appareil.

Ces débours sont évalués, pour le moment, approximativement à une somme de £ 400, somme qui sera définitivement fixée à la fin des travaux et indiquée à M. le Médecin en Chef par la Municipalité.

Fait en double original, un pour chacune des parties.

Le Directeur Général des Services sanitaires,

(Signé) J. G. ROGERS.

Le Directeur Général de la Municipalité,

(Signé) J. G. CHAKOUR.

**TRANSFERT DE L'INSPECTION SANITAIRE
A LA MUNICIPALITÉ**

MINISTRY OF INTERIOR

SANITARY DEPARTMENT

Le Caire, le 31 juillet 1892

N° 1474 D.

*Monsieur le Directeur Général
de la Municipalité d'Alexandrie.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

M. le Directeur Général de l'Administration des Services sanitaires, m'ayant informé qu'il avait discuté avec vous la question du transfert du Service sanitaire de la Ville d'Alexandrie, à partir du 1^{er} janvier 1893, conformément à l'article 15 § 6 du Décret du 5 juin 1890, je proposerai ce qui suit comme conditions à ce transfert ;

1° La Municipalité sera responsable à l'avenir de tous les services remplis jusqu'à présent par l'Administration sanitaire, à l'exception de ce qui suit :

- a) De l'Hôpital du Gouvernement ;
- b) Du Service médical de la Police.

Pour ceux-ci, les mêmes prévisions seront faites comme par le passé par l'Administration sanitaire.

2° Un transfert de L.E. 2.000 sera fait du Budget de l'Administration sanitaire à celui de la Municipalité.

3° Comme le Service important de la vaccination et de l'enregistrement des naissances et décès incombera à l'avenir à la Municipalité, tous les états fournis jusqu'ici au Département sanitaire de ce Ministère, par les agents du dit Département à Alexandrie, devront continuer à être fournis à l'avenir, aux dates fixées, par les Agents sanitaires de la Municipalité.

4° Tous les rapports et déclarations concernant les maladies infectieuses seront également transmis comme par le passé, et dans le cas d'existence de toute maladie infectieuse, contagieuse, ou épidémique, celle-ci devra être signalée immédiatement à l'Administration sanitaire par les agents sanitaires de la Municipalité.

5° Tous les projets de règlements sanitaires proposés par les agents sanitaires de la Municipalité devront, avant d'être soumis à l'examen, être approuvés par le Département sanitaire de ce Ministère.

En dernier lieu, je vous ferai remarquer que bien que le transfert du service sanitaire d'Alexandrie à la Municipalité aurait eu lieu, le Département sanitaire de ce Ministère aurait le droit de faire toute enquête ou inspection dans la Ville d'Alexandrie, qu'il jugerait nécessaire dans l'intérêt de la santé publique.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
A. CHOUCRY.

Nota. — La Commission Municipale a accepté ce transfert dans sa séance du 17 août 1892.

MESURES CONCERNANT LES ÉPIDÉMIES

ARRÊTÉ

du 1^{er} juillet 1893, du Président de la Commission Municipale, concernant l'application par la Délégation, des mesures prévues par l'Arrêté Ministériel du 18 juin 1893 (1).

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les art. 15 § 6 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 28 juin 1893 approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur,

ARRÊTE :

L'Arrêté Ministériel du 18 juin 1893 (2) concernant les mesures à prendre en prévision d'une invasion du choléra sera appliquée et exécutée dans la ville d'Alexandrie et sa banlieue par les soins de la Délégation Municipale, laquelle pourra s'adjoindre à cet effet, les personnes dont le concours lui paraîtra utile et former des sous-comités dans les différents quartiers.

Alexandrie, le 1^{er} juillet 1893.

(1) Cet arrêté a été approuvé par lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur du 1^{er} juillet 1893, confirmée par lettre du 18 octobre 1903.

(2) Cet arrêté du 18 juin 1893 a été remplacé par celui du 11 mai 1895.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 11 mai 1895, concernant les mesures prophylactiques à prendre en vue de prévenir l'apparition de maladies épidémiques (1).

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Considérant qu'il est de toute nécessité dans l'intérêt général de prendre des mesures en vue de prévenir l'apparition de maladies épidémiques ou contagieuses,

ARRÊTE :

Mesures permanentes.

ARTICLE PREMIER

Il est institué dans chaque moudirieh, gouvernorat et chef-lieu (markaz), une Commission sanitaire composée comme suit : (2).

Pour les moudiriehs :

Du moudir, comme président,
Du commandant de la police,
De l'inspecteur sanitaire,
De l'ingénieur du tanzim,
Du médecin de l'hôpital,
De l'agent des Wakfs,
De deux notables désignés par le moudir.

Pour les districts :

Du mamour, comme président,
De l'officier de la police,
De l'inspecteur sanitaire du district,
De deux notables désignés par le mamour.

(1) Voir arrêté du Ministre de l'Intérieur du 2 août 1902.

(2) Cette Commission sanitaire, pour la ville d'Alexandrie, est la Délégation Municipale conformément à l'arrêté du 1^{er} juillet 1893.

Pour le gouvernorat du Caire :

Du gouverneur, comme président,
Du sous-directeur de l'Administration sanitaire, comme vice-président,
Du commandant de la police,
De l'inspecteur vétérinaire en chef de l'Administration sanitaire,
De l'inspecteur sanitaire de la ville,
D'un délégué du Ministère des travaux publics,
D'un délégué de l'Administration des wakfs.

Pour les autres Gouvernorats (à l'exception de celui d'Alexandrie) :

Du gouverneur, comme président,
De l'inspecteur sanitaire de la ville,
Du médecin de l'hôpital,
Du commandant de la police,
De l'ingénieur du tanzim,
De l'agent des Wakfs,

Ces Commissions veilleront à ce que toutes les prescriptions ci-dessous et celles des règlements en vigueur en matière d'hygiène soient rigoureusement observées.

Elles remplaceront les Commissions consultatives d'hygiène instituées par l'arrêté du 16 avril 1887.

ART. 2.

Toute construction, rabeḥ ou okelle, appartenant soit aux Wakfs, soit au Beit-el-Mal, soit aux particuliers, devra être badigeonnée à la chaux à l'intérieur, au moins une fois par an.

Les fosses des dites constructions devront être vidées et désinfectées au moins une fois par an ; toutefois, la Commission sanitaire aura le droit de prescrire, en cas de nécessité, de vider et désinfecter plus fréquemment ces fosses.

En cas de retard dans l'exécution de l'ordre de vider et désinfecter les fosses, la Commission sanitaire fera exécuter elle-même ce travail aux frais du propriétaire, conformément à l'Arrêté Ministériel du 31 juillet 1887.

ART. 3.

Les latrines des mosquées, zawiehs et bains publics, devront être badigeonnées à l'intérieur au moins une fois par an.

Les fosses de ces latrines devront être également vidées et désinfectées au lait de chaux au moins une fois par an.

L'eau des Médahs et Maghtas sera renouvelée au moins deux fois par semaine.

Les dites obligations incombent à l'Administration des Wakfs ou au préposé, si la mosquée appartient à des particuliers.

En cas de contravention pour ce qui concerne les latrines, celles-ci seront fermées par ordre de l'Administration sanitaire, aux termes du Décret en date du 9 novembre 1892, après en avoir référé au Ministère de l'intérieur.

Et pour ce qui concerne la vidange et la désinfection des fosses, la Commission sanitaire fera exécuter elle-même ce travail comme à l'article précédent.

ART. 4.

Tous les égouts des latrines qui communiquent avec le Nil ou les canaux, ou qui se déversent dans les birkets, devront être fermés après avoir été examinés par la Commission sanitaire qui en référera au Ministère de l'intérieur.

Un délai sera accordé, après lequel la Commission sanitaire pourvoira elle-même à leur fermeture aux frais du propriétaire.

Il est rigoureusement défendu de rouvrir des égouts qui ont été déjà fermés suivant les indications de la Commission sanitaire.

ART. 5.

L'eau des puits déclarés suspects sera envoyée par la Commission sanitaire à l'Administration sanitaire, aux fins d'analyse ; si elle est trouvée impropre à l'alimentation, les puits seront fermés par les soins de la Commission et aux frais du propriétaire.

ART. 6.

La Commission sanitaire prendra, pour chaque localité, les mesures nécessaires en vue de prévenir la pollution de l'eau destinée à l'alimentation, telles que :

Défense de déposer des immondices sur les berges du Nil ou d'un canal ;

Défense de laver du linge ou de faire baigner des animaux, aux mêmes endroits où l'eau pour l'alimentation est puisée.

A cet effet, la Commission sanitaire, désignera, dans chaque localité, les endroits où il sera permis de puiser de l'eau pour l'alimentation et ceux pour laver du linge et baigner les animaux.

ART. 7.

Une stricte surveillance sera exercée dans les marchés, notamment sur la qualité des comestibles mis en vente.

On procédera à la saisie et à la destruction des poissons et des viandes gâtées et des marchandises avariées.

*Mesures exceptionnelles applicables en cas de nécessité
par ordre du Ministère de l'intérieur.*

ART. 8.

Toute construction, rabeh ou okelle appartenant soit aux Wakfs, soit au Beit-el-Mal, soit aux particuliers, devra être immédiatement badigeonnée à la chaux à l'intérieur.

Les fosses des dites constructions devront être vidées et désinfectées ; les latrines devront être désinfectées tous les jours.

Ces prescriptions sont applicables aux échèches et autres habitations jugées malsaines par la Commission sanitaire, qui aura, en outre, le droit de prescrire les mesures nécessaires en vue de remédier à leur mauvaise condition, après en avoir référé au Ministère de l'intérieur.

En cas de retard dans l'exécution des obligations ci-dessus mentionnées, la Commission sanitaire y fera procéder elle-même aux frais du propriétaire, s'il s'agit d'échèches, cabanes ou baraques, ou du locataire, s'il s'agit d'habitations autres qu'échèches, cabanes ou baraques.

ART. 9.

Les latrines des mosquées devront être aussi immédiatement badigeonnées à l'intérieur et vidées.

Leur désinfection journalière au lait de chaux sera faite par ordre de l'Administration sanitaire.

L'eau des Médahs sera renouvelée au moins trois fois par semaine.

Les dites obligations incombent à l'Administration des Wakfs, ou au préposé si la mosquée appartient à des particuliers.

En cas de contravention pour ce qui concerne les latrines, celles-ci seront fermées par ordre de l'Administration sanitaire, aux termes du Décret en date du 9 novembre 1892, après en avoir référé au Ministère de l'intérieur.

Et pour ce qui concerne la vidange et la désinfection des fosses, la Commission sanitaire fera exécuter, elle-même, ce travail aux frais du propriétaire.

ART. 10.

Tous les égouts qui seront trouvés communiquant avec le Nil ou les canaux, ou qui se déversent dans les birkets, devront être immédiatement fermés, suivant les indications de la Commission sanitaire.

En cas de retard, la Commission sanitaire pourvoira elle-même à leur fermeture, aux frais du propriétaire.

ART. 11.

Il est formellement interdit aux propriétaires de bains publics de se servir des balayures provenant des rues ou des maisons, pour le chauffage.

En cas de contravention, l'Administration sanitaire pourra ordonner et faire exécuter la fermeture de ces bains, après en avoir référé au Ministère de l'intérieur.

ART. 12.

Tout médecin, pharmacien, barbier ou sage-femme sera tenu de dénoncer immédiatement au bureau sanitaire le plus rapproché, les cas de maladies suspectes qui viendront à sa connaissance.

ART. 13.

En ce qui concerne les établissements insalubres existant dans les villes, la Commission sanitaire pourra prescrire toutes les mesures nécessaires et même en ordonner la fermeture, après en avoir référé au Ministre de l'intérieur.

Dispositions générales.

ART. 14.

Les contraventions à l'une des dispositions qui précèdent, seront punies d'une amende de 50 et 100 P. T. ou d'un emprisonnement de deux jours à une semaine.

ART. 15.

Tous les frais que la Commission sanitaire devra faire en cas d'inexécution de la part des intéressés, ainsi que les amendes, seront recouvrés conformément au Décret du 25 mars 1880.

ART. 16.

En cas d'apparition du choléra dans le pays, des mesures spéciales seront édictées.

ART. 17.

Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au Caire, le 11 mai 1895.

Le Ministre de l'Intérieur,
N. NUBAR.

N.B. — La Cour d'appel mixte, dans son Assemblée générale du 15 janvier 1900, a approuvé l'application aussi bien aux étrangers qu'aux indigènes, des dispositions édictées par l'arrêté ci-dessus.

ARRÊTÉ

du Ministre de l'Intérieur, du 30 juin 1895, interdisant la pêche des huîtres du 1^{er} mai au 1^{er} septembre de chaque année.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les art. 351 du Code Pénal indigène et 340 du Code Pénal mixte ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel mixte en date du 20 juin 1895 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La pêche des huîtres dans les eaux égyptiennes et leur vente dans toute l'Egypte sont interdites du 1^{er} mai au 1^{er} septembre de chaque année.

ART. 2.

Toute personne contrevenant à la disposition qui précède sera passible d'une amende de 20 à 100 P.E. et de 24 heures à une semaine d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les circonstances atténuantes sont toujours applicables.

ART. 3.

Toute contravention sera constatée par procès-verbal dressé par un agent de l'Autorité administrative.

La matière qui aura formé l'objet de la contravention ou qui aura servi pour l'accomplir sera saisie et retenue aux risques et aux frais du propriétaire.

La restitution n'aura lieu que contre paiement des amendes réglementaires, des frais de gardiennage et de conservation des objets saisis.

Si les objets saisis ne sont pas réclamés dans les 60 jours à partir de la saisie, ils seront vendus par voie d'enchères ou sans formalités si cela est jugé convenable.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur un mois après sa publication dans le *Journal Officiel*.

ART. 5.

Les Gouverneurs et les Moudirs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Le Caire, le 30 juin 1895.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
J. NAGUIB.

ARRÊTÉ

du 30 mai 1896, du Ministre de l'Intérieur, déterminant
diverses mesures prophylactiques.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté du 17 octobre 1895, prescrivant les mesures prophylactiques à prendre en vue de combattre le choléra ;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Administration des Services sanitaires ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les mesures complémentaires suivantes seront applicables dans toute moudirieh ou gouvernorat déclaré infecté de choléra par arrêté ministériel :

1° Fermeture des médahs et maghtas de toutes les mosquées. Ces médahs seront vidées et maintenues à sec. Dans les mosquées pourvues de robinets, les maghtas seules seront fermées.

2° Les sahrigs et sybils reconnues dangereuses, seront vidées et mises à sec.

3° Les bains publics reconnus dangereux seront fermés.

ART. 2.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende de 50 à 100 P.T. ou d'un emprisonnement de deux jours à une semaine.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa promulgation au *Journal Officiel*

Fait au Caire, le 30 mai 1896.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

DÉCRET

du 27 mai 1899, relatif à la prophylaxie de la peste et du choléra.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Considérant qu'il est de toute nécessité, dans l'intérêt général, de combattre et d'enrayer, quand ils apparaissent dans le pays, la peste et le choléra ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte en date du 22 mai 1899, prise en conformité du Décret du 31 janvier 1889,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Dès qu'une ville ou village ou quartier d'une ville est déclaré, par l'Administration générale des Services sanitaires, infecté par la peste ou le choléra, les Autorités sanitaires ont le droit de procéder à une inspection dans toute maison ou logement pour s'assurer si des cas des dites maladies s'y trouvent cachés. Les personnes qui se trouvent dans la maison ou logement sont tenues de faciliter cette inspection.

Lorsqu'il s'agira d'entrer dans le domicile d'un étranger ou d'exécuter l'une quelconque des mesures prescrites par les articles qui suivent, l'Autorité sanitaire donnera avis préalable de l'heure de la visite au consulat dont il relève, pour le mettre à même d'y assister s'il le croit opportun.

S'il n'existe aucun représentant de l'autorité consulaire dans la ville ou village où le cas se produit, et s'il y a péril en la demeure, la visite pourra avoir lieu d'urgence, sauf à en avertir immédiatement l'autorité consulaire.

ART. 2.

Toute personne trouvée atteinte d'une des dites maladies contagieuses, dans des conditions ne permettant pas un isolement

efficace, sera transportée à l'ambulance installée pour le traitement des maladies contagieuses, à moins que le médecin sanitaire ne constate que le malade est dans ses derniers moments et que le transport lui serait nuisible.

ART. 3.

Si le malade est soigné à domicile, l'Autorité sanitaire prendra les mesures nécessaires pour l'isoler, ainsi que son entourage, des autres habitants de la maison, et exercera, à cet effet, une stricte surveillance.

ART. 4.

Si les Autorités sanitaires jugent utile d'isoler pour un certain temps, sous des tentes ou abris séparés des habitations, les parents ou proches d'une personne atteinte d'une des dites maladies contagieuses, ces personnes devront se soumettre à cette mesure, sans aucune opposition.

ART. 5.

Il est formellement interdit de déplacer une personne atteinte d'une des dites maladies contagieuses d'un village à un autre, ou d'une maison à une autre, ou de concourir directement ou indirectement au déplacement.

ART. 6.

Les habitants d'une maison dans laquelle se serait produit un cas d'une des dites maladies contagieuses, sont tenus de faire désinfecter toutes les chambres, locaux, literies, linge, vêtements, qui, de l'avis des Autorités sanitaires, doivent être désinfectés.

La désinfection sera faite sous la surveillance des agents de l'Autorité sanitaire, laquelle, en cas de retard ou de négligence de ceux qui y sont obligés, pourra elle-même faire procéder à la désinfection pour leur compte et à leurs frais.

Pour les pauvres, la désinfection est faite gratuitement par les soins de l'Autorité sanitaire.

ART. 7.

Dans le cas de décès à la suite d'une des dites maladies contagieuses dans une maison, toutes les précautions de désinfection ordonnées par les Autorités sanitaires pour le cadavre, seront immédiatement prises sous la surveillance des agents de l'Autorité

sanitaire, laquelle, en cas de retard ou de négligence, pourra elle-même faire procéder à la désinfection pour le compte et aux frais des membres de la famille à ce obligés.

ART. 8.

Les habitants d'une maison où se produit un cas des dites maladies contagieuses, les voisins et tous ceux qui viendraient à en avoir connaissance, sont tenus de le dénoncer sans retard à l'Autorité sanitaire la plus proche.

ART. 9.

Les agents de police veilleront à ce qu'aucun rassemblement de parents, d'amis ou de connaissances n'ait lieu dans l'intérieur des maisons infectées, et pourront intervenir pour les faire éloigner.

ART. 10.

Toute infraction à l'une quelconque des dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de vingt-quatre heures à une semaine, ou d'une amende de 5 à 100 P.T., ou des deux peines conjointement.

ART. 11.

Les dispositions des Décrets et arrêtés en vigueur en la matière continueront à être applicables, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent Décret.

ART. 12.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur immédiatement après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au palais de Ras-el-Tin, le 27 mai 1899 (17 Moharrem 1317).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

ARRÊTÉ

du 23 mai 1901, du Ministre de l'Intérieur, relatif à la désinfection des maisons et logements à Alexandrie en temps d'épidémie.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté du 11 mai 1895 concernant les mesures prophylactiques à prendre en vue de prévenir l'apparition des maladies épidémiques et contagieuses ;

Vu le Décret du 27 mai 1899 concernant les mesures à prendre en cas d'apparition, dans le pays, de la peste et du choléra ;

Considérant que des cas isolés de peste ont été constatés dans la ville d'Alexandrie : qu'il y a lieu, par conséquent, d'appliquer dans la dite ville, des mesures complémentaires en dehors de celles prévues dans l'arrêté et dans le Décret sus-visés, et d'en assurer l'exécution ;

Sur la proposition du Directeur Général des Services sanitaires :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'Inspecteur général des Services sanitaires de la Municipalité d'Alexandrie est autorisé à faire procéder, par des agents à ce destinés, à la désinfection de toutes les maisons ou logements qu'il jugera nécessaire dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 2.

En cas de refus ou de résistance de la part des personnes habitant la maison ou l'appartement, l'agent chargé de la désinfection devra porter le fait à la connaissance du médecin du quartier, qui se rendra sur les lieux et fera procéder en sa présence et sous sa surveillance ininterrompue, à l'ouverture de la porte ou des portes, par la force au besoin, et aux opérations de la désinfection, en dressant du tout procès-verbal.

ART. 3.

En cas d'absence des personnes habitant la maison ou l'appartement, il ne sera procédé à l'ouverture qu'après en avoir averti le bureau de police.

ART. 4.

Le Gouverneur d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation au *Journal Officiel*.

Le Caire, le 23 mai 1901.

Le Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

ARRÊTÉ

du 26 juin 1901, relatif à la désinfection des maisons.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté du 11 mai 1895 concernant les mesures prophylactiques à prendre en vue de prévenir l'apparition des maladies épidémiques et contagieuses ;

Vu le Décret du 27 mai 1899 concernant les mesures à prendre en cas d'apparition, dans le pays, de la peste et du choléra ;

Vu l'arrêté du 23 mai 1901 concernant la ville d'Alexandrie ;

Considérant que des cas isolés de peste ont été constatés dans différentes villes d'Egypte ; qu'il importe de permettre à l'Autorité sanitaire de prendre les mesures autorisées par le susdit arrêté du 23 mai 1901 dans toutes les villes ou dans tous les villages où des cas de peste seront constatés par l'Administration des Services sanitaires ;

Sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les inspecteurs des Services sanitaires sont autorisés à faire procéder, par leurs agents, à la désinfection de toutes les maisons ou logements, lorsqu'ils le jugeront nécessaire dans l'intérêt de la santé publique, dans les villes ou villages où des cas de peste seront constatés par l'Administration des Services sanitaires.

ART. 2.

En cas de refus ou de résistance de la part des personnes habitant la maison ou l'appartement, l'agent chargé de la désinfection devra porter le fait à la connaissance du médecin de la localité, qui se rendra sur les lieux et fera procéder en sa présence et sous sa surveillance ininterrompue à l'ouverture de la porte ou des portes,

par la force au besoin, et aux opérations de la désinfection, en dressant du tout procès-verbal.

ART. 3.

En cas d'absence des personnes habitant la maison ou l'appartement, il ne sera procédé à l'ouverture qu'après en avoir averti le bureau de police.

ART. 4.

Les Moudirs et Gouverneurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation à l'*Officiel*.

Le Caire, le 26 juin 1901.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

COMMERCE DES CHIFFONS

ARRÊTÉ

du 16 juillet 1888, du Gouverneur d'Alexandrie, assignant un lieu de dépôt pour les Os, Cornes, et Chiffons.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 10 du Code Civil, 331 et 340 du Code Pénal, pour les Tribunaux Mixtes, 341 et 351 de ce même Code, pour les Tribunaux Indigènes ;

Sur l'avis conforme de l'Inspectorat sanitaire d'Alexandrie et après approbation du Ministère de l'Intérieur ;

Considérant qu'il est nécessaire, dans un intérêt d'ordre et de salubrité publique, qu'un lieu de dépôt spécial soit assigné pour les os, cornes et chiffons qui font l'objet d'un commerce à Alexandrie ;

Que le lieu de dépôt déjà affecté par l'Administration sanitaire aux cuirs et peaux d'animaux convient également, par sa situation sur le bord de la mer, au dépôt des cornes, os et chiffons,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il ne pourra être établi, soit dans l'intérieur de la ville ou à proximité de ses limites extérieures soit aux approches de la voie du chemin de fer de Ramleh ou de l'abattoir, aucun dépôt de cornes, os et chiffons, sans une autorisation spéciale du Gouvernorat, délivrée après avis de l'Administration sanitaire,

ART. 2.

Toute personne ayant actuellement un dépôt de cette nature, devra se pourvoir de l'autorisation visée à l'article précédent et, au cas où cette autorisation serait refusée par l'Administration, se conformer aux dispositions de l'article suivant.

ART. 3.

Tous les propriétaires ou détenteurs à quelque titre que ce soit, de cornes, os ou chiffons, quel que soit le lieu où se trouvent actuellement ces matières, sont tenus de les transporter et déposer au lieu déjà affecté aux cuirs et peaux d'animaux, situé sur le bord de la mer (au Lazaret).

ART. 4.

Toute contravention au présent arrêté sera punie des peines de simple police prévues par les articles 331 et 340 du Code Pénal pour les Tribunaux Mixtes, et 341 et 351 de ce même Code pour les Tribunaux Indigènes.

ART. 5.

Le présent arrêté sera exécutoire à dater du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 16 juillet 1888.

Signé : OSMAN ORPHI.

ARRÊTÉ

**du 12 février 1891, du Président de la Commission Municipale
relatif aux dépôts de Cornes et Chiffons (1).**

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15, paragraphe 6, et 23 du Décret organique du 5 janvier 1890 ;

Vu les délibérations prises par la Commission Municipale les 1^{er} octobre 1890 et 14 janvier 1891, ainsi que par la Délégation le 30 décembre 1890 ;

Vu les rapports faits à la Commission par S.E. Varenhorst Pacha, inspecteur du Service sanitaire.

Vu l'approbation donnée le 3 février 1891 (N° 4908) par S. E. le Ministre de l'Intérieur au projet d'arrêté reproduit ci-dessous dans sa forme définitive,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'art. 3 de l'arrêté du Gouverneur d'Alexandrie du 16 juillet 1888, relatif aux dépôts de cornes et des chiffons (1) sont abrogées en tant qu'elles s'appliquent aux usines de pressage de chiffons établies à Minet-el-Bassal et à Minet-el-Charagua.

ART. 2.

La tolérance dont jouiront ces établissements ne préjugera en rien les mesures extraordinaires qui seraient prises à leur égard si la ville était menacée d'une épidémie, ainsi que le mode d'inspection ou de surveillance qui pourrait ultérieurement leur être appliqué.

(1) Voir règlement général sur les chiffons du 28 avril 1897.

ART. 3.

Il est accordé aux propriétaires de ces usines un délai de 30 jours, à dater de la publication du présent arrêté, pour se munir de l'autorisation prescrite par les art. 1 et 2 de l'arrêté du 16 juillet 1888.

ART. 4.

Les autorisations visées par l'arrêté du 16 juillet 1888, seront dorénavant délivrées par le Président de la Commission Municipale de l'avis conforme de la Délégation et du Conseil sanitaire.

ART. 5.

Le présent arrêté sera exécutoire cinq jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 12 février 1891.

Le Président,

OSMAN ORPHI.

RÈGLEMENT

sur le commerce des chiffons dans la ville d'Alexandrie, arrêté
par la Commission Municipale le 28 avril 1897 ⁽¹⁾.

CHAPITRE I.

Importation de chiffons de l'intérieur du pays à Alexandrie
Circulation des chiffons en ville.

ARTICLE PREMIER.

Les chiffons provenant de l'intérieur du pays seront transportés directement, sans aucun stationnement intermédiaire, aux magasins des exportateurs ou fabricants de papier, etc., dûment autorisés. En cas de menace d'une épidémie, l'entrée de ces chiffons peut être interdite.

ART. 2.

Le transport jusqu'au magasin doit se faire en sacs, en barils ou filets serrés, de manière à empêcher tout éparpillement des chiffons. S'ils sont mis en filets, les véhicules les transportant devront être couverts de toile d'emballage ou de bâches. Les chiffons sans emballage ou en vrac ne seront pas admis en ville.

Si les chiffons arrivent par barque, les raïs devront veiller à ce qu'ils ne trempent pas dans le canal dont ils pourraient contaminer les eaux.

ART. 3.

Les postes de l'octroi recevront l'ordre d'exécuter les mesures ci-dessus indiquées et de refuser nettement l'entrée aux transports qui ne sont pas conformes aux prescriptions de ce règlement.

(1) voir addition ; arrêté du 30 Juin 1901. Voir également Décret du 10 Mars 1906.

CHAPITRE II.

Ramassage de chiffons en ville.

ART. 4.

Il est interdit au public d'entrer dans les dépôts municipaux de balayures, établis par le service de l'entretien à Moharrem Bey, au Gabarri ou dans tout autre endroit, pour rechercher des chiffons. Le Service de l'Entretien surveillera l'exécution de cette mesure.

ART. 5.

Les immondices strictement nécessaires au chauffage des bains publics pourront être fournies aux propriétaires ou locataires de ces établissements, à moins qu'ils ne négligent de se conformer aux instructions qui leur seraient données, au point de vue de l'hygiène, pour la tenue de ces bains, par l'Inspecteur Sanitaire.

Dans ce cas, la fourniture des immondices cessera immédiatement.

En cas de menace d'une épidémie, toute fourniture de balayures aux bains publics sera suspendue sur le champ (voir l'art. 11 de l'arrêté ministériel du 9 Mai 1895).

Il est interdit aux propriétaires ou locataires de ces établissements de faire ramasser, pour leur propre compte, des immondices sur la voie publique.

ART. 6.

Le triage des chiffons dans les bains et leur vente en ville, soit par les domestiques de ces bains, soit par le public qui y entre, sont formellement interdits.

Les propriétaires ou locataires des bains seront responsables de l'exécution de cette mesure.

CHAPITRE III.

Emmagasinage des chiffons dans les petits dépôts.

ART. 7.

Les propriétaires ou locataires de dépôts des chiffons, doivent être munis d'une autorisation spéciale et seront sous la surveillance permanente des Services sanitaires municipaux.

ART. 8.

Cette permission pourra être suspendue, sans aucun délai ou préavis, en cas de menace d'une épidémie.

ART. 9.

Les dépôts des chiffons ne seront ouverts au public que pendant la journée.

ART. 10.

Les dépôts de chiffons ne pourront être installés que dans des rez-de-chaussée et ne devront pas communiquer avec les maisons d'habitation ou appartements.

ART. 11.

Le sol de ces dépôts doit être construit en dalles de pierre, en asphalte, en ciment ou en tous autres matériaux approuvés par les Services sanitaires.

ART. 12.

Les dépôts de chiffons doivent avoir au moins deux compartiments distincts ; l'endroit où se fait le triage doit être séparé du compartiment qui sert de dépôt. Dans ce dernier compartiment, les chiffons ne peuvent se trouver que sous un emballage suffisant, comme il est indiqué à l'art. 2. L'éparpillement des chiffons sur le sol du dépôt est également défendu. Le triage ne peut se faire que dans le compartiment qui y est spécialement affecté.

ART. 13.

L'étalage des chiffons sur la voie publique, soit pour les sécher, soit dans tout autre but, est rigoureusement interdit. Les chiffons trouvés sur la voie publique seront saisis et détruits, sans aucune indemnité pour leur propriétaire qui sera d'ailleurs mis en contravention.

ART. 14.

En vue d'effectuer les améliorations techniques exigées ci-dessus pour les dépôts de chiffons, il sera accordé, aux propriétaires des dépôts existants actuellement en ville, un délai de 60 jours, à partir de la publication du présent règlement au *Journal Officiel*. Ce délai expiré, tout dépôt qui ne sera pas conformé aux prescriptions susdites, sera fermé immédiatement.

CHAPITRE IV.

Magasins d'exportation et pressage des chiffons.

ART. 15.

Les chiffons ne peuvent être transportés des dépôts aux magasins et presses des exportateurs, que sous un emballage suffisant comme il est indiqué à l'art. 2 de ce règlement.

ART. 16.

L'ouverture des sacs, barils etc., remplis des chiffons, ne peut avoir lieu que dans l'intérieur des magasins : elle est absolument interdite sur la voie publique.

ART. 17.

Les propriétaires ou exploitants des magasins pour l'exportation, sont soumis aux art. 7, 8, 10, 11, 13 et 14 du présent règlement ; le triage doit également se faire dans un local séparé.

ART. 18.

Les chiffons, une fois entrés dans les magasins d'exportation, ne peuvent plus circuler en ville si ce n'est en balles pressées, ou s'ils sont, tout au moins, entièrement enveloppés de toile d'emballage.

ART. 19.

Les propriétaires ou exploitants des presses, sont tenus d'éloigner, d'une manière suffisamment rapide, la poussière qui est soulevée par la manipulation des chiffons à l'aide d'un système de ventilation établi selon les règles générales de l'hygiène.

ART. 20.

Les propriétaires ou exploitants des presses de chiffons seront tenus de mettre, à la disposition des leurs ouvriers, les locaux et ustensiles nécessaires, pour qu'ils puissent se nettoyer après le travail. Ils devront leur fournir l'eau et le savon gratuitement et en quantité suffisante.

CHAPTIRE V.

Dispositions générales.

ART. 21.

En cas de menace d'une épidémie, le commerce, transport et manipulation des chiffons pourront être suspendus, sans aucun délai ou préavis, par l'Autorité sanitaire.

ART. 22.

Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera punie, conformément aux art. 331 du code pénal mixte et 341 du code pénal indigène, sans préjudice de la fermeture ou de la suppression de l'établissement à ordonner par le juge, s'il y a lieu.

ART. 23.

Les contraventions pourront être constatées par l'Inspecteur sanitaire, les médecins des quartiers, les officiers ou les agents de la Police.

ART. 24.

Le présent règlement entrera en vigueur 30 jours après sa publication au *Journal Officiel*, sous réserve du délai fixé à l'art. 14.

ARRÊTÉ

du 30 juin 1901, du Président de la Commission Municipale,
portant addition au Règlement sur les Chiffons.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'arrêté municipal du 19 janvier 1898 relatif au commerce des chiffons :

Vu la délibération de cette Assemblée, en date du 12 juin 1901, approuvée par Son Excellence le Ministre de l'Intérieur.

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890.

ARRÊTE :

Il est ajouté à l'article 15 de l'Arrêté précité la clause additionnelle suivante :

En cas de suspension du commerce des chiffons, prévue à l'article 21 de l'arrêté du 19 janvier 1898, les chiffons transportés dans la rue seront saisis et détruits sans aucune indemnité pour le propriétaire ou le destinataire, et ce, sans préjudice des peines édictées par les articles 331 du code pénal mixte et 341 du code pénal indigène.

Alexandrie, le 30 juin 1901.

D^r SIDKY.

DÉCRET

du 10 mars 1906 portant certaines mesures concernant les chiffons
en temps d'épidémie.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel mixte, en date du 13 février 1906, prise en conformité du Décret du 31 janvier 1889 ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

En cas de menace d'épidémie, le Ministre de l'Intérieur pourra, par arrêté, s'il le juge nécessaire dans l'intérêt de la santé publique :

1°. Suspendre le transport des chiffons, dans une ou plusieurs localités ou dans toute l'Egypte ;

2°. Réglementer le transport, le commerce et les dépôts de chiffons et ordonner toutes les mesures jugées nécessaires, notamment la désinfection.

Si cette désinfection n'est pas possible, les chiffons pourront être brûlés par les agents sanitaires, auquel cas, la valeur en sera payée au propriétaire.

ART. 2.

Toute infraction aux dispositions des arrêtés ministériels qui seront prises en exécution de la présente loi, sera punie d'une amende n'excédant pas P. T. 100 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours.

Les chiffons transportés en contravention de la loi seront confisqués.

ART. 3.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi.

Fait au Palais d'Abdine, le 10 mars 1906.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMY.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

DÉCRET

du 26 juin 1903, portant nomination de certains fonctionnaires de l'Administration sanitaire comme officiers de police judiciaire ⁽¹⁾.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu les articles 6 des Codes d'instruction criminelle pour les Tribunaux mixtes et pour les Tribunaux indigènes ;

Vu Notre Décret du 12 mars 1898, nommant officiers de police judiciaire les inspecteurs sanitaires et les médecins d'hôpitaux des moudiriehs et gouvernorats, ainsi que les inspecteurs des districts des gouvernorats ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Sont nommés officiers de police judiciaire, pour les infractions relatives aux services dont ils sont chargés, les fonctionnaires suivants de l'Administration sanitaire :

1° Les inspecteurs et sous-inspecteurs sanitaires des gouvernorats et moudiriehs et les médecins d'hôpitaux fonctionnant en la même qualité ;

2° Les inspecteurs sanitaires des kisms et des markaz ;

3° L'inspecteur vétérinaire en chef et les inspecteurs vétérinaires :

4° L'inspecteur en chef et l'inspecteur du Service du Balayage et Arrosage de la ville du Caire.

(1) Ce Décret s'étend à l'Inspecteur sanitaire et aux médecins de quartier de la municipalité.

ART. 2.

Notre Décret du 12 mars 1898 sus-visé est et demeure remplacé par le présent.

ART. 3.

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur cinq jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au Caire, le 30 Rabi Awal 1321 (26 juin 1903).

Pour le Khédive:
MOUSTAPHA FEHMI.

Par le Khédive:
Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMI.

Le Ministre de la Justice,
IBRAHIM FOUAD.

(Traduction)

NOTA : L'inspecteur des viande de boucherie d'Alexandrie a également le droit de constater l'état de la viande débitée en ville, de la saisir au besoin et de verbaliser, en vertu d'un règlement émané du conseil international de santé en date du 4 juillet 1873.

ETABLISSEMENTS PUBLICS

ET

ETABLISSEMENTS INSALUBRES

EXTRAIT

du Décret du 9 janvier 1904, portant Règlement sur les
établissements publics.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Vu le règlement du 21 novembre 1891, sur les établissements
publics ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1895, prohibant la consommation et
le débit du hachiche dans les établissements publics, modifié par
l'arrêté du 19 mai 1900 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel
mixte du 15 juin 1903, prise en conformité du Décret du 31
janvier 1889 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérés comme établissements publics, aux fins du
présent Décret, les *cafés, restaurants, cabarets, buvettes, bars,*
brasseries, théâtres, cirques, cercles, clubs et autres établisse-
ments analogues ouverts au public.

.

ART. 21.

Il sera désigné, par l'Administration des Services sanitaires, des commissaires spéciaux qui auront qualité pour pénétrer dans les établissements publics et vérifier la nature des boissons mises en vente.

S'il s'agit d'établissements tenus par des étrangers, ces commissaires, en se rendant sur les lieux, donneront un avis écrit au Consulat intéressé. L'autorité consulaire ainsi avertie, aura la faculté de les faire accompagner. Si elle n'intervient pas immédiatement, on passera outre,

S'il est établi, par les rapports de ces commissaires que le tenancier d'un établissement jouissant de la licence prévue à l'article 12, y a débité ou exposé en vente des boissons falsifiées, contenant des mixtures nuisibles à la santé, il sera mis en contravention et la licence pourra être révoquée par le juge, sans préjudice des poursuites correctionnelles.

.

ART. 33.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret qui entrera en vigueur trente jours après sa promulgation au *Journal Officiel*.

Fait au palais d'Abdine, le 9 janvier 1904.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.

DÉCRET

du 28 août 1904, sur les établissements insalubres, etc.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 7 juin 1904 ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Il est interdit de fonder ou d'exploiter des établissements incommodes, insalubres ou dangereux sans une autorisation préalable.

La concession ou le refus d'autorisation devront être notifiés à la partie postulante dans les délais ci-après :

En ce qui concerne les établissements de première classe, dans un premier délai de soixante jours à partir de la date du récépissé constatant le paiement des frais d'instruction prescrits à l'article 4 du Règlement annexé au présent Décret, le Ministère se prononcera sur l'emplacement et s'il l'approuve et croit nécessaire de prescrire des conditions ou des mesures dans l'intérêt de l'hygiène ou de la sécurité publique, il notifiera au postulant qu'il approuve l'emplacement et lui indiquera les mesures qu'il y a lieu d'exécuter.

Une fois les mesures exécutées, le postulant devra en donner avis à l'autorité compétente qui en délivrera récépissé.

A partir de la date de ce récépissé, l'Administration aura un deuxième délai de trente jours pour vérifier l'exécution des mesures prescrites et accorder l'autorisation pour l'exploitation de l'établissement dans le cas où les mesures auront été bien exécutées. Dans le cas contraire, cette autorisation sera refusée,

Il en sera de même des établissements de deuxième et troisième classe si, à la première visite de l'établissement, l'Autorité compétente reconnaît la nécessité de prescrire des mesures.

Si l'Autorité compétente constate dès la première visite qu'il n'y a pas de mesures à exécuter, elle signifiera sa décision dans le délai de soixante jours susmentionné.

ART. 2.

Les établissements incommodes, insalubres ou dangereux sont divisés en trois classes selon leur importance respective, d'après le tableau annexé au Règlement visé à l'article suivant.

Les établissements qui ne figurent pas dans ce tableau seront, en cas de besoin, rangés dans l'une des trois classes, par simple arrêté.

Le Ministère pourra également, par arrêté, modifier le classement et préciser la nature des établissements figurant dans ce tableau.

Les distances et toutes autres conditions à prescrire sont laissées à l'appréciation de l'Autorité compétente, suivant les circonstances des lieux, etc.

ART. 3.

Un règlement général émanant du Ministère de l'Intérieur, sera annexé au présent Décret pour en régler les conditions d'application.

ART. 4.

Les propriétaires des établissements incommodes, insalubres ou dangereux existant avant la promulgation du Décret du 27 juin 1896, qui n'ont pas fait la déclaration prescrite à l'article 5 du Règlement général de la même date seront tenus de faire la dite déclaration dans un nouveau délai de soixante jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Décret.

Cette déclaration devra être faite sur papier timbré de 30 millièmes et contenir les indications mentionnées dans le § 1^{er} de l'Art. 4 du Règlement annexé au présent Décret.

S'ils ne se sont pas conformés, dans le dit délai, aux précédentes dispositions, les établissements seront traités comme établissements nouveaux et ne pourront plus être exploités sans autorisation préalable.

L'autorisation deviendra aussi nécessaire pour tous les établissements s'ils sont transférés dans un autre lieu ou s'ils subissent des changements de nature à modifier notablement les effets de l'exploitation sous le rapport de la commodité, de la salubrité et de la sécurité publique.

ART. 5.

Les établissements incommodes, insalubres ou dangereux pourront être visités par des délégués de l'Administration chargés de vérifier si les prescriptions des Règlements et les précautions ordonnées sous le rapport de la commodité, de la salubrité et de la sécurité sont suivies.

Si le propriétaire de l'établissement est un étranger, avis préalable sera donné à son autorité consulaire pour la mettre à même d'assister à la vérification si elle le juge opportun.

Ces visites ne pourront s'étendre à la partie des locaux exclusivement destinés soit à l'usage de l'habitation, soit au service des bureaux.

Les délégués seront choisis parmi les agents supérieurs de l'Administration.

ART. 6.

En cas d'inconvénient grave pour la commodité, la salubrité et la sécurité publique ou des ouvriers, les propriétaires des établissements déjà existants lors de la promulgation du Décret et Règlement du 27 juin 1896 ou postérieurement autorisés, seront tenus de se conformer pour le mode d'exploitation aux précautions qui seraient prescrites par l'Autorité compétente et approuvées par arrêté ministériel.

Ces précautions pourront comporter la suspension de l'exploitation jusqu'à ce que les mesures prescrites aient été exécutées.

Si les propriétaires ne s'y conforment pas dans le délai prescrit, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article 8 du Règlement Général.

ART. 7.

Toute contravention au présent Décret et au Règlement Général, prévue par l'article 3 ci-dessus, sera punie suivant les dispositions du dit Règlement, sans préjudice de la fermeture ou de la suppression, selon la nature de l'industrie, que le juge pourra ordonner aux frais du contrevenant,

La fermeture ou la suppression seront toujours ordonnées par le juge au cas où l'établissement aurait été exploité malgré le refus d'autorisation.

Elles seront également de droit en cas d'exploitation sans autorisation ou d'inexécution des précautions ordonnées, aux termes de l'article 6, après une première condamnation.

Au cas où les copropriétaires de l'établissement seraient en partie étrangers et en partie indigènes, la poursuite en contravention sera intentée devant la juridiction Mixte.

ART. 8.

Les dispositions du présent Décret seront appliquées sans préjudice de celles relatives aux machines à vapeur, pour ce qui concerne les établissements ayant un moteur à vapeur.

ART. 9.

Le présent Décret remplace celui du 27 juin 1896 sur les établissements incommodes, insalubres ou dangereux qui est et demeure abrogé sauf en ce qui concerne les machines à vapeur.

ART. 10.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Alexandrie, le 28 août 1904.

Par ordre du Khédive :

H. FAKHRY.

*Pour le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

H. FAKHRY.

RÈGLEMENT

du 29 août 1904 sur les établissements insalubres ⁽¹⁾

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 3 du Décret sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux en date du 28 août 1904 ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'Appel mixte, en date du 7 juin 1904,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les autorisations prévues à l'article premier du Décret du 28 août 1904, seront délivrées par les autorités suivantes :

1° Pour les établissements de première classe, par le Ministère de l'Intérieur ;

2° Pour les établissements de deuxième classe, par le Gouvernorat ou la moudirieh ;

3° Pour les établissements de troisième classe, par les mamours markaz ou mamours kisms ;

Un arrêté du Ministère de l'Intérieur déterminera les localités où les prescriptions du présent Règlement et du Décret auquel il est annexé, seront appliquées en ce qui concerne les établissements compris dans les catégories B des trois classes ⁽²⁾ .

ART. 2.

Les autorisations pour les établissements de première, deuxième ou troisième classe seront délivrées par les autorités respectivement compétentes, après que celles-ci se seront assurées que l'établissement réunit les conditions prescrites par les instructions qui seront édictées par le Ministère de l'Intérieur.

(1) Voir arrêté des 5 décembre 1904, 28 mai 1905, 11 juin 1905, 18 janvier 1906, 28 mars 1906 et 2 juin 1906.

(2) Un Arrêté des 4 octobre 1904 détermine ces localités.

ART. 3.

Pour tous ces établissements à quelque classe qu'ils appartiennent, l'autorité compétente a toujours le droit, si elle le juge nécessaire, de prescrire dans l'autorisation, à l'égard des installations intérieures, des outillages employés, du mode d'exploitation ou des heures auxquelles il peut être procédé au travail, des dispositions et des mesures spéciales dans l'intérêt des personnes qui fréquentent l'établissement, qui y travaillent ou qui l'avoisinent.

ART. 4.

Les demandes d'autorisation devront être adressées aux autorités chargées de délivrer les autorisations en vertu de l'article premier ci-dessus. Elles devront être faites sur papier timbré de trente millièmes et indiquer les nom et prénoms, la nationalité, la profession et le domicile du pétitionnaire, la nature de l'autorisation, le lieu où l'établissement doit être installé, le genre d'industrie auquel doit servir l'établissement et, pour les usines à moteurs, la nature, la force et le mode d'emploi des ces moteurs.

Les demandes d'autorisation pour les établissements de première classe, devront toujours être accompagnées du plan de l'établissement, indiquant les lieux qui l'avoisinent, leur affectation, les distances qui l'en séparent, le système de drainage, etc.

Il en sera de même pour les établissements de deuxième et troisième classe toutes les fois que l'autorité compétente le croira nécessaire.

L'Administration ne donnera suite à la demande qu'après paiement des frais d'instruction, savoir :

- P.T. 100, pour les établissements de première classe.
- » 50, pour les établissements de deuxième classe.
- » 20, pour les établissements de troisième classe.

ART. 5.

Toute autorisation à laquelle le bénéficiaire ne donnera pas suite dans l'année de son obtention, est périmée.

En ce qui concerne les établissements de caractère provisoire indiqués dans la troisième classe, l'autorisation ne sera valable que pour deux mois seulement à partir de la date à laquelle l'autorisation aura été donnée.

Lorsque l'exploitation aura cessé pendant une année au moins, elle ne pourra être reprise qu'en vertu d'une nouvelle autorisation.

En cas de changement de propriétaire, le successeur devra, dans le délai d'une semaine, en informer l'autorité compétente, en déclarant ses nom et prénoms, sa nationalité et son domicile, et lui présenter l'autorisation de l'établissement ou le récépissé de la déclaration faite aux termes de l'article 5 du Règlement du 27 juin 1896 et de l'article 4 du Décret du même jour, afin d'y annoter le changement survenu.

ART. 6.

Le Gouvernement reste étranger à tous rapports entre les tiers et les bénéficiaires de l'autorisation donnée pour la création et l'exploitation d'un établissement incommode, insalubre ou dangereux. Il leur laisse la responsabilité de tous actes dommageables et autres, occasionnés par son installation ou autrement.

ART. 7.

Toute contravention aux dispositions du Décret et du présent Règlement sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas 100 P. T. ou d'une de ces peines seulement.

L'application des peines ci-dessus aura lieu sans préjudice de la fermeture ou de la suppression de l'établissement à ordonner par le juge comme il est dit à l'article 7 du Décret.

ART. 8.

Les arrêtés qui décident la suspension d'un établissement ou des modifications au mode de son exploitation seront transmis au Gouvernorat ou à la moudirieh pour notification à l'intéressé.

Ces arrêtés devront être motivés et indiquer le délai dans lequel ils devront être exécutés.

Ce délai sera au moins de dix jours quand le propriétaire occupera les lieux et de vingt jours quand il s'y trouvera des locataires.

Au cas où, après l'expiration du délai fixé, l'arrêté n'aura pas été exécuté, le Gouvernorat ou la moudirieh en avisera l'administration intéressée qui fera procéder à la constatation de la contravention par un procès-verbal.

Sur ce procès-verbal, la poursuite sera intentée contre le contrevenant et, indépendamment de la peine de police, le juge, saisi

de la contravention, ordonnera, après vérification s'il y a lieu, la fermeture ou la suppression aux frais du contrevenant.

L'exécution du jugement sera poursuivie contre le propriétaire auquel il incombera de régulariser sa position vis-à-vis des locataires ou autres occupants.

ART. 9.

Les jugements qui ordonneront ou refuseront la fermeture ou la suppression, pourront être attaqués par voie d'appel tant par les parties que par le Ministère public. L'appel se fera par une déclaration au greffe dans le délai de dix jours. Ce délai courra, pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition, telle qu'elle est réglée par les articles 133 du Code d'Instruction Criminelle indigène et 135 du Code d'Instruction Criminelle mixte, ne sera plus recevable, et, pour les jugements contradictoires ou par défaut, sur opposition du jour de leur prononcé.

L'appel sera porté devant la Cour qui statuera d'urgence.

ART. 10.

Le présent Règlement remplace celui du 27 juin 1896 sur les établissements incommodes, insalubres ou dangereux et le Règlement sur les machines à vapeur qui, pour la procédure, renvoie au dit Règlement.

Fait à Alexandrie le 29 août 1904.

H. FAKHRY.

*TABLEAU des Établissements incommodes, insalubres
ou dangereux.*

CLASSE I.

Catégorie A.

Acides minéraux, allumettes, alcool et tous les produits chimiques en général (fabrications et dépôts).

Boues et immondices (dépôts).

Engrais (fabrication et dépôts des matières de vidange, des latrines ou des animaux destinés à servir d'engrais pour le commerce).

Fonderies de fer et forges de grosses œuvres (fer et cuivre).

Distilleries (fabrique et usine).

Pétrole (dépôts de).

Usines à gaz.

Verreries (fabrication).

Asphalte, bitume (fabrication de).

Bains publics.

Hôpitaux.

Usines et fabrication de bières.

Papier (fabrique de).

Raffineries de sucre.

Chandelleries et fonderies de suif, savonneries (grande usines).

Préparation de fissikhs (établissements pour).

Usines à égrener.

Dépôt et fabrication de :

Poudres

Salpêtres

Feux d'artifice

Amorces fulminantes

Dynamite

Gélinite

et toutes autres matières explosibles similaires.

Tout établissement industriel employant des moteurs mécaniques.

Sucreries.

Catégorie B.

Abattoirs.

Equarrissage (établissements, échaudoirs, fonte de graisse et dépôt de débris d'animaux).

Tanneries (préparation de peaux).

Halles et marchés à bestiaux.

CLASSE II.

Catégorie A.

Briquetteries, tuileries et poteries (permanentes ou à l'usage du commerce).

Chaux et plâtre (fours permanents de).

Calcination des os.
Noir animal (fabrication du).
Fissikhs (dépôt de).
Buanderies publiques.
Pétrole (vente au détail).
Légumes confits (tourchis).
Distilleries (simples).
Moulins à plâtres.
Os et chiffons (dépôts de).
Paille et roseaux destinés au commerce (dépôts de).
Brasseries (bouzas et toutes autres boissons fermentées).
Cuisines publiques.
Ateliers de marbriers.
Forges simples.
Etamage de métaux.
Battage et fonderies de cuivre.
Fours et boulangeries destinés au commerce ou à l'usage du public
Teintureries.
Baraques et constructions en bois. (Dans les villes et bandars
à l'exclusion de celles destinées à l'usage privé des propriétaires).
Dépôts de bois destinés au commerce.
Dépôts de charbon destinés au commerce.
Marchés publics (autres que les marchés à bestiaux).
Moulins à farine destinés au commerce ou à l'usage du public
dans les villes et bandars.
Moulins à huile.
Amidon (fabrication d').
Beurre (fabrication de).
Eaux gazeuses (fabrication d').
Fabrication de colle forte avec des matières animales.
Confiseries.
Acides minéraux et produits chimiques (vente au détail).
Fabriques de pavés en ciment.
Tout établissement industriel ou dépôt de produits exhalant
des odeurs nuisibles à la santé publique.

Catégorie B.

Boyauderies.
Cuirs verts et peaux fraîches (dépôts).
Ecuries publiques.

Etables, vacheries, (dans les villes et bandars).

Porcheries.

Laiteries.

Triperies.

Ecuries publiques destinées, à titre provisoire ou permanent, au logement des animaux de louage ou pour toute autre exploitation commerciale.

CLASSE III.

Catégorie A.

Carbonisation de bois (dans les villes et les bandars seulement; cependant, dans les villages et autres localités de l'intérieur l'autorisation est nécessaire lorsque la carbonisation se fait à moins de 300 mètres de distance des habitations).

Chanvre et lin pour le commerce (rouissage de).

Chaux et plâtre (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Briqueteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Tuileries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Poteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Battage de la laine et de la bourre (pour le commerce).

Battoirs à écorces et à graines (pour le commerce ou pour l'usage du public).

Fissikhs (vente en détail).

Repassage (ateliers de).

Friture et rôtissage des poissons, viandes et autres aliments.

Pâtisseries.

Menuiseries (ateliers de).

Catégorie B.

Boucheries.

ARRÊTÉ

du Ministère de l'Intérieur, en date du 5 décembre 1904, portant addition de nouveaux établissements au Tableau des établissements incommodes, insalubres ou dangereux, et modification des catégories de certains établissements figurant au dit Tableau.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 du Décret du 28 août 1904, sur les établissements incommodes, insalubres ou dangereux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes, insalubres ou dangereux et ajoutés aux classes et catégories ci-après indiquées du Tableau faisant suite au Règlement du 29 août 1904 annexé au Décret sus-visé.

CLASSE II.

Catégorie A.

Epiceries (bacals).
Huiles (débit d'),
Ferblantiers (ateliers de).
Alcool (vente au détail d').

Catégorie B.

Elevage de petits poulets.

CLASSE III.

Catégorie B.

Oiseaux domestiques (vente d').
Poissons frais (vente de).

ART. 2.

Les établissements suivants figurant à la première classe, catégorie B, seront transférés à la catégorie A de cette même classe :

Abattoirs.

Tanneries (préparation de peaux).

Halles et marchés à bestiaux.

ART. 3.

Les établissements suivants figurant à la deuxième classe, catégorie B, seront transférés à la catégorie A de cette même classe :

Boyauderies.

Cuirs verts et peaux fraîches (dépôts de).

Porcheries.

Triperies.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au Caire, le 5 Décembre 1904 (28 ramadan 1322).

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

ARRÊTÉ

du Ministère de l'Intérieur, en date du 12 Janvier 1905, portant la liste des villages où les prescriptions du Décret du 28 Août 1904 sur les Etablissements incommodes, insalubres ou dangereux, et du Règlement y annexé, seront appliquées en ce qui concerne les établissements compris dans les Catégories B des trois Classes.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'Article premier de l'arrêté du 29 août 1904 portant Règlement sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1904 portant la liste des villes et villages où les prescriptions du dit Règlement et du Décret y relatif étaient applicables aux dits établissements compris dans les catégories B,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les prescriptions du Décret du 28 août 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux et du règlement y annexé seront appliquées, en ce qui concerne les établissements compris dans les catégories B des 3 classes, dans tous les gouvernorats et dans tous les chefs-lieux des moudirihs et markaz, et en outre, dans les villages suivants :

Galioubieh.

Barrage, Aghour El-Kobra, Sandioun, Tanen, Kafr Chebin, El-Khanka, El-Amar, El-Koubra, Batamda, Marsafa et Kafr Ahmed Hachich, Mit Kenaneh et Kafr Chouman, Mouchtohor El-Ramleh.

Charkieh.

Machtoul El-Souk et Kafr El-Sakarna, El-Zawamel, Dawama, Seneitet El-Rifayne, El-Alakma, Ibrahimieh, Abou-Kebir, Kofour

Nigm, Sengaha, Telrak, El-Azizieh, Cheblanga, El-Sanafin, El-Talline, Heriet Rizna, El-Kanayat, Kassassine El-Wadi et dépendances, El-Zankaloun.

Dakahlieh.

El-Manzaleh, Atmida, Damas, Kafr Mahimoud Nafeh et Dandite, Kom-el-Nour et Kafr El-Dalile, Awlila, Sahragt El-Koubra et Kafr Girgis Youssef, Nouesa El-Gheit.

Gharbieh.

Bessendileh, Belkas, Kafr El-Garaydeh, El-Maasara, Chabas El-Chohada, Chabas Emer, Chabas El-Malh, El-Mandoura, Mehallet Diay, Sanhour El-Medina, Kalline, El-Dalgamoun, Ebiar et Kafr El-Hallaoui, Salhagar, Abu Sir Bena, Choubra-Babel, Mehallet Ziad et Minchat El-Bedraoui, Saft Torab, Samannoud, Horine, Kafr Kela El-Bab, Mit Yazide, Biala, Nabarouh, Birma, Chobare, Damat, Ebchaway, El-Malak, Kotama El-Ghaba, Mehallet Marhoum et dépendances, Mehallet-Menouf, Siberbay, Choubra Mallas, Mit Badr Halawa, Sandabast, Tafahna El-Azab.

Menoufieh.

Chanchour, Minchat Gereis, Samadoun, Talya et Ezbet Achmoun, El-Batanon, Chanawan, El-May, Melig, Choubra Negoum, Ebnahs, Mistay, Toukh Tambacha, El-Bagour, Ghamrine, Ghizay, Sir El-Lyana, Sobk El-Dahhak, El-Wat, Bimam, Chouni, Daragile, Ganzour, Toukh Dilka.

Béhéra.

Bissentaway, Kafla, Nikhla El-Enab, El-Rahmanieh, El-Karioun, Biban, Kafr Bouline, Kharbita, El-Yahoudieh, Edkou, El-Mahmoudieh, El-Delingat, El-Hagar, El Mahrouk, Ebya El-Hamra, Maniyeh.

Ghizeh.

Nahyeh, Warrak El-Arab, Wardan, El-Mansourieh, Awssime, Kerdassa, El-Badrachine, Hélouan.

Beni-Suef.

Bouch, Taha Bouch, El-Chennawieh.

Fayoum.

Kalamcha, El-Gharak El-Soltani, El-Nazleh, El-Minia, Tatoun, Tobhar, El-Agamyen, Ebchaway El-Romman, Sennaron, Sieleh, Abouksah, Beni Osman, Fedimine, Maassaret Doua, Sanhour, Tamieh, Torsa, Matartaris.

Minieh.

Abu Gerg, El-Keis, Bardanouha, Nazlet Tabet, El-Fant, Aba El-Wakf, Charona, Tanbadi, Talla, Saft El-Kammar et Nazlet El-Abide, Kolosna, El-Fikrieh.

Assiout.

El-Maabda, El-Wasta, Beni Rezah, El-Doueir, El-Zarabi, El-Ghanayem, El-Nekela, Deir El-Ganadla, Doueineh, El-Moutiya, El-Walidieh, Doronka, Rifeh, Chotb, Moucha, El-Sahel, El-Ekal, El-Bahri, Beni Heram, Dachlout, Dalga, Deir Mawas, Sanabou, Etleedim, El-Achmounein, El-Roda, Tanda, El-Hawatka, El-Koussieh, Meir.

Guirga.

El-Cheikh Marzouk, El-Araba El-Madfouna, Baredis, El-Minchah, Awlad Gabaira, Awlad Hamza, Kom El-Saaïda, Edfa, El-Hawawish, El-Kawamel Bahri, Gezeiret Chandawile, Sakalta, El-Maragha, Bengha, Geheina, Chandawil, Nazza, Tema, Michta.

Kéneh.

Abou Mannah Bahri, Abou Mannah Kibli, El-Samta, El-Ezab, El-Wakf. Faw Kibli, El-Tawabieh, Asfoune, El-Deir, El-Negouh, Kiman El-Mataana, El-Barahma, El-Ballas, Dandara, Kift, El-Elikat, Hedjaza, Toukh, Kous, Nakada, Armant, El-Bayadieh, El-Rezikat, El-Tod, El-Adissat, El-Kibli Kamoula, El-Karnak, Nazlet Wabourat Armant, El-Awsat Samhoud, El-Bahri Samhoud, El-Salmieh, El Charki Samhoud, El-Gharbi Bahgoura, El-Gharbi Belssilmieh, El-Kara et El-Karnak, El-Kom El-Ahmar, Bilad El-Mal-Bahri, Bahgoura, Kosseir-Bakhanès, Hou, El-Kasr, El-Sayad, Farchout, El-Dahsa.

Assouan.

Daraou, El-Boussalieh Bahri, El Boussalieh Kibli, El-Rodassieh Bahri, El-Hagz, El-Sibaïeh, Silwa Bahri.

ART. 2.

L'arrêté du 4 octobre 1904 sus-visé est rapporté.

Le Caire, le 12 janvier 1905.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

*Etablissements compris dans les Catégories B des trois
Classes mentionnées au Tableau.*

CLASSE I.

- 1.— Equarrissage (Etablissements, échaudoirs, fonte de graisse et dépôt de débris d'animaux).

CLASSE II.

- 1.— Ecuries Publiques.
- 2.— Etables, vacheries, (dans les villes et bandars).
- 3.— Laiteries.
- 4.— Ecuries publiques destinées à titre provisoire ou permanent au logement des animaux de louage ou pour toute autre exploitation commerciale.
- 5.— Elevage des petits poulets.

CLASSE III.

- 1.— Boucheries.
 - 2.— Oiseaux domestiques (vente d').
 - 3.— Poissons frais (vente de).
-

ARRÊTÉ

du Ministère de l'Intérieur, en date du 28 mai 1905, portant
modification au Tableau annexé au Règlement.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 du Décret du 28 août 1904, sur les établissements
incommodes, insalubres ou dangereux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants figurant au tableau des établissements incommodes, insalubres ou dangereux à la deuxième classe, catégorie A, seront transférés à la première classe, même catégorie :

Beurre (fabrication de).

Eaux gazeuses (fabrication d').

ART. 2.

Le sixième alinéa du tableau précité, classe I, catégorie A, est modifié et complété comme suit :

« Pétrole et autres huiles ou corps gras inflammables (Dépôts de) ».

ART. 3.

Le dernier alinéa du dit tableau, classe II, catégorie A, est modifié et complété comme suit :

« Tout établissement industriel ou dépôt de produits qui par
« leur nature ou leur fonctionnement peuvent être nuisibles à la
« santé publique ».

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation au *Journal Officiel*.

Le Caire, le 23 Rabi-Awal 1323 (28 mai 1905).

Le Ministre de l'Intérieur.

MOUSTAPHA FEHMY,

ARRÊTÉ

du Ministère de l'Intérieur en date du 11 juin 1905, portant addition d'un nouveau paragraphe à l'article 1^{er} du Règlement.

(*Journal Officiel* du 14 Juin 1905, N° 67).

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 1^{er} du Règlement du 29 août 1904, annexé au Décret du 28 Août 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 23 mai 1905,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est ajouté à la fin de l'article 1^{er} du Règlement précité le paragraphe suivant :

« Pour ce qui concerne les établissements insalubres des trois
« classes, situés dans la circonscription de la Ville d'Alexandrie,
« qui seront désignés par le Ministère de l'Intérieur, ce dernier
« pourra déléguer à l'Administrateur de la Municipalité les pouvoirs
« de délivrer les autorisations et ordonner les mesures nécessaires
« dans les formes et sous les conditions qu'il jugera utile de
« prescrire ».

ART. 2.

Le présent Arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au *Journal Officiel*.

Le Caire, le 11 juin 1905.

Signé : MOUSTAPHA FEHMY,

(Traduction).

LETTRE MINISTÉRIELLE

déléguant, à la Municipalité, les pouvoirs de l'Etat relativement aux établissements insalubres.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Caire, le 12 Juin 1905.

Division de la Sûreté

N° 3306 B.

Monsieur l'Administrateur de la Municipalité d'Alexandrie.

MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR,

Faisant suite à ma lettre du 6 mai dernier N° 2474 B, au sujet du travail afférent aux établissements insalubres qui doit être attribué à la Municipalité, j'ai l'honneur de vous informer que la Cour d'Appel Mixte ayant approuvé le projet d'arrêté relatif à cette question, il sera publié incessamment au *Journal Officiel*.

En vertu de cette arrêté, je vous délègue, Monsieur l'Administrateur, les pouvoirs de délivrer des autorisations concernant les établissements insalubres des 3 classes dont la nomenclature figure dans la liste ci-incluse, de refuser les demandes y relatives et de prescrire les mesures prévues par le règlement dans la forme et les conditions arrêtées par les instructions ci-jointes :

Vous voudrez par conséquent, Monsieur l'Administrateur, prendre les dispositions nécessaires afin que le nouveau système puisse entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet prochain.

Il serait utile que les modèles relatifs à ces établissements et employés par les services dépendant de ce Ministère fussent également employés par la Municipalité avec les modifications de texte exigées par l'attribution du travail à votre Administration. M. le Commandant de la Police pourra vous donner tous les renseignements nécessaires à cet égard.

Veillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

Instructions.

Le Ministère de l'Intérieur a décidé que la Municipalité d'Alexandrie sera dorénavant substituée à ce Ministère, au Gouvernorat et aux Mamours Kisms d'Alexandrie, en ce qui concerne l'application du Décret du 28 août 1904 et de l'Arrêté du 29 du même mois aux établissements insalubres de cette ville compris dans les trois classes du Tableau annexé au dit Arrêté, et ce, d'après les instructions suivantes :

1° La Municipalité inscrira toutes les demandes d'autorisation pour les établissements insalubres désignés à l'art. 5 de ces instructions et percevra les frais d'instruction prescrits pour chaque demande, en conformité de l'art. 4 du Règlement.

2° La Municipalité demandera aux Mamours du Kism de la ville tous les renseignements nécessaires relatifs à ces établissements.

Les Mamours feront les investigations et les constatations nécessaires à l'égard de chaque établissement, d'accord avec les médecins de la Municipalité ; les premiers rédigeront un rapport au point de vue de la sûreté et de la commodité ; et les seconds, un autre rapport au point de vue de la salubrité.

Les rapports de Mamours concernant les établissements de première et de deuxième classe seront transmis au Gouvernorat, et ce dernier, après en avoir pris connaissance, les communiquera à la Municipalité avec son avis.

Ceux relatifs aux établissements de troisième classe seront envoyés directement à la Municipalité sans l'intermédiaire du Gouvernorat.

Les rapports des médecins seront expédiés directement à la Municipalité.

3° La Municipalité devra se conformer aux dispositions du Décret et du Règlement sus-visés et de leurs annexes, ainsi qu'aux instructions de ce Ministère relatives à leur application. Elle devra également employer les mêmes modèles préparés ad hoc par ce Ministère.

4° Lorsqu'il y aura lieu de prendre un arrêté ministériel au sujet des mesures à prescrire à l'égard d'un établissement insalubre, en conformité de l'art. 6 du Décret, la Municipalité en soumettra le projet au Ministère de l'Intérieur qui y donnera la suite voulue.

5° Les établissements insalubres qui, aux termes des présentes instructions, seront administrés par la Municipalité d'Alexandrie sont indiqués dans les tableaux ci-joints :

TABLEAU des Etablissements insalubres.

CLASSE I.

Catégorie A.

Acides minéraux (fabrication et dépôt d').

Tous produits chimiques en général (fabrication et dépôt de).

Alcool (fabrication).

Boues et immondices (dépôt).

Engrais (fabrication et dépôts des matières de vidange, des latrines ou des animaux destinés à servir d'engrais pour le commerce).

Distilleries (fabrique et usine).

Asphalte, bitume (fabrication d').

Beurre (fabrication de).

Bains publics.

Eaux gazeuses (fabrication d').

Hôpitaux.

Usines et fabrication de bières.

Papier (fabrique de).

Raffineries de sucre.

Chandelleries et fonderies de suif.

Savonneries (grandes usines de).

Préparation des Fissikhs (établissements pour).

Usines à égrener.

Sucreries.

Halles et marchés à bestiaux.

Abattoirs.

Tanneries (préparation de peaux).

Etablissements industriels employant des moteurs mécaniques et dont le contrôle est du ressort des Services Sanitaires.

Catégorie B.

Equarrissage (établissements, échaudoirs, fonte de graisse et dépôts de débris d'animaux).

CLASSE II.

Catégorie A.

Briqueteries, tuileries et poteries (permanentes ou à l'usage du commerce).

Chaux et plâtre (fours permanents de).

Calcination des os (établissements).

Noir animal (fabrication du).

Fissikhs (dépôts de).

Buanderies publiques.

Légumes confits (tourchis).

Distilleries (simples).

Moulins à plâtre.

Os et chiffons (dépôts de).

Brasseries (Bouzas et toutes autres boissons fermentées).

Cuisines publiques.

Fours et boulangeries destinés au commerce ou à l'usage public.

Teintureries.

Marchés publics (autres que les marchés à bestiaux).

Moulins à farine destinés au commerce ou à l'usage du public dans les villes et bandars.

Moulins à huile.

Amidon (fabrication d').

Fabrication de colle forte avec des matières animales.

Confiseries.

Acides minéraux et produits chimiques (vente au détail).

Tout établissement industriel ou dépôt de produits qui, par leur nature ou leur fonctionnement peuvent être nuisibles à la santé publique.

Epicerie (bacals).

Huiles (débits d').

Boyauderies.

Cuir verts et peaux fraîches (dépôts de).

Porcherie.

Triperie.

Catégorie B.

Ecuries publiques destinées à titre provisoire ou permanent au logement des animaux de louage ou pour toute autre exploitation commerciale.

Etables, vacheries (dans les villes et bandars).

Laiteries.

Elevage de petits poulets.

CLASSE III.

Catégorie A.

Chanvre et lin pour le commerce (rouissage de).

Chaux et plâtre (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Briqueteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Tuileries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Poteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Battage de la laine et de la bourre (pour le commerce).

Fissikhs (vente au détail).

Repassage (ateliers de).

Friture et rôtissage des poissons, viandes et autres aliments.

Pâtisseries.

Catégorie B.

Boucheries.

Oiseaux domestiques (vente d').

Poissons frais (vente de).

ARRÊTÉ

du 18 janvier 1906, portant modification à la liste des
établissements insalubres.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 du Décret du 28 août 1904, sur les établissements
insalubres, incommodes ou dangereux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les marchés publics figurant à la deuxième classe, catégorie A, du
du tableau des établissements incommodes, insalubres ou dange-
reux, sont transférés à la première classe, catégorie A, du même
tableau.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa
publication au *Journal Officiel*.

Le Caire, le 18 janvier 1906.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY,

ARRÊTÉ

du 20 mars 1906, relatif à l'incorporation des garages d'automobiles
dans la liste des établissements insalubres.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'art. 2 du Décret du 28 août 1904, sur les établissements
incommodes, insalubres ou dangereux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les garages des automobiles seront compris parmi les établissements incommodes, insalubres ou dangereux et ajoutés au tableau faisant suite au règlement du 29 août 1904 annexé au Décret sus-visé, à la classe II, catégorie A.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Caire, le 26 mars 1906 (1^{er} safar 1324).

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

ARRÊTÉ

du 2 juin 1906, portant certaines additions à l'état des
établissements insalubres.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 du Décret sur les établissements incommodes,
insalubres ou dangereux, en date du 29 août 1904 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants sont ajoutés à la deuxième classe,
catégorie A, du tableau annexé au Règlement en date du 29 août
1904, sur les établissements incommodes, insalubres ou dangereux :

1° Les briqueteries, tuileries, poteries et fours à chaux et à
plâtre, même provisoires et destinés à l'usage privé, quand ils
devront être établis sur les Sahls du Nil ou dans les périmètres
des villes soumises à l'impôt sur la propriété bâtie.

2° Les dépôts de farine.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa
promulgation aux *Journaux Officiels*.

Fait au Caire, le 2 juin 1906.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
J. NAGUIB.

TABLEAU

Des établissements incommodes, insalubres ou dangereux, modifié par les Arrêtés du Ministère de l'Intérieur en date des 5 décembre 1904 et 28 mai 1905, et divisé en deux parties dont une dépendant de l'Administration Sanitaire et l'autre du Service de la Sûreté Publique au Ministère de l'Intérieur et ses branches.

CLASSE I.

Etablissements dépendant de l'Administration Sanitaire.

Catégorie A.

- Acides minéraux et tous les produits chimiques en général (fabrifications et dépôts).
Alcool (fabrication).
* Boues et immondices (dépôt).
* Engrais (fabrication et dépôt des matières de vidange, des latrines ou des animaux destinés à servir d'engrais pour le commerce).
Distilleries (fabrique et usine).
Asphalte, bitume (fabrication d').
* Beurre fabrication de). (Transféré de la Classe II à la Classe I par arrêté du Ministère en date du 28 Mai 1905).
* Eaux Gazeuses (fabrication d'). (Transféré de la Classe II à la Classe I par arrêté du Ministère en date du 28 Mai 1905).

Etablissements dépendant du Service de la Sûreté Publique

Catégorie A.

- Allumettes (fabrifications et dépôts).
* Alcool (dépôts d').
Fonderies de fer et forges de grosses œuvres (fer et cuivre).
* Pétrole et autres huiles ou corps gras inflammables (dépôts de). (Ainsi modifié par arrêté du Ministère en date du 28 Mai 1905) (1).
Usines à gaz.
Verreries (fabrication).

- (1) Les huiles et corps gras inflammables sont les suivants:
Huiles volatiles.
Ether.
Benzine.
Essence de pétrole.
Gazoline.
Essence de thérébentine.
Coton et étoupe imbibés de matières grasses employés au nettoyage des machines.

NOTA. — Les deux services sus-mentionnés ne sont pas tenu de se consulter pour ce qui a trait aux établissements marqués d'un astérisque.

* Bains publics.

* Hôpitaux.

Usines et fabrication de bières.

Papier (fabrique de).

Raffineries de sucre.

Chandelleries et fonderies de suif, savonneries (grandes usines).

* Préparations de fissikhs (établissements pour).

Usines à égrener.

Sucreries.

Marchés publics (autres que les marchés à bestiaux).

Halles et marchés à bestiaux. (Transféré de la catégorie B à la catégorie A par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

* Abattoirs. (Transféré de la catégorie B à la catégorie A par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

* Tanneries (préparation de peaux). (Transféré de la catégorie B à la catégorie A par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

Tout établissement industriel relevant de l'Administration Sanitaire et employant des moteurs mécaniques.

Catégorie B.

Equarrissage (établissements, échaudoirs, fonte de graisse et dépôts de débris d'animaux).

Dépôts et fabrication de :

Poudres.

Salpêtres.

Feux d'artifice.

Amorces fulminantes.

Dynamite.

Gélinite et toutes autres matières explosibles similaires.

Tout établissement industriel relevant du Service de la Sécurité publique et employant des moteurs mécaniques.

CLASSE II.

**Etablissements dépendant
de l'Administration Sanitaire.**

Catégorie A.

Briqueteries, tuileries et poteries
(permanentes ou à l'usage du
commerce).
Chaux et plâtre (fours perma-
nents de).
Calcination des os.
Noir animal (fabrication du).
* Fissikhs (dépôts de).
Buanderies publiques.
Légumes confits (tourchis).
Distilleries simples.
* Moulins à plâtre.
* Os et chiffons (dépôts de).
Brasseries (bouzas et toutes
autres boissons fermentées).
Cuisines publiques.
Fours et boulangeries destinés
au commerce ou à l'usage du
public.
* Teintureries.
* Moulins à huile.
Amidon (fabrication d').
Fabrication de la colle forte avec
des matières animales.
Confiseries.
Acides minéraux et produits
chimiques (vente au détail).
Tout établissement industriel ou
dépôt de produits qui par
leur nature ou leur fonction-
nement peuvent être nuisibles
à la santé publique. (Ainsi

**Etablissements dépendant
du Service de la Sûreté Publique**

Catégorie A.

* Pétrole (vente au détail).
* Paille et roseaux destinés au
commerce (dépôts de).
Ateliers de marbriers.
Forges simples.
Etamage de métaux.
Battage et fonderies de cuivre.
Battage des tissus en soie ou en
coton.
Garages d'automobiles.
* Dépôts de bois destiné au
commerce.
* Dépôts de charbon destiné au
commerce.
Moulins à farine destinés au com-
merce ou à l'usage du public
dans les villes et bandars.
Fabriques de pavés en ciment.
Ferblantiers (ateliers de). (Ajouté
au tableau par arrêté du Mi-
nistère en date du 5 Décem-
bre 1904).
* Alcool (vente au détail d').
(Ajouté au tableau par arrêté
du Ministère en date du 5 Dé-
cembre 1904).

modifié par arrêté du Ministère en date du 28 Mai 1906).

Epicerie (bacals) (ajouté au tableau par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

* Huiles (débits d'), ajouté au tableau par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

Boyauderies.

* Cuirs verts et peaux fraîches (dépôts de).

* Porcherie.

* Triperie.

(Transférés de la Cat. B par arrêté du Ministère en date du 5 Décembre 1904).

Baraques et constructions en bois (dans les villes et bandars à l'exclusion de celles à l'usage privé des propriétaires).

Catégorie B.

Ecuries publiques (de tous genres).

* Etables, vacheries, (dans les villes et bandars).

* Laiteries.

* Elevage de petits poulets. (ajouté au tableau par arrêté du Ministère en date du 5 décembre 1904).

CLASSE III.

**Etablissements dépendant
de l'Administration Sanitaire.**

Catégorie A.

* Chanvre et lin pour le commerce (rouissage de).

**Etablissements dépendant
du Service de la Sûreté Publique**

Catégorie A.

* Carbonisation de bois (dans les villes et les bandars seule-

Chaux et plâtre (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Briqueteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Tuileries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Poteries (fours provisoires à l'usage privé, en combustion ou non, qui seraient à moins de 200 mètres des habitations).

Battage de la laine et de la bourre (pour le commerce).

Fissikhs (vente au détail).

Repassage (ateliers de).

Friture et rôtissage des poissons, viandes et autres aliments.

Pâtisseries.

Catégorie B.

* Boucheries.

* Oiseaux domestiques (vente d') (ajouté au tableau par arrêté du Ministère en date du 5 décembre 1904).

* Poissons frais (vente de). (ajouté au tableau par arrêté du Ministère en date du 5 décembre 1904).

ment ; cependant dans les villages et autres localités de l'intérieur, l'autorisation est nécessaire lorsque la carbonisation se fait à moins de 300 mètres de distance des habitations).

Battoirs à écorces et à graines (pour le commerce ou pour l'usage du public.

* Menuiseries (ateliers de).

MAISONS DE TOLÉRANCE

ARRÊTÉ

du 16 Novembre 1905, portant règlement sur les maisons
de tolérance.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le règlement du 15 juillet 1896 sur les maisons de tolérance ;
Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel
mixte du 23 mai 1905 prise en conformité du Décret du 31 jan-
vier 1889,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérées comme maisons de tolérance, les maisons où
il y a deux ou plusieurs filles réunies qui se livrent habituellement
à la prostitution, alors même qu'elles y habitent dans des cham-
bres séparées, ou qu'elles s'y réunissent temporairement.

ART. 2.

Les maisons de tolérance ne peuvent être tenues que dans les
quartiers spécialement désignés par le Gouverneur ou le Moudir.

Elles ne doivent pas avoir plus d'une porte d'entrée, ni com-
muniquer d'une façon quelconque avec d'autres appartements,
boutiques ou établissements.

ART. 3.

Ne pourront ouvrir ni tenir des maisons de tolérance en leur
nom personnel ou par personne interposée :

- 1° Les mineurs non émancipés et les interdits ;
- 2° Les personnes qui ont subi une condamnation à une peine
criminelle pour crime de droit commun ;

3° Les personnes qui ont été condamnées pour vol, filouterie, recel, faux, usage de faux, escroquerie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, lorsque cette condamnation remonte à moins de cinq ans.

4° Les anciens tenanciers de maisons de tolérance condamnés, depuis moins de trois ans, à la fermeture de leur établissement pour des faits concernant sa tenue.

ART. 4.

Les condamnations mentionnées aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, lorsqu'elles auront été prononcées contre le tenancier d'une maison de tolérance déjà inscrite, entraîneront de plein droit l'interdiction de continuer l'exploitation de l'établissement à partir du jour où elles sont devenues définitives et pour les mêmes délais.

ART. 5.

Toute personne qui se propose d'ouvrir une maison de tolérance est tenue d'en faire la déclaration par écrit au Gouvernorat ou à la moudirieh quinze jours, au moins, à l'avance.

S'il y a plusieurs tenanciers, chacun d'eux doit signer la déclaration et reste responsable en cas de contravention.

ART. 6.

La déclaration prévue à l'article précédent doit être faite, suivant un modèle approuvé par la police, sur papier timbré de 30 millièmes et contenir les indications suivantes :

1° Les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et nationalité du déclarant ;

2° La situation de la maison et le nombre des pièces dont elle se compose ;

3° Les nom, prénoms, domicile et nationalité du propriétaire de l'immeuble.

ART. 7.

Elle doit être accompagnée d'un extrait du casier judiciaire du déclarant ou, à défaut, d'un certificat délivré par l'Autorité dont il relève, constatant qu'il n'a subi aucune des condamnations spécifiées à l'article 3.

Le déclarant prendra l'engagement formel d'exploiter son établissement en conformité des dispositions du présent Règlement.

ART. 8.

Quarante-huit heures au moins avant l'ouverture, le déclarant doit présenter, au Gouvernorat ou à la Moudirieh, une liste dressée sur un modèle approuvé par la police, contenant les nom, prénoms, âge, nationalité des filles, des domestiques et de toute autre personne attachée à la maison ou y ayant un emploi quelconque.

ART. 9.

L'ouverture de la maison peut avoir lieu le seizième jour à partir de la déclaration prévue à l'article 5, et 48 heures au moins après la présentation de la liste prévue à l'art. 8, à moins que le Gouvernorat ou la Moudirieh n'ait, dans l'intervalle, notifié, par voie administrative, son opposition fondée sur les dispositions des articles 2 et 3 du présent Règlement ou sur l'insuffisance de la déclaration ou de la liste.

L'opposition doit être notifiée aussi au propriétaire de l'immeuble indiqué dans la déclaration.

ART. 10.

A défaut de déclaration de la part des tenanciers, il appartient à l'Autorité administrative locale de déclarer qu'une maison doit être classée parmi les maisons de tolérance ; mais, dans le cas où les tenanciers seraient de nationalité étrangère, cette déclaration ne pourra être faite que du consentement des Consuls dont ils relèvent.

Cette déclaration, avec copie conforme de l'avis du Consul, sera signifiée administrativement au tenancier, avec sommation de fermer la maison ou de la faire inscrire régulièrement, s'il y a lieu, dans les 15 jours.

Lorsque le dit délai sera expiré sans que le tenancier se soit exécuté, la police constatera le fait et dressera procès-verbal de contravention.

La signification au tenancier sera dénoncée au propriétaire de l'immeuble.

ART. 11.

Tout changement de tenancier d'une maison de tolérance doit être notifié au Gouvernorat ou à la Moudirieh dans un délai de trois jours par le nouveau tenancier, qui est tenu de produire,

dans le dit délai, l'extrait de son casier judiciaire ou le certificat en tenant lieu.

Le tenancier d'une maison de tolérance doit, dans le même délai, notifier, au Gouvernorat ou à la Moudirieh, tout changement dans le personnel dont les noms doivent figurer dans la liste prévue à l'article 8, avec toutes les indications prescrites par cet article.

ART. 12.

Le transfert d'une maison de tolérance d'un lieu à un autre doit être notifié quinze jours au moins à l'avance ; il peut être effectué le seizième jour, à moins que, dans l'intervalle, le Gouverneur ou le Moudir n'ait notifié, par voie administrative, son opposition fondée sur les dispositions de l'article 2 du présent Règlement.

ART. 13.

Toute personne attachée à une maison de tolérance ou y ayant un emploi quelconque doit avoir atteint la majorité.

ART. 14.

Toute fille se trouvant dans une maison de tolérance doit être munie d'une carte qui sera délivrée par la police et portera la photographie de la fille. Cette carte doit être renouvelée tous les ans.

ART. 15.

Toute fille se trouvant dans une maison de tolérance doit se faire visiter, une fois par semaine, par le médecin chargé du bureau des mœurs ou, à défaut, par un médecin spécialement autorisé par l'Autorité sanitaire.

La date de la visite et les observations auxquelles elle pourra donner lieu, seront indiquées par le médecin sur la carte dont il est fait mention à l'article précédent, qui lui sera exhibée par la fille.

La police a le droit de faire examiner les filles qui, sans justification, ne se présentent pas à la visite, et de faire contrôler les certificats de maladie produits comme excuse.

ART. 16.

Toute fille atteinte de maladie vénérienne constatée doit cesser de résider dans une maison de tolérance.

ART. 17.

Toute fille indigène, reconnue par le médecin, atteinte de maladie vénérienne, sera envoyée à l'hôpital pour n'en sortir qu'après guérison.

Si dans la ville il n'y a pas un hôpital du Gouvernement, elle sera envoyée à l'hôpital de la ville la plus rapprochée et la police se chargera de l'y faire transporter.

Les frais, à raison de P.T. 4 par jour, seront à la charge solidaire du tenancier et de la fille soignée. Le certificat du Directeur constatant la durée du séjour à l'hôpital formera titre exécutoire en faveur de l'Administration.

Toute fille malade de nationalité étrangère sera signalée à son Consulat.

ART. 18.

Les dispositions des quatre articles précédents sont également applicables aux maîtresses des maisons de tolérance. Toutefois, celles qui sont âgées de plus de cinquante ans peuvent être exemptées de la visite médicale.

ART. 19.

Il est défendu aux filles de rester à la porte ou aux fenêtres de la maison de tolérance.

ART. 20.

Les tenanciers des maisons de tolérance sont responsables des contraventions aux dispositions des articles 13, 14, 15, 16 et 19.

ART. 21.

Il est interdit aux tenanciers de laisser jouer aux jeux de hasard de quelque nature qu'ils soient, tels que baccarat, lansquenet, trente et un, trente et quarante, pharaon, roulette, petits chevaux et autres jeux similaires.

En cas de contravention, les enjeux et objets ayant servi à la contravention seront saisis.

ART. 22.

Les officiers de la police peuvent entrer de jour dans les maisons de tolérance pour constater les contraventions qui se commettent au présent règlement ; ils peuvent, au besoin, se faire assister d'un médecin.

Les officiers et les simples agents peuvent y pénétrer même de nuit, à l'occasion d'une rixe, d'actes de violence ou de tout autre fait troublant l'ordre public, pour y arrêter un criminel recherché par la police ou en cas d'appel au secours.

Aucune personne de nationalité étrangère se trouvant habituellement ou accidentellement dans la maison ne pourra être arrêtée par la police, si ce n'est dans les cas prévus par les règlements en vigueur concernant les étrangers.

ART. 23.

Toute infraction aux dispositions du présent Règlement autre que celles des articles 2, 3, 4, 5, 9, 10, 16, et 27, sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100.

En cas d'une seconde contravention dans un délai d'un an, ou d'infraction aux dispositions des articles visés au paragraphe précédent, le coupable sera puni d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 24.

En cas de contravention à l'article 21 le juge prononcera la confiscation des enjeux et des objets saisis.

ART. 25.

La fermeture d'un établissement doit être prononcée en cas de contravention aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 16 et 27, ainsi qu'en cas de condamnation pour avoir laissé jouer des jeux de hasard, lorsqu'il y a eu, dans les trois ans précédents, deux condamnations du même chef contre les tenanciers, même successifs, de l'établissement.

Elle peut être prononcée dans tous les autres cas.

ART. 26.

La fermeture sera exécutée contre le tenancier de l'établissement sans s'arrêter à l'opposition du propriétaire de l'immeuble ou de tout autre occupant.

Les scellés pourront être apposés, pour assurer l'efficacité de la fermeture.

Pendant les trois mois qui suivent la fermeture, les locaux ne pourront être réouverts sans le permis de la police qui pourra, au besoin, empêcher par la force toute occupation non autorisée.

ART. 27.

Le présent Règlement sera applicable dans les localités où le Règlement du 15 juillet 1896 est actuellement en vigueur.

Il pourra également être déclaré applicable à toute autre localité par arrêté du Gouverneur ou du Moudir, qui désignera, en même temps, les quartiers où les maisons de tolérance pourront être tenues.

Les maisons de tolérance existant dans les autres quartiers devront être fermées dans le délai fixé par le susdit arrêté ; ce délai ne pourra pas être inférieur à un mois.

Les tenanciers des maisons existant dans les quartiers désignés devront les faire inscrire dans les 30 jours qui suivront la publication de l'arrêté, en se conformant aux dispositions des articles, 6, 7, 8, et 9 ci-dessus.

ART. 28.

Le Règlement du 15 juillet 1896 est et demeure abrogé.

ART. 29.

Le présent règlement entrera en vigueur 30 jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au Caire, le 16 novembre 1905 (19 Ramadan 1323).

MOUSTAPHA FEHMY

TABLE DES MATIÈRES

Institution et Administration

DATE		PAGE
5 Janvier 1890	— Décret instituant une Commission Municipale à Alexandrie.....	5
25 »	» — Arrêté du Ministre de l'Intérieur relatif aux élections municipales....	19
8 Février	» — Arrêté du Ministre de l'Intérieur relatif aux élections des diverses catégories de Collèges à la Commission Municipale d'Alexandrie..	27
11 »	1894 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur fixant la durée des fonctions du Vice-Président de la Commission Municipale....	28
26 Mars	1900 — Décret portant modification du Règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes (compétence).....	29
16 Mai	» — Règlement relatif à la création d'une caisse de prévoyance pour les employés de la Municipalité.....	31
7 Août	1901 — Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant règlement relatif aux élections des propriétaires.....	36
13 Février	1904 — Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant règlement pour les élections des négociants importateurs à la Commission Municipale.	41
27 Juin	1904 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur portant réorganisation de la Municipalité.....	46
30 Mai	1905 — Instructions concernant les archives.....	54
7 Juin	» — Arrêté Ministériel comportant des modifications au règlement du Collège des importateurs.....	58
12 Juin	» — Règlement intérieur de la Municipalité d'Alexandrie	60
14 Juin	» — Règlement pour la vente des terrains de la Municipalité.....	88
27 Février	1906 — Arrêté portant tarif des voitures publiques...	94

DATE		PAGE
	Règlement pour la livraison, aux diverses Administrations de l'Etat, du timbre-poste de Service à apposer sur les correspondances Gouvernementales	97
Service des Recettes		
25 Mars	1880 — Décret relatif aux poursuites en matière de recouvrement de droits.....	103
13 Mars	1884 — Décret sur l'impôt de la propriété bâtie.....	110
13 Mars	1884 — Règlement d'administration publique pour l'application du Décret sur l'impôt de la propriété bâtie.....	121
19 Juin	1884 — Décret fixant les limites dans lesquelles sera perçu l'impôt de la propriété bâtie.....	127
11 Avril	1886 — Décret relatif à l'élection des membres des conseils d'estimation et de révision de la propriété bâtie.. ..	129
9 Juin	1890 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur autorisant la perception de la taxe de un pour cent sur la valeur locative de la propriété bâtie pour le compte de la Municipalité d'Alexandrie..	131
21 Juin	1890 — Arrêté du Président de la Commission Municipale prescrivant la taxe sur les voitures et bêtes de somme, à l'encontre des étrangers	132
19 Décemb. 1891	— Décret exemptant de l'impôt sur la propriété bâtie les maisons dont la valeur locative annuelle n'excède pas P.T. 500.....	133
22 Décemb. 1894	— Décret prorogeant d'une année la perception des taxes municipales prévues à l'art. 40 du Décret du 5 janvier 1890.....	134
23 Mai	1895 — Arrêté de la Municipalité d'Alexandrie touchant le recouvrement des taxes municipales	135
13 Janvier 1896	— Décret prorogeant la perception des taxes de $\frac{1}{2}$ pour mille sur les exportations et importations au profit de la Commission Municipale d'Alexandrie.....	136
13 Janvier 1896	— Décret attribuant de nouveaux revenus à la Commission Municipale d'Alexandrie.....	137
24 Janvier 1899	— Arrêté établissant la taxe de 2 % sur les loyers	139

DATE		PAGE
3 Mai	1899 — Règlement d'application de la taxe de 2 % sur les loyers.....	141
23 Janvier	1900 — Arrêté relatif à la perception de la taxe de 2 % sur le montant effectif des loyers.....	144
18 Février	1900 — Arrêté du Ministre des Finances remettant à la Municipalité d'Alexandrie le service de l'impôt sur la propriété bâtie.....	145
24 Juin	1902 — Arrêté du Président de la Commission Muni- cipale modifiant la taxe d'abatage	146
29 Novemb.	1902 — Décret relatif à la suppression de l'octroi....	147
14 Janvier	1904 — Arrêté relatif aux droits de carrières....	149
17 Février	1904 — Arrêté relatif à l'exemption de la taxe de 2 % en faveur des petits loyers.....	150
28 Octobre	1904 — Arrêté modifiant celui du 14 Janvier 1904 relatif aux droits des carrières.....	151
20 Mars	1905 — Règlement d'application du droit de carrières.	152
21 Octobre	1905 — Arrêté relatif à la taxe sur les véhicules et sur les bêtes de selle, de somme et de trait....	155
23 Octobre	1905 — Règlement d'application de la taxe sur les animaux et véhicules prévu par l'arrêté du 21 Octobre 1905.....	157

Service Technique. — Musée, Pompiers, etc.

31 Mai	1885 — Règlement concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers....	163
26 Août	1889 — Décret sur le service du Tanzim.....	169
8 Septemb.	1889 — Arrêté du Ministre des Travaux Publics por- tant règlement pour le service du Tanzim.	174
18 Novemb.	1889 — Instructions relatives au règlement du Tanzim.	183
7 Janvier	1891 — Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant règlement provisoire d'organisation du Con- seil du Tanzim	191
17 Novemb.	1891 — Décret arrêtant les conditions auxquelles des autorisations pour fouilles peuvent être délivrées.....	193
4 Décemb.	1891 — Règlement sur la propreté des rues.....	195
5 Décemb.	1891 — Règlement sur la dénomination des rues et le numérotage des maisons.....	197

DATE	PAGE
20 Janvier 1892 — Règlement provisoire sur l'organisation du corps et du service des <u>Pompiers</u>	201
1 Août 1892 — Décret nommant les conservateurs, inspecteurs et les sous-inspecteurs du service des <u>Antiquités</u> officiers de Police Judiciaire...	205
23 Juillet 1895 — Arrêté du Ministre des Travaux Publics portant règlement pour l'exploitation des carrières d'Alexandrie.....	206
24 Juillet 1895 — Arrêté de la Municipalité d'Alexandrie portant disposition additionnelle au règlement sur la <u>propreté</u> des rues.	211
17 Février 1896 — Décrets sur les <u>expropriations</u> pour cause d'utilité publique.....	212
22 Juin 1896 — Arrêté ministériel modifiant le règlement du 31 mai 1885 sur l' <u>occupation</u> de la voie publique	219
22 Juin 1896 — Arrêté ministériel portant paragraphe additionnel au règlement du 31 mai 1885 sur l' <u>occupation</u> de la voie publique.....	221
7 Juillet 1897 — Règlement pour l' <u>occupation</u> de la voie publique à Minet El-Bassal et Minet El-Charagua.	222
12 Août 1897 — Décret portant mesures de protection pour les <u>antiquités</u>	225
5 Février 1899 — Arrêté Ministériel modifiant le paragraphe 3 de l'art. 11 du règlement du Tanzim du 8 septembre 1899.....	227
16 Mai 1900 — Règlement sur les <u>trottoirs</u>	230
5 Novemb. 1900 — Décret relatif aux <u>Machines à vapeur</u> et chaudières.....	233
6 Novemb. 1900 — Arrêté du Ministre des Travaux Publics portant règlement sur les <u>machines à vapeur</u> .	237
27 Février 1901 — Entente entre le Gouvernorat et la Municipalité au sujet de l' <u>occupation</u> de la voie publique.....	245
16 Mai 1901 — Décret du 16 mai 1901 étendant le <u>périmètre</u> de la ville d'Alexandrie.....	248
11 Juin 1902 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant clause additionnelle au règlement sur les <u>trottoirs</u>	250
16 Juin 1902 — Décret nommant officier de police judiciaire l'ingénieur de la Municipalité d'Alexandrie chargé de la surveillance des <u>machines à vapeur</u>	251

DATE	PAGE
30 Décemb. 1903 — Règlement sur les automobiles.....	252
8 Décemb. 1903 — Arrêté du Gouverneur d'Alexandrie au sujet de la prise du sable et l'occupation du rivage de la mer.....	255
29 Juin 1904 — Règlement sur les Théâtres.....	256
27 Octobre 1906 — Arrêté concernant le transport des matières pouvant dégager de la poussière ou des mau- raises odeurs.....	265

Service Sanitaire et vétérinaire.

Cimetières.

15 Sept. 1876	{	Règlement sur les cimetières, inhumations,	
26 Mars 1877		exhumations et transport de cadavres à l'é-	
30 Octobre 1877		tranger approuvé par le conseil internatio- nale sanitaire d'Egypte, dans ses séances des 15 septembre 1876, 26 mars et 30 octob. 1877.	269
29 Janvier 1894	—	Décret relatif au tranfert des cimetières.....	274
12 Mars 1898	—	Décret concernant les cimetières.....	277

Service Vétérinaire.

1 Février 1883	—	Décret portant règlement de police sanitaire- vétérinaire relatif aux maladies épizootiques	281
10 Avril 1883	—	Décret portant modification de l'art. 8 du rè- glement de police sanitaire-vétérinaire du 1 ^{er} Février 1883	279
28 Février 1892	—	Arrêté du Gouverneur d'Alexandrie relatif au transport des matières fécales des animaux.	289
23 Novemb. 1893	—	Arrêté Ministériel portant règlement sur les abattoirs et viandes de boucherie.....	290
3 Novemb. 1894	—	Arrêté du Président de la Commission Muni- cipale d'Alexandrie portant règlement sur les abattoirs et les boucheries	298
21 Septemb. 1895	—	Arrêté du Président de la Commission Muni- pale portant règlement sur la morve.....	306
12 Juillet 1899	—	Arrêté du Président de la Commission Muni- pale portant règlement sur le fonds commun d'assurance contre la saisie des bêtes de boucherie	308

DATE	PAGE
27 Décemb. 1899 — Arrêté du 27 décembre 1899 de la Commission Municipale portant règlement pour le fonds commun d'assurance contre la saisie des porcs	310
5 Juin 1902 — Décret sur la protection des animaux.....	312
27 Juin 1903 — Décret prescrivant des pénalités à appliquer en matière de police vétérinaire.....	314
21 Février 1905 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant règlement de police intérieure de l'abattoir d'Alexandrie.....	317
20 Mai 1905 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant règlement sur les chiens et la rage	319
14 Février 1906 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant modification au fonds commun d'assurance contre la saisie des animaux de boucherie.....	322
14 Mars 1906 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant règlement sur la malléinisation obligatoire des solipèdes et sur la prime de dénonciation d'un cas de morve ou de farcin.....	323

Fosses d'aisance, latrines des mosquées, mares, Birkets, etc.

8 Novemb. 1886 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur portant règlement sur la vidange des fosses d'aisance.	326
31 Juillet 1887 — Arrêté ministériel complétant et modifiant l'arrêté du 8 novembre 1886 portant règlement sur la vidange des fosses d'aisance..	331
9 Novemb. 1892 — Décret relatif aux fosses des mosquées et des bains publics	332
5 Mars 1894 — Règlement pour la cession des étangs et mares insalubres.....	338
26 Avril 1900 — Décret portant interdiction de faire des excavations pouvant donner lieu à la formation de mares ou birkets.....	335
15 Mai 1903 — Décret relatif aux latrines des mosquées et des bains publics.....	337

DATE	PAGE
<i>Terrains vagues.</i>	
16 Juillet 1888 — Arrêté du Gouverneur d'Alexandrie prescrivant de clôturer les terrains non bâtis situés dans l'intérieur de la Ville.....	341
15 Juin 1893 — Arrêté Ministériel concernant la clôture des terrains vagues	342
<i>Droits sanitaires</i>	
<i>Indemnités et honoraires des Médecins.</i>	
6 Décemb. 1887 — Décret portant tarif des droits sanitaires et état des établissements insalubres avec les suppressions et modifications apportées par Décret des 17 novembre 1891, 26 mai 1893 et 2 janvier 1896.....	344
10 Avril 1902 — Décret relatif aux indemnités et honoraires des médecins sanitaires.....	346
<i>Canal Mahmoudieh et Sakkas</i>	
20 Avril 1889 — Arrêté du Gouverneur d'Alexandrie prescrivant les mesures à prendre en vue d'assurer la pureté de l'eau du canal Mahmoudieh...	349
29 Mai 1895 — Arrêté de la Municipalité d'Alexandrie portant règlement pour les Sakkas.....	351
6 Août 1902 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur relatif à la navigation sur le canal Mahmoudieh pendant le choléra.....	353
13 Août 1902 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur interdisant la navigation sur le canal Mahmoudieh en aval de Ezbet-El-Kourchid.....	356
<i>Vaccination et traitement antirabique</i>	
17 Décemb. 1890 — Décret rendant obligatoire la vaccination en Egypte	357
21 Avril 1906 — Arrêté concernant les frais de traitement à l'institut antirabique.....	360
<i>Naissances et décès</i>	
9 Juin 1891 — Décret relatif aux naissances et décès.....	361
12 Mars 1898 — Décret complémentaire sur les naissances et décès.....	369

DATE		PAGE
	<i>Exercice de la Médecine et de la Pharmacie</i>	
13 Juin	1891 — Règlement relatif à l'exercice de la Médecine.	371
29 Mars	1899 — Décision du Conseil des Ministres obligeant les Médecins et pharmaciens à produire certains certificats.....	373
15 Septem. 1904	— Décret portant règlement sur l'exercice de la pharmacie.....	374
	<i>Attribution du Service Sanitaire à la Municipalité d'Alexandrie.</i>	
19 Juin	1892 — Convention intervenue entre la Municipalité et la Direction Générale des Services Sanitaires relative au service de Désinfection...	385
31 Juillet	1892 — Transfert de l'Inspection Sanitaire à la Municipalité.....	387
	<i>Mesures concernant les épidémies</i>	
1 Juillet	1893 — Arrêté du Président de la Commission Municipale, concernant l'application, par la Délégation, des mesures prévues par l'arrêté ministériel du 18 Juin 1893.....	389
11 Mai	1895 — Arrêté Ministériel concernant les mesures prophylactiques à prendre en vue de prévenir l'apparition de maladies épidémiques.....	390
30 Juin	1895 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur interdisant la pêche des huîtres du 1 ^{er} Mai au 1 ^{er} Septembre de chaque année.....	396
30 Mai	1896 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur déterminant diverses mesures prophylactiques.....	398
27 Mai	1899 — Décret relatif à la prophylaxie de la peste et du choléra.....	399
23 Mai	1901 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur relatif à la désinfection des maisons et logements, à Alexandrie, en temps d'épidémie.....	402
26 Juin	1901 — Arrêté relatif à la désinfection des maisons...	404
	<i>Commerce des Chiffons</i>	
16 Juillet	1888 — Arrêté assignant un lieu de dépôt pour les os, cornes et chiffons... ..	406
12 Février	1891 — Arrêté du Président de la Commission Municipale relatif aux dépôts de cornes et chiffons.	408

DATE		PAGE
28 Avril	1897 — Règlement sur le Commerce des chiffons dans la ville d'Alexandrie.....	410
30 Juin	1901 — Arrêté du Président de la Commission Municipale portant addition au Règlement sur les chiffons.....	415
10 Mars	1906 — Décret portant certaines mesures concernant les chiffons en temps d'épidémie.....	416

Officiers de Police Judiciaire

26 Juin	1903 — Décret portant nomination de certains fonctionnaires de l'Administration sanitaire comme officiers de police judiciaire.....	418
---------	---	-----

Etablissements publics et Etablissements insalubres.

9 Janvier	1904 — Extrait du Décret sur les établissements publics.	420
28 Août	1904 — Décret sur les établissement insalubres etc.	422
29 Août	1904 — Règlements sur les établissements insalubres	426
5 Décemb.	1904 — Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant addition de nouveaux établissements au Tableau des Etablissements incommodes insalubres ou dangereux, et modification des catégories de certains établissements figurant au dit Tableau.....	433
12 Janvier	1905 — Arrêté du Ministre de l'Intérieur portant la liste des villages où les perscriptions du Décret du 28 Août 1904 sur les Etablissements incommodes, insalubres ou dangereux et du Règlement y annexé, seront appliquées en ce qui concerne les établissements compris dans les catégories B des trois classes.....	435
28 Mai	1905 — Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant modification au tableau annexé au Règlement..	439
11 Juin	1905 — Arrêté portant addition d'un nouveau paragraphe à l'article 1 ^{er} du Règlement.....	440
12 Juin	1905 — Lettre Ministérielle déléguant, à la Municipalité, les pouvoirs de l'Etat relativement aux établissements insalubres.....	441

DATE	PAGE
18 Janvier 1906 — Arrêté portant modification à la liste des établissements insalubres.....	446
20 Mars 1906 — Arrêté relatif à l'incorporation des garages d'automobiles dans la liste des établissements insalubres.....	447
2 Juin 1906 — Arrêté portant certaines additions à l'état des établissements insalubres.....	448
Tableau des établissements incommodes, insalubres ou dangereux modifié par les arrêtés du Ministère de l'Intérieur en date du 5 décembre 1904 et 28 mai 1905 et divisé en deux parties dont une dépendant de l'Administration sanitaire et l'autre du Service de la Sûreté Publique au Ministère de l'Intérieur et ses branches.....	449

Maisons de Tolérance

16 Novemb. 1905 — Arrêté Ministériel portant règlement sur les maisons de tolérance.	454
---	-----



